

La République de M. Jospin

■ Le premier ministre réplique point par point à M. Chevènement

■ Il place son action sous le signe du « pacte républicain »

■ M. Chevènement s'inquiète des tentations libérales dans la majorité

■ Le RPR et l'UDF récusent le processus engagé en Corse

Lire pages 6 à 8 et notre éditorial page 17

La rentrée de Jack Lang, l'anti-Allègre

● Le ministre de l'éducation rend hommage aux enseignants « injustement attaqués » ● Il dénonce les « professionnels du dénigrement » ● Le collège sera la première priorité de ses « douze chantiers » de réformes ● Il annonce des créations d'emplois de professeurs des écoles

UN « COUP DE CHAPEAU » aux enseignants « injustement attaqués » ces dernières années : c'est ainsi que Jack Lang a donné le signal, lundi 4 septembre, de la rentrée scolaire. Prenant la posture d'un anti-Allègre, le ministre de l'éducation souhaite placer la rentrée sous le signe de la « sérénité retrouvée et du dialogue renoué ».

« Notre école sort tout juste d'une crise qui l'a violemment éprouvée. Ces derniers temps encore, elle a été injustement décriée par certains de ceux qui prétendent vouloir la réfor-

mer. Elle ne mérite pas d'être ainsi maltraitée » par des « professionnels du dénigrement », a-t-il déclaré. Les autorisations de recrutement ont été données dès le mois de juin aux recteurs, afin que la rentrée ait lieu dans les meilleures conditions possibles. Jack Lang promet de boucler la carte scolaire au plus tard début janvier et s'apprête à annoncer la création d'emplois de professeurs des écoles dans le budget 2001. Il entend aussi répondre à « l'armée des sceptiques » qui l'accusent d'immobilisme et se présente comme un homme de réformes, mais sans susciter « l'inquiétude » et « l'angoisse ». La généralisation de l'apprentissage d'une langue vivante en CM2, programmée par Claude Allègre, est mise en œuvre. Le collège devient priorité numéro un. Jack Lang promet, parmi « douze chantiers », une réforme de l'élaboration des programmes en novembre, une réforme de la formation des enseignants pour janvier et un réexamen de la filière technologique pour 2001.

mer. Elle ne mérite pas d'être ainsi maltraitée » par des « professionnels du dénigrement », a-t-il déclaré. Les autorisations de recrutement ont été données dès le mois de juin aux recteurs, afin que la rentrée ait lieu dans les meilleures conditions possibles. Jack Lang promet de boucler la carte scolaire au plus tard début janvier et s'apprête à annoncer la création d'emplois de professeurs des écoles dans le budget 2001. Il entend aussi répondre à « l'armée des sceptiques » qui l'accusent d'immobilisme et se présente comme un homme de réformes, mais sans susciter « l'inquiétude » et « l'angoisse ». La généralisation de l'apprentissage d'une langue vivante en CM2, programmée par Claude Allègre, est mise en œuvre. Le collège devient priorité numéro un. Jack Lang promet, parmi « douze chantiers », une réforme de l'élaboration des programmes en novembre, une réforme de la formation des enseignants pour janvier et un réexamen de la filière technologique pour 2001.



● Jack Lang : ce qui va changer p. 12
● L'attentisme des syndicats d'enseignants p. 12

● En librairie, le bilan des années Allègre p. 13
● Philippe Meirieu : le désir d'apprendre p. 20



AVANT SYDNEY

Se préparer aux JO

Tous les athlètes français qualifiés pour les Jeux de Sydney ne sont pas Marie-José Pérec (photo), qui, fidèle à son habitude, se prépare à l'écart des structures fédérales. Les JO marqueront, pour l'équipe de la Préparation olympique (PO), la fin d'une mission de quatre ans qui consiste à aider athlètes et fédérations à aborder le rendez-vous olympique dans les meilleures conditions, puis, une fois les épreuves lancées, à faciliter la vie quotidienne de l'équipe de France. p. 28

L'Europe des petits pas

RÉUNIS à Evian, les ministres des affaires étrangères des Quinze ont échangé leurs vues sur l'avenir de l'Europe. La France, qui préside actuellement les institutions européennes, voulait dresser un état des lieux après les déclarations faites au printemps par Jacques Chirac sur une Constitution européenne et celles du ministre allemand Joscha Fischer sur l'avenir fédéral de l'Europe. A Evian, les Quinze ont manifesté de la prudence. Ils préfèrent ne pas brûler les étapes et maintenir une politique des petits pas. Cette évolution satisfait Hubert Védrine : le chef de la diplomatie française estime que la priorité doit aller au pragmatisme et à la réforme des institutions européennes.

Lire page 2

Le combat du lieutenant-colonel Sanchez Silva, premier officier gay espagnol

MADRID de notre correspondant

Etre ou ne pas être officiellement gay ? Ce dilemme existentiel, le lieutenant-colonel José-Maria Sanchez Silva, grand amateur de Shakespeare et militaire de carrière surdécoré de médailles, se l'est longtemps posé. Et puis, à quarante-neuf ans, après des années de silence devant les histoires de corps de garde et les lourdes plaisanteries sur les maricones (« pédés ») circulant dans l'armée, il s'est décidé : il serait le premier officier espagnol à reconnaître son homosexualité. Et tant qu'à franchir le pas, autant le faire avec panache : le lieutenant-colonel Sanchez Silva, en grand uniforme, main à la casquette d'officier, va apparaître en couverture du prochain numéro de Zero, un magazine homosexuel. Le titre dira simplement : « Le premier militaire gay ».

Une véritable révolution dans l'Espagne encore secrètement machiste, où le vocabulaire le plus viril émaille les conversations et où, même si l'expression n'a plus beaucoup de sens, on ponctue chaque phrase d'un *Hombre!* (« Homme ! »), bien timbré comme il se doit.

Mais tout évolue et, depuis 1985, le code de justice militaire, qui affirmait qu'en Espagne « l'homosexualité est contraire à l'honneur militaire », a été aboli. Comme a été abolie, sur le papier, toute discrimination sexuelle. Même cet ancien temple de la virilité combattante qu'était la légion étrangère espagnole, la fameuse Bandera, chère à Mac Orlan et à Jean Gabin, admet aujourd'hui des femmes : « *Los novios de la muerte* » (« les fiancés de la mort »), comme ils s'appelaient eux-mêmes, ont des fiancées tout court.

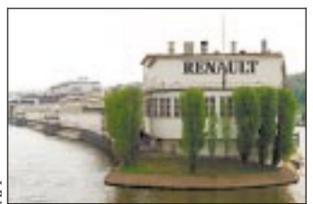
Une évolution que le lieutenant-colonel Sanchez Silva ne conteste pas. Dans un entretien accordé au quotidien *El País*, il l'admet, mais pour mieux en déplorer l'insuffisance : « *L'armée s'est démocratisée. Les femmes y ont été admises et les troupes participent à des missions de paix ; mais nous, les gays, sommes toujours dans les catacombes.* »

Pour en sortir, ce fin juriste, qui fut tout à tour secrétaire de la revue espagnole de droit militaire, conseiller juridique auprès du quartier général de l'armée de terre, a mené toute une bataille pour que « les lois s'adaptent aux nouvelles réalités sociales ». Il est convaincu

que son geste « fera avancer l'application des droits des homosexuels dans les forces armées ». Son plus grand encouragement, raconte-t-il, lui est venu d'une sentence du tribunal européen pour les droits de l'homme, à l'automne 1999, qui condamnait le Royaume-Uni parce que ses forces armées avaient expulsé une lesbienne et trois gays, uniquement en raison de leur inclination homosexuelle.

N'a-t-il pas peur de représailles voilées ? Un porte-parole de l'armée a déjà dit à *El País* qu'il jugeait « malheureux » que le lieutenant-colonel, qui aurait pu le faire à titre privé, ait utilisé son rang militaire pour faire pareil *pronunciamento*. « *J'ai planté un germe, répond-il, qui va croître. Je ne cherche pas à me mettre en avant mais mon exemple servira à tous les gays - et ils sont nombreux, dans la garde civile et l'armée - qui sont effrayés de se montrer au grand jour.* » Et de conclure, en plaisantant sur son problème le plus immédiat : « *La tête que vont faire mes voisins de toujours, en découvrant que le si sérieux lieutenant-colonel était gay !* »

Marie-Claude Decamps



L'AVENIR DE L'ÎLE SEGUIN

De Renault à Pinault

Après des années de querelles, le patron de Renault, Louis Schweitzer, et le maire de Boulogne-Billancourt, Jean-Pierre Fourcade, ont trouvé l'homme providentiel pour réaménager l'île Seguin : François Pinault, un des hommes les plus riches de France et grand collectionneur d'art. Leur projet : la Fondation Pinault, un des plus grands centres d'art contemporain d'Europe, au cœur d'une gigantesque opération d'urbanisme. p. 15

Les start-up à la peine



OLIVIER DE MONTÉTY

APRÈS les excès des derniers mois, les start-up Internet sont condamnées à la rigueur pour survivre. Olivier de Montéty, le jeune PDG de Ze Bank, un projet ambitieux de banque en ligne, a dû retarder l'ouverture de son établissement.

Lire page 21

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 Dh ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 Fl. ; Portugal, 200 Esc. ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 905 - 7,50 F



os juristes experts privilégient la clarté et la rapidité de l'information. Les Dictionnaires Permanents, nos CD-Rom et notre site Internet vous permettent d'accéder rapidement à la réponse que vous recherchez.

Vous pouvez ainsi décider avec pertinence et agir en sécurité, dans tous les domaines : social, fiscal, affaires, immobilier, droits spécialisés.

Avec les Editions Législatives, vous avez le droit.



GEOMETRIE

Le pétrole et la planète

LES OCCIDENTAUX sont des gens fort heureux : non seulement ils vivent dans un état d'opulence historiquement unique, mais ils ont la chance de pouvoir vivre dans deux mondes à la fois. Dans le monde réel n° 1, la combustion du pétrole produit du gaz carbonique capable de provoquer un changement climatique qu'ils jugent très inquiétant. Dans le monde réel n° 2, la hausse du prix du pétrole, qui pourrait obliger à en limiter la consommation, leur semble un scandale insupportable. Dans le monde n° 1, le naufrage de l'Erika soulève l'indignation des foules et suscite des manifestations. Dans le monde n° 2, la vente record d'automobiles en 1999 est saluée comme une performance remarquable. Dans le monde n° 1, le premier ministre s'apprête à prononcer un discours soulignant l'engagement de la France dans la lutte contre le changement climatique. Dans le monde n° 2, le ministre des finances supprime la vignette auto, encourageant l'usage du premier facteur de l'accroissement de l'effet de serre.

Il n'est pas besoin d'être persan ou martien pour moquer cette dualité. Et pour rappeler que les mondes n° 1 et n° 2, celui de la bonne conscience écologique et celui du confort à tout prix, sont, malgré tous nos efforts de dissociation mentale, les deux facettes d'un seul et même monde. Dans celui-ci, on

ne peut à la fois éviter le changement climatique et maintenir une croissance continue de la consommation d'énergie. Et dans ce monde opprimé par de si gênantes contraintes, la hausse actuelle du prix du pétrole n'est pas le résultat du comportement irresponsable de producteurs en position de monopole, mais l'effet d'une évolution structurelle de l'économie mondiale. On s'étonne que l'idéologie dominante, si furieusement libérale, oublie les données de base du marché, à savoir que, quand un produit se raréfie, il renchérit.

Il convient donc de rappeler quelques faits. D'abord, le prix du pétrole n'est pas très élevé : exprimé non pas en monnaie courante, mais en monnaie constante - c'est-à-dire corrigée de la dépréciation due à l'inflation -, le prix de 30 dollars le baril de pétrole brut est inférieur aux niveaux atteints entre 1974 et 1985, ainsi que l'indique, parmi d'autres, le rapport International Energy Outlook 2000 du département américain de l'énergie (www.eia.doe.gov). Ensuite, et surtout, la tendance à la hausse du prix du pétrole s'inscrit dans un contexte de raréfaction progressive des réserves.

Hervé Kempf

Lire la suite page 17 et nos informations page 38



MUSIQUE

En studio avec Charlie Haden

Cinq jours ensemble, à huit, « live », comme dans une navette spatiale, avec pour seul moteur l'amour de la musique. Dans le studio E du mythique Hit Factory de Miami, Francis Marmande a assisté à l'enregistrement d'un disque de chansons cubaines du contrebassiste Charlie Haden avec le pianiste Gonzalo Rubalcaba (photo). p. 33

International.....	2	Tableau de bord.....	24
France.....	6	Aujourd'hui.....	28
Société.....	12	Météorologie.....	32
Carnet.....	14	Jeux.....	32
Régions.....	15	Culture.....	33
Horizons.....	16	Guide culturel.....	35
Entreprises.....	21	Kiosque.....	36
Immobilier/annonces	22	Abonnements.....	36
Communication.....	23	Radio-Télévision.....	37

Les consultations politiques de Madrid sur le Pays basque sont dans l'impasse

Le Parti populaire impose une protection policière permanente à ses élus municipaux

Le Parti populaire, qui dispose au Pays basque de 223 conseillers municipaux, a annoncé dimanche 3 septembre, selon *El País*, que les élus

qui refusent une protection policière permanente seront exclus du parti. Cette décision a été prise après l'assassinat, le 29 août à Zumarraga,

du conseiller municipal Manuel Indiano, et alors que les discussions politiques entre Madrid et les partis basques sont dans l'impasse.

MADRID

de notre correspondante

Soupons, invectives, accusations, ripostes : la semaine qui vient de s'écouler, et qui préfigurait pourtant la rentrée politique en Espagne, se voulait celle de la reprise du dialogue et de la mise à plat des questions litigieuses, comme celle du Pays basque. Surtout après la campagne de terrorisme, aussi meurtrière que soutenue, menée cet été par l'organisation séparatiste basque ETA. Pourtant, il n'en a rien été.

Au contraire, la série de consultations mises en œuvre, ces derniers jours, par le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, avec les grandes formations politiques, n'a pas permis de décrire une situation qui pourrait durer des mois. Et l'on voit mal comment la rencontre – la plus importante aussi – qui devait réunir, lundi 4 septembre, le ministre et les représentants du Parti nationaliste basque (PNV), le parti qui gouverne en minorité au Pays basque et auquel Madrid reproche de ne pas avoir pris suffisamment de distances avec les indépendantistes radicaux de Herri Batasuna-Euskal Herritarrok, le « bras politique » de l'ETA, pourrait avoir le moindre résultat. En effet, avant même la rencontre, Inaki Anasagasti, porte-parole du PNV, n'a pas hésité à déclarer, dans un entretien au quotidien *El País* : « Mayor Oreja nous prépare un piège de mauvaise foi. »

En un mot, la tension politique

est pire qu'avant l'été et rien ou presque, dans ce « huis clos » basque, n'a bougé. Il est vrai que les ambiguïtés du PNV – dans sa façon de gagner du temps et de se démarquer, sans le faire tout à fait, de ses alliés nationalistes radicaux avec lesquels il avait signé, en septembre 1998, les accords nationalistes d'Estella, qui avaient servi de piste d'atterrissage politique à la « trêve » de quatorze mois observée par l'ETA – n'aident pas à clarifier la situation. Comme la véhémence du ton employé par le chef du gouvernement, José Maria Aznar, n'a sans doute pas, non plus, contribué à alléger le climat politique.

« AUCUNE CONFIANCE »

Dans ce qui était sa première grande intervention publique depuis les vacances, vendredi 1^{er} septembre, M. Aznar, visiblement excédé par l'offensive de l'ETA qui a déjà fait douze morts, a en effet tenu des propos particulièrement durs à l'encontre des nationalistes en général et de ceux qui appuient l'ETA en particulier. Cohérent avec lui-même, le chef du gouvernement qui, il y a quelques jours, avait affirmé : « Il n'y a aucun espace possible entre la barbarie et la démocratie, il faut choisir », a expliqué qu'il n'avait « aucune confiance » dans un éventuel retour des dirigeants du PNV dans le camp des forces démocratiques.

A son avis, ces derniers « ont changé de camp ». Et M. Aznar de

les accuser d'être devenus « un bouillon de culture » pour l'ETA, estimant même qu'il serait « honneux et scandaleux » que le PNV escamote ses responsabilités et propose, comme l'a fait le chef du gouvernement basque, Juan José Ibarretxe, un nouveau forum de rencontres politiques au lieu de prendre acte de son échec et de démissionner. Quant à l'ETA et à ceux qui l'appuient, M. Aznar les a comparés à des « nazis » qui ont transformé le Pays basque en « camp de nettoyage ethnique, politique et idéologique » et avec lesquels on ne peut rien discuter, car leurs arguments sont : « Ou tu te rends, ou tu t'en vas, ou je te tue. »

Plus nuancés, les socialistes – qui, officiellement, appuient sans réserve la fermeté de M. Aznar face au terrorisme – ont évité de critiquer le ton de l'intervention du chef du gouvernement, jugé un peu trop « excessif » et se sont employés à jouer discrètement les médiateurs avec le PNV, auquel ils maintiennent la porte entrouverte en lui redemandant de clarifier enfin sa position. Se

contentant d'émettre le souhait, par la bouche de leur nouveau secrétaire général, José Luis Rodríguez Zapatero, que le gouvernement laisse, de son côté, un peu « d'espoir et d'espérance de paix » face au terrorisme.

En attendant, les conséquences de la vague de terreur créée par l'ETA se font sentir au Pays basque. Un total de 1 500 policiers français et espagnols vont se mettre en place, à la frontière, pour tenter de limiter le passage des commandos de l'ETA, dont beaucoup sont formés en France, d'après la police espagnole.

Quant au Parti populaire, le parti au pouvoir à Madrid, cible privilégiée du terrorisme, il se propose, pour limiter les dégâts après l'assassinat, le 29 août à Zumarraga, du jeune conseiller municipal qui avait renoncé à être protégé, d'exiger que tout responsable appartenant à sa formation accepte obligatoirement des gardes du corps, sous menace d'être suspendu de ses fonctions.

Marie-Claude Decamps

La police espagnole saisit un cargo soupçonné de transporter de la cocaïne

Cinq tonnes de drogue pourraient se trouver à bord

MADRID

de notre correspondante

L'opération portait le nom de code « Ostra » (Huitre) et a été menée par le corps d'élite de la police espagnole, le GEO (Groupe spécial d'intervention), avec le concours de l'armée de l'air et du service de surveillance douanière. Et si les soupçons se confirment, les policiers pourraient bientôt découvrir 5 tonnes de cocaïne. Ils mettront plusieurs jours à décortiquer les caches secrètes présumées du cargo *Privilejo*, arraisonné jeudi 31 août en haute mer et emmené à Las Palmas, aux Canaries. Une opération menée sous la conduite du juge madrilène Baltasar Garçon qui s'inscrit dans le cadre d'une vaste enquête – l'opération « Orinoco » – pilotée par les autorités antidrogue américaines.

Le cargo, qui bat pavillon de Sao Tomé, est commandé par un capitaine panaméen, assisté d'un second mexicain, et compte dix-huit membres d'équipage philippins. Tous ont nié avoir participé à un éventuel transport de

drogue et ont été remis en liberté, à l'exception du capitaine et de son second. Le bateau, long de 120 mètres, a pris livraison de son chargement officiel de bobines d'acier et de goudron dans le port vénézuélien de Cabello. Selon la police espagnole, le *Privilejo* aurait embarqué la drogue dans l'autre port vénézuélien d'Ordaz. Les commanditaires seraient les dirigeants d'un cartel colombien.

Le cargo arraisonné serait, toujours d'après les enquêteurs, un « bateau-nourrice ». Le système est simple : les bateaux-nourrices, transbordent en haute mer leur chargement de drogue à plusieurs petits bateaux venus les rejoindre. Ainsi, lorsqu'il atteint sa destination officielle, il n'y a plus aucune drogue à bord. En attendant que les fouilles du *Privilejo* qui, dimanche soir, n'avaient toujours rien donné, soient terminées, l'opération « Ostra » se poursuit, et de nouvelles mises en détention pourraient intervenir.

M.-C. D.

Prague et Vienne polémiquent sur la centrale nucléaire de Temelin

PRAGUE

de notre correspondant

Les Autrichiens sont « hystériques », les dirigeants tchèques « arrogants » et l'attitude du gouvernement viennois est « scandaleuse » : les invectives fusent ces derniers jours entre Prague et Vienne. La pomme de discorde entre les deux pays voisins est le démarrage prochain de la centrale nucléaire de Temelin, en Bohême du Sud, distante d'à peine 60 kilomètres de la frontière de l'Autriche qui a refusé l'énergie nucléaire par référendum dans le passé. Six mille Autrichiens ont bloqué pendant plusieurs heures, samedi 2 septembre, les trois principaux passages de la frontière entre l'Autriche et la République tchèque pour protester contre la mise en service de cette centrale de conception russe (VVER), en construction depuis vingt ans.

La première tranche de 1 000 kW, équipée de systèmes de contrôle et de sécurité fournis par la firme américaine Westinghouse, doit commencer à produire de l'électricité « dans les quinze jours », a annoncé le premier ministre tchèque Milos Zeman. Ce dernier, comme l'ensemble de la classe politique pragoise, a fait du lancement de la réaction nucléaire à Temelin I une question d'honneur national et ne compte pas écouter les demandes de report émises par les écologistes tchèques, le gouvernement autrichien ou le ministre allemand de l'environnement, le Vert Jürgen Trittin. A Prague, les politiciens comme les chefs de la compagnie d'électricité CEZ ne doutent pas de la sûreté de Temelin. Ces derniers ont porté plainte contre Greenpeace ou d'autres mouvements écologistes – pour atteinte à la notoriété de CEZ ou propagation de fausses nouvelles – lorsqu'elles ont osé émettre des réserves.

Les relations entre Prague et Vienne sont tendues depuis dix ans en raison de la construction de cette centrale, vestige de la mégalomanie communiste : trois villages ont été rasés, et des centaines de personnes déplacées. Elles se sont encore dégradées, mardi 29 août, lorsque le chef du gouvernement autrichien, Wolfgang Schüssel, a menacé de compliquer le processus d'adhésion de la Ré-

publique tchèque à l'Union européenne. La position du cabinet autrichien, soutenue par 92 % de la population, a provoqué une levée unanime de boucliers à Prague. Le gouvernement social-démocrate a voulu dans un premier temps relativiser la portée réelle de la menace en rappelant que l'énergie nucléaire n'est pas au menu des négociations et qu'il n'existe pas de normes uniques européennes. Il a toutefois dû durcir le ton vis-à-vis de Vienne lorsque le chef de l'opposition, l'ex-premier ministre Vaclav Klaus a jugé « scandaleuse » et « inadmissible » l'attitude de M. Schüssel.

VISITE D'EXPERTS

Le président Vaclav Havel, qui n'a jamais été favorable à l'achèvement de cette centrale et aurait souhaité l'organisation d'un référendum sur cette question, s'est trouvé contraint de la défendre. Dans un entretien téléphonique avec son homologue autrichien, Thomas Klestil, qui l'a appelé pour lui faire part des « craintes compréhensibles » de ses concitoyens, M. Havel l'a assuré que toutes les normes de sécurité de Temelin correspondaient aux standards occidentaux. Les deux hommes ont convenu qu'une visite d'experts devrait encore confirmer la sûreté de Temelin avant son démarrage pour lever les derniers doutes. Le chef de l'Etat tchèque a par ailleurs souligné qu'il était « de l'intérêt même des Tchèques que la centrale soit sûre ».

La centrale nucléaire de Temelin est la première centrale de conception russe modernisée avec des équipements occidentaux à entrer en service. Ce mariage a, depuis le début des années 90, éveillé des craintes chez certains spécialistes et chez les écologistes. La population tchèque, qui est à 65 % favorable à la construction de Temelin, a cru qu'elle permettrait d'arrêter les polluantes centrales à charbon de Bohême du Nord. Mais il n'en sera rien – CEZ ayant entre-temps énormément investi dans le traitement des fumées – et le pays, qui a restructuré son industrie et s'est lancé dans des économies d'énergie, exportera l'électricité produite à Temelin.

Martin Plichta

La nuit en boîte (énergie)
Le jour à la fac (tramway)
Le week-end chez maman (train)
Ming, 19 ans, futur ingénieur

MORE AND MORE PEOPLE NEED ALSTOM®

Découvrez les solutions innovantes qu'un leader mondial vous apporte chaque jour dans l'énergie et le transport.
www.alstom.com

© ALSTOM 2000. On a de plus en plus besoin d'ALSTOM. DBB & Co.

Condamné pour corruption, l'ancien chef du Shass a été incarcéré en Israël

Le parti religieux sépharade n'a pas réussi à mobiliser au-delà du noyau dur de ses sympathisants

Arieh Déri, l'ancien responsable du parti ultra-orthodoxe sépharade Shass, a été incarcéré près de Tel-Aviv dimanche 3 septembre. Condamné à trois

ans de prison pour corruption, l'ancien ministre de l'intérieur a mobilisé toutes les ressources du droit pour retarder l'échéance. La manifestation organi-

sée par son parti pour l'événement n'a pas rencontré le succès escompté, radicalisant au contraire l'opposition au Shass.

Triomphe de Rafic Hariri aux législatives libanaises

L'ancien président du conseil devrait être chargé par le président Emile Lahoud de former le prochain gouvernement

BEYROUTH

de notre correspondant

C'est encore un vote contestataire qu'ont exprimé les Libanais lors de la seconde phase des élections législatives, dimanche 3 septembre. L'ancien président du conseil, Rafic Hariri, aussi – sinon plus – célèbre pour sa fortune que pour son activité politique, en a été le grand bénéficiaire. Il a en effet raflé la mise, s'assurant le contrôle de 18 des 19 sièges de Beyrouth. Les résultats n'étaient pas encore officiels lundi matin, mais les écarts étaient tels qu'ils étaient difficilement modifiables. Outre la capitale, le Sud et la Bekaa (Est) votaient également. Dans le Sud, le jeu était complètement verrouillé par une grande alliance entre les deux mouvements chiïtes, Amal et le Hezbollah, incluant les amis de M. Hariri. La Bekaa ne présentait pas d'enjeu majeur.

L'ancien président Ezer Weizman, récemment mis en cause pour fraude et abus de confiance, mais que la justice, estimant les faits fragiles ou prescrits, n'a pas poursuivis, est venu à point servir d'exemple à la démonstration. L'affiche du Shass la plus répandue montre l'ancien président souriant avec à ses côtés un Arieh Déri grave et derrière les barreaux. La légende insiste lourdement sur la différence de traitement liée à « la couleur » des deux personnages : pour le « noir », l'Oriental Arieh Déri, la prison ; pour le « blanc », l'Euro-

peén Ezer Weizman, la liberté. Dimanche, ce parallèle a servi de leitmotiv aux fidèles du Shass rassemblés devant la prison, à l'appel de leurs dirigeants. Sur une tribune, une cohorte de vieux rabbins ont exhorté tour à tour la foule, finalement bien moins dense que ce que les activistes du parti avaient promis de jeter dans la rue. Un chanteur de rock, kippa en bataille et menottes symboliques aux poignets, chauffait la foule entre deux sermons. « Ils ont peur ! Ils ont peur ! », hurlait-il dans son micro,

Georges Marion

ont voulu protester contre le pouvoir de l'argent, mais ils n'en ont pas moins assuré un triomphe à M. Hariri, qui en est la figure de proue. En lui donnant leurs voix, ils ont voulu signifier qu'ils voyaient en lui un « sauveur », mais ils savent aussi que ses six années de gouvernement (1992-1998) avaient mené le pays droit dans le mur. Autre contradiction : le scrutin traduisait assurément une volonté populaire de refondation des relations syro-libanaises. Or, hormis le dirigeant druze et chef du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, qui a franchement évoqué la question, tous les candidats ou presque, y compris M. Hariri, ont pris la précaution d'éviter le sujet.

LE MAÎTRE MOT À DAMAS

Le président de la République, Emile Lahoud, s'est d'emblée démarqué de la défaite de son gouvernement en prenant l'initiative, dès la fermeture des bureaux de vote, de féliciter les vainqueurs, « quels qu'ils soient », et d'annoncer qu'il procéderait aux consultations parlementaires pour désigner le nouveau président du conseil « selon les formes constitutionnelles ». C'est précisément à ce propos qu'il s'était brouillé avec M. Hariri il y a deux ans. Ce dernier a pris soin de souligner qu'il n'avait pas de problèmes « personnels » avec M. Lahoud. Son allié, M. Joumblatt, a évoqué une cohabitation « à la française ». Damas dira son mot, qui sera bien entendu le maître mot. Le ministre de l'intérieur, Michel El Murr, a même eu l'outrecuidance de le dire publiquement.

Lucien George

qu'il était directeur général du ministère de l'intérieur, puis ministre. Une autre procédure, toujours en cours, l'accuse par ailleurs d'avoir détourné de l'argent public au profit de son parti.

Le procès qui l'a conduit dimanche en prison aura duré près de dix ans. Utilisant toutes les ficelles de la procédure, Arieh Déri, conseillé par les meilleurs avocats, a réussi à repousser jusqu'à ce jour le début de sa peine. Depuis que la date en a été définitivement fixée, il y a dix jours, le Shass s'est lancé dans une gigantesque campagne

Disparition de trois « collaborateurs » palestiniens

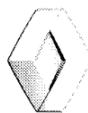
Trois Palestiniens soupçonnés de collaborer avec Israël ont été récemment « enlevés » en Cisjordanie par des agents des services de sécurité palestiniens, a indiqué, dimanche 3 septembre, la radio publique israélienne. Ces Palestiniens avaient obtenu la nationalité israélienne. Le premier a été enlevé dans la ville autonome de Bethléem, le deuxième sur une route de contournement de Hébron et le troisième dans le camp de réfugiés d'Al-Amari près de Ramallah, toujours selon la radio, qui n'a pas donné d'informations toutefois sur la date des rapt. Le bureau du premier ministre, Ehoud Barak, a demandé à l'Autorité palestinienne d'obtenir leur libération immédiate. – (AFP)

pour clamer l'innocence de son ancien chef bafouée par une justice « aux mains des ashkénazes », c'est-à-dire, comme le dit souvent le rabbin Ovadia Yossef, guide spirituel du parti, aux mains des « impies ». Meeting public, distribution de tracts, banderoles accrochées aux maisons des coteries de Jérusalem : le Shass a fait flèche de tout bois, concentrant ses efforts à dénoncer l'iniquité qui frappe les siens alors que les corrompus de l'establishment ashkénaze ne sont, selon lui, jamais sanctionnés.

JÉRUSALEM
de notre correspondant
La « révolution sépharade » promise par les dirigeants du Shass au jour où leur ancien chef, Arieh Déri, entrerait en prison, n'était pas au rendez-vous. Devant à peine quelque cinq mille fidèles rassemblés, dimanche 3 septembre, devant le complexe pénitentier de Ramleh, non loin de Tel-Aviv, le rabbin David Yossef, l'un des cadres du mouvement, a certes comparé ce jour où Arieh Déri franchissait la porte de sa cellule à une nouvelle « prise de la Bastille », mais la vieille taupé révolutionnaire n'en a pas pour autant pointé le museau.

Des heures de discours répétitifs prononcés sous un soleil de plomb par de vénérables et ennuyeux rabbins, rythmés par les cris et les sanglots médiocres d'un chanteur de rock revenu à la religion, n'auront conduit, en guise de soulèvement populaire, qu'à quelques échauffourées avec les forces de l'ordre, au demeurant vite maîtrisées. Au terme d'une journée que certains annonçaient comme décisive, chacun est finalement rentré chez soi, tandis qu'Arieh Déri entamait sa première journée de détention. Rien n'avait changé le lendemain.

Ancien ministre de l'intérieur du gouvernement d'Itzhak Rabin, Arieh Déri, fondateur et longtemps chef du parti ultra-orthodoxe des juifs sépharades, le Shass, a été condamné, le 15 avril 1999, à quatre ans de prison pour corruption, fraude et abus de confiance, peine ramenée en appel à trois ans d'emprisonnement assorti d'une forte amende. M. Déri était notamment accusé d'avoir touché un pot-devin de 170 000 dollars (environ 190 000 euros) entre 1985 et 1990, alors

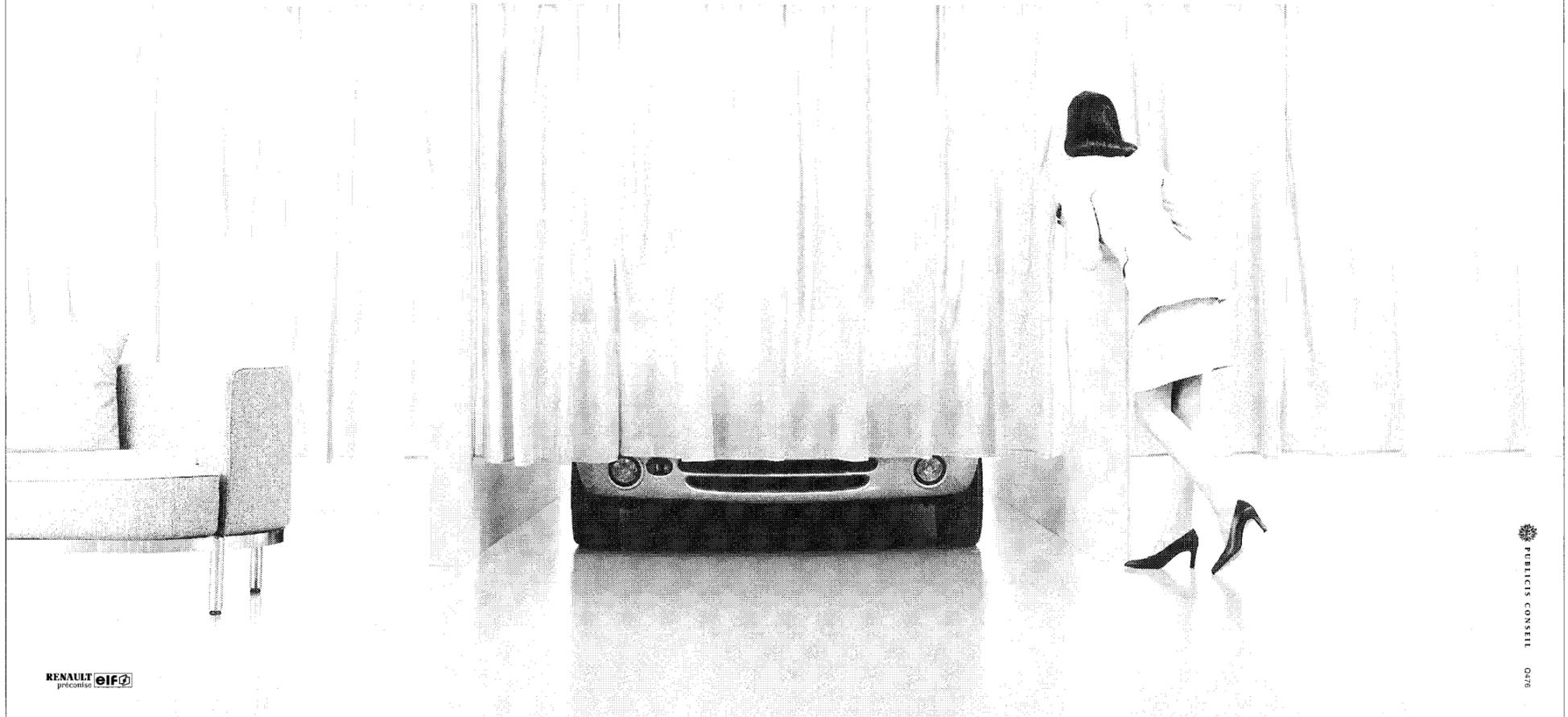


Nous nous engageons à ce que vous puissiez toujours essayer le modèle de votre choix.

Le Réseau RENAULT

Il est tout à fait normal d'avoir des doutes sur la couleur, la taille, les accessoires... et bien d'autres choses encore. Il n'y a qu'en essayant qu'on peut vraiment être sûr qu'un modèle vous va ! Quant aux équipements, le choix est parfois délicat. Alors, le Réseau Renault met à votre disposition, sous 8 jours, le modèle de votre choix. Essayage garanti dans la plus grande intimité ! www.renault.fr

POUR QU'UNE RENAULT SOIT PLUS QU'UNE VOITURE.





Les inflexions du premier ministre sur le dossier corse

LIONEL JOSPIN l'a réaffirmé à La Rochelle, le 3 septembre : sur la question de la Corse, « la démarche du gouvernement est claire ». La vigueur du plaidoyer, cependant, ne l'a pas empêché d'infléchir – de façon restrictive – la position du gouvernement.

● **Les transferts de pouvoirs.** La dévolution à l'Assemblée territoriale de Corse, sur des domaines précis, de pouvoirs de nature législative est l'une des principales innovations du compromis de Matignon. Le texte approuvé par les élus de l'île en juillet prévoit deux étapes : la première, censée être définie par un projet de loi soumis au Parlement avant la fin de l'année, prévoit de donner à la collectivité territoriale de Corse « la possibilité de déroger, par ses délibérations, à certaines dispositions législatives », le Parlement fixant a priori les « conditions » de ce transfert et disposant, a posteriori, d'un pouvoir d'évaluation, de validation ou d'annulation de ces dispositions. La seconde étape, à partir de 2004 et au terme d'une révision constitutionnelle, consisterait à « pérenniser » cette phase expérimentale en supprimant le mécanisme de validation a posteriori par le Parlement. Dans *Le Nouvel Observateur* (daté 17-23 août), le premier ministre avait déjà souligné que la délégation de pouvoir à l'Assemblée de Corse serait toujours « révoquable » par le Parlement.

Or le premier ministre a semblé, à La Rochelle, gommer de la première étape le transfert de pouvoirs législatifs à titre expérimental. Le projet de loi en préparation, précise-t-il, « prévoira notamment une décentralisation accentuée, un programme d'investissement pour combler les retards d'équipement de l'île, le développement de l'enseignement de la langue corse – dans l'horaire normal des cours, mais sans obligation, puisque les parents d'élèves resteront libres de leur choix ». La formulation est suffisamment floue pour ne pas donner le sentiment de se dédire, mais le fait de ne plus mentionner explicitement le transfert de pouvoirs législatifs peut introduire un doute. D'autant que M. Jospin insiste : « Il n'est pas question de transférer

un pouvoir législatif qui n'appartient qu'au seul Parlement. Il s'agit de permettre au législateur d'accorder à l'Assemblée de Corse la faculté, toujours révoquable d'adapter certaines normes au contexte local. »

● **La question de la violence.** C'est le deuxième grand point de crispation. « Notre démarche est claire sur la question de la violence. Nous condamnons et combattons la violence. (...) Non seulement il n'y aura jamais de prime à la violence, mais notre démarche même est fondée sur la renonciation à la violence », a-t-il assuré. Certes, le compromis de Matignon faisait déjà du rétablissement de la « paix civile » l'un des objectifs de la mise en œuvre du processus engagé. Dans son texte au *Nouvel Observateur*, M. Jospin précisait que « si la violence persistait, toute révision constitutionnelle apparaîtrait aventurée et, pour tout dire, injustifiée ». Autrement dit, il soumettait la mise en œuvre de la deuxième étape, à partir de 2004, à l'arrêt de la violence dans l'île.

Il a franchi, à La Rochelle, un pas supplémentaire en déclarant que « le processus, pour se poursuivre, suppose la condamnation de la violence politique, puis sa disparition ». Et il précise, sans ambiguïté, que cette condition s'applique dès à présent : « Nous verrons si l'évolution de la situation en Corse, en particulier au plan de la paix civile, permet d'engager au Parlement [la] première étape » du processus, c'est-à-dire le projet de loi annoncé pour la fin de l'année. Quant à la deuxième étape et à la révision constitutionnelle qu'elle suppose, à partir de 2004, il a précisé qu'elle devrait, à ses yeux, être « approuvée par le peuple », c'est-à-dire soumise à un référendum.

● **La décentralisation.** Enfin, le premier ministre a répondu nettement à tous ceux qui réclament, au-delà de la Corse, une décentralisation accrue. « Il n'est pas question de faire de la Corse le laboratoire d'une nouvelle décentralisation de la République », a-t-il assuré, renvoyant, sur ce point, aux travaux de la commission Mauroy.

Gérard Courtois

Jean-Pierre Chevènement veut faire contrepoids aux « sociaux-libéraux » de la majorité

GRASSE
de notre envoyée spéciale
Après la résurrection, la métamorphose. Austère, Jean-Pierre Chevènement ? En ministre de l'intérieur, peut-être. Mais pas en gardien du temple républicain, rôle dans lequel l'homme s'épanouit, totalement à son affaire. C'est un démissionnaire plein d'entrain que les militants du Mouvement des citoyens (MDC) ont vu arriver à Grasse, samedi 2 septembre, pour leur université d'été.

Est-ce le sentiment d'être la bonne personne au bon moment ? L'idée d'avoir parfaitement réussi sa sortie ? La perspective de ramasser la mise d'une carte longtemps jouée ? Le président du MDC n'aurait visiblement troqué sa place pour rien au monde. En héraut paté de la République, il a distribué quelques brevets de citoyenneté, mais surtout beaucoup de claques. La première est partie directement au sommet de l'Etat : « Je n'oublie pas que le président de la République ayant eu une position pour le moins balancée [sur la Corse] le 14 juillet, j'ai dû monter moi-même au créneau. Je voudrais rappeler à Mme Alliot-Marie [la présidente du RPR qui lance une pétition sur la Corse, lire page 8] que si le président avait assumé sa fonction de garant des institu-

tions, les choses ne se seraient pas déroulées de la même manière. »

Les militants, qui lisent dévotement son entretien dans *Marianne*, sont aux anges. Chacun veut l'approcher et lui parler. Le soir, lors du banquet républicain qui réunit plus de cinq cents personnes, il tâche d'avoir un mot pour tous. Il a même un fou rire à la tribune, l'après-midi, quand son ami Georges Sarre vante avec lyrisme « sa générosité, sa bonté, son écoute, sa fidélité ». A son arrivée, la salle s'est levée, telle une assemblée de vieux écoliers. On le voit déjà président de la République. Au déjeuner, l'ancien ministre se confie sur le dossier corse.

BONNETS D'ÂNE

« C'est une question collective, qui renvoie à l'identité individuelle de chacun. C'est cela la force de ce débat. » Délivré de la « redoutable fonction de serre-file du gouvernement », le « Che » assène aussi quelques sentences : « L'accord de Matignon, c'est la victoire posthume de Charles Maurras. Le retour des "patries naturelles", la Bretagne, la Corse... »

Le goût de la référence historique et du mot rare, eux, sont intacts. Robert Hue, inquiet du pôle républicain de Jean-Pierre Chevènement, en fait les frais : « Interrogez-

vous au nom de quel empyrée certains peuvent faire des procès d'intention », demande l'ex-ministre d'un air de sphinx narquois. « Si le PC réagit comme cela, c'est qu'on lui fait de l'ombre », se répond-il plus simplement.

Le grand moment des bons points et des bonnets d'âne arrive dimanche matin, à l'occasion du discours de clôture. « Le bilan de la gauche plurielle, que seule la capacité politique de Lionel Jospin a rendu possible, est largement positif », dit M. Chevènement, qui explique aussi tout ce que ce bilan lui doit, notamment en matière de sécurité et d'immigration. Ayant choisi d'apaiser le climat au sein de la majorité, il ajoute : « Nous avons le souci de la réussite, celle du gouvernement, où nous ne sommes plus, (...) celle de la majorité, à laquelle nous appartenons, et celle du pays. »

Cependant, « force est de reconnaître que face à l'immense défi que représente une mondialisation libérale sans frein, ni contrepoids, la réponse de la gauche est restée trop modeste », fait valoir le président du MDC. En une vingtaine de minutes, il définit son projet pour la France : restauration du rôle de l'Etat, avec une pique au passage pour Laurent Fabius – « la gauche républicaine ne peut enfourcher le cheval de la baisse

des impôts comme une priorité première » ; rééquilibrage de l'Europe vers le sud, avec un avertissement au PS – « notre ligne c'est celle de la plate-forme MDC-PS aux européennes, rien de plus, rien de moins. Ce qui compte, c'est rien de moins ».

Le champion de la « République moderne », nom du club qu'il fonda voilà dix-sept ans, en vient enfin à la constitution de ce fameux pôle républicain destiné à faire contrepoids « non seulement aux Verts, mais plus généralement [aux] sociaux-libéraux ». Son objectif est aussi de faire la synthèse entre les classes populaires et les classes moyennes, de prendre des initiatives pour « amener le gouvernement à revoir le processus engagé en Corse ». Dans ces conditions, on comprend que la question de la participation au gouvernement « n'est pas essentielle ». M. Chevènement ajoute : « Nous ne conditionnons pas notre soutien à l'obtention d'un maroquin. Nous prendrons cette décision, s'il y a lieu, en fonction de l'intérêt du pays ». En privé, ses lieutenants se montrent plus catégoriques : « Vous nous voyez retourner dans ce gouvernement après un désaccord aussi grave ? »

UNE ASSEMBLÉE CHENUE

Un pôle avec qui ? Avec les déçus du PS, du PC, des radicaux de gauche, avec les « républicains » non encartés, mais pas seulement. « J'affirme sans complexe que le dialogue avec les républicains de l'autre rive est précieux à mes yeux », martèle M. Chevènement. Avec François Morvan, en rupture de ban de la Ligue communiste révolutionnaire, et ses amis de la revue *Utopie critique*, qui s'est taillé un joli succès d'estrader. Avec Paul-Marie Couteaux, député européen élu sur la liste de Charles Pasqua, aussi, bien que cette idée provoque quelques allergies chez les militants du MDC. L'élue européenne veut d'abord œuvrer pour que « les hommes se voient, non seulement les chefs, mais les militants » et propose, l'an prochain, des états généraux de la souveraineté qui laissent la salle de marbre.

Dans l'immédiat, l'urgence est « d'aller vers la jeunesse », recommande M. Chevènement devant cette assemblée assez chenu, qui entonne, debout, la *Marseillaise*, puis la *Carmagnole*. Quant à lui, il s'éclipse, mais pas pour écrire un livre. « Et pourtant j'en ferais d'excellents... »

B. G.

Béatrice Gurrey

Le MDC conduira une liste à Ajaccio

GRASSE (Alpes-Maritimes)
de notre envoyée spéciale

Ce sera un test pour les accords de Matignon sur la Corse. Et la première épreuve électorale du pôle républicain de Jean-Pierre Chevènement, officiellement lancé lors de l'université d'été du Mouvement des citoyens (MDC), à Grasse, dimanche 3 septembre. Les 17 et 24 septembre, le MDC conduira une liste lors de l'élection municipale anticipée d'Ajaccio. Un acte symbolique, destiné à prouver la détermination des républicains chevènementistes, malgré leurs protestations répétées d'appartenance à la majorité.

« C'est la seule liste de gauche qui a voté non aux accords de Matignon. C'est un test par la force des choses », commente Jean-Luc Laurent, secrétaire national chargé des élections au MDC. François Filoni, la tête de liste, président du conseil de prud'hommes de la Corse-du-Sud, a surpris la salle, bien involontairement, par la brièveté et l'intensité de son intervention. « Contre les bandes armées, les Corses n'ont pas droit à la parole. Ne nous abandonnez pas, vous n'avez pas le droit d'abandonner un quartier de la République », a lancé le responsable du MDC à Ajaccio. D'un coup, cinq cents personnes se sont levées, applaudissant à tout rompre.

Aux cantonales, le MDC n'a même pas atteint 3 % des voix. M. Laurent compte bien que ce score soit dépassé. Sur la liste de Marc Marcangeli, le maire bonapartiste démissionnaire, qui a provoqué cette élec-

tion partielle pour tenter de reprendre la main face à l'offensive du président de l'Assemblée de Corse, José Rossi (DL), qui convoite la ville, une personne est mise en examen et une autre a des ennuis fiscaux (*Le Monde* daté 3-4 septembre). Mais l'homme à battre dans cette affaire, pour le MDC, est bien José Rossi, l'un des principaux artisans des accords de Matignon. A la tribune, drapée de bleu, blanc, rouge, Georges Sarre, président délégué du MDC, n'a pas hésité à dénoncer la « détestable trinité », « celle des poseurs de bombes, des mafieux et des petits politiciens opportunistes, prêts à toutes les compromissions dont le président actuel de l'Assemblée de Corse est l'archétype ».

Sur la liste du MDC, intitulée « gauche républicaine et sociale », la deuxième de liste est une syndicaliste CGT des PTT, le troisième un enseignant du MDC, la quatrième, la présidente du comité de chômeurs de la ville, la cinquième une autre syndicaliste CGT de France-Télécom, suivie d'un militant de l'environnement. Une liste soigneusement composée, où les femmes, absentes du processus de Matignon, se taillent la part du lion. François Filoni, qui a créé il y a un mois une association, « Défense des droits de la Corse dans la République », assure qu'il a déjà recueilli sept cents adhésions, « des maires, des conseillers généraux, des gens de la société civile. Rive droite, rive gauche ».

Les radicaux de gauche divisés sur le compromis de Matignon

LE PROCESSUS engagé en Corse provoque un trouble certain chez les radicaux de gauche. Dimanche 3 septembre, lors de la clôture de l'université d'été du PRG, à Val-Louiron (Hautes-Pyrénées), son président, Jean-Michel Baylet a adopté une position pour le moins acrobatique. « Oui le processus de Matignon est légitime et nécessaire, oui la méthode du dialogue initié par le premier ministre est la bonne », a-t-il assuré, avant d'ajouter que la « dévolution du pouvoir législatif [lui] posait pro-

blème » et que, à ses yeux, « la seule langue obligatoire sur le territoire de la République française est le Français ».

Ces réserves – nouvelles – s'expliquent. Mercredi 30 août, lors d'un bureau national où aucun des « Corses » du parti n'était présent, notamment pas Emile Zuccarelli et Paul Giacobbi, M. Baylet a dû faire face à une opposition inattendue et assez forte sur la question du transfert législatif et sur l'apprentissage de la langue corse. Sans être mis en

minorité de manière formelle, car il n'a – prudemment – pas procédé à un vote, M. Baylet n'en a pas moins mesuré les réticences que suscite le processus engagé en Corse. Il s'en explique dans le *Journal du dimanche* du 3 septembre : « Pour nos élus en Corse, qui représentent la première formation de la gauche plurielle sur l'île, les positions ne sont pas simples à définir ». Paul Giacobbi, en effet, avait approuvé l'accord le 28 juillet, tandis qu'Emile Zuccarelli s'était abstenu. Faute de synthèse, M. Baylet

s'abrite prudemment derrière « le droit à la différence et même à la divergence » qui prévaut au PRG.

Quant à Emile Zuccarelli, il a boycotté l'université d'été de Val-Louiron. Au même moment, à Grasse, le président du Mouvement des citoyens, Jean-Pierre Chevènement, faisait applaudir son nom et celui de Nicolas Alfonsi, comme ceux de « républicains sincères (...) qui se sont fait entendre avec courage ».

B. G.



Paris-Dublin à partir de 931 F*

Voici le moment de découvrir la chaleur de l'hospitalité irlandaise.

Pour de plus amples informations, contactez Aer Lingus tél : Minitel 3615 Aer Lingus (2,23F/mn.) ou votre agence de voyages.

L'opposition précise son angle d'attaque contre le gouvernement sur la Corse

Après avoir hésité, au cours de l'été, sur le dossier, le RPR et l'UDF, qui tenaient leurs universités de rentrée samedi 2 et dimanche 3 septembre, ont choisi, chacun à sa façon, de combattre les accords de Matignon

Michèle Alliot-Marie, qui avait annoncé, vendredi 1^{er} septembre, le lancement d'une pétition nationale « pour la Corse dans la République », a accusé, samedi, Lionel Jospin de faire preuve de « lâcheté » et de cé-

der « aux surenchères des nationalistes ». Après avoir entendu le discours du premier ministre à La Rochelle, la présidente du RPR a estimé que celui-ci « prépare une sérieuse reculade sur le dossier corse ». Le

porte-parole du RPR, Patrick Devedjian, a présenté les propositions alternatives du mouvement gaulliste pour l'île. Il a demandé la consultation des Corses soit par référendum, soit à l'occasion d'élections anti-

cipées à l'Assemblée insulaire. A l'UDF, François Bayrou a proposé au gouvernement, dimanche, de suspendre pendant six mois le processus de Matignon afin de lever les inquiétudes qu'il a fait naître.

Jacques Chirac a confirmé, devant des journalistes, ce week-end, qu'il ne s'exprimera pas sur cette question avant d'avoir pris connaissance du projet de loi que prépare le gouvernement.

NICE

de notre envoyé spécial

En écoutant le premier ministre, dimanche 3 septembre, en petit comité, Michèle Alliot-Marie a tout à coup affiché une mine de contentement. Lionel Jospin venait d'évoquer les principes de la République, en précisant qu'il n'y avait « nul besoin de pétition » pour les faire respecter. La pétition nationale pour la Corse dans la République, dont elle avait annoncé le lancement deux jours plus tôt, était donc reconnue au plus haut niveau. Quelques minutes plus tard, dans la salle de

presse des universités d'été des jeunes RPR, elle assurait avec satisfaction, en réaction aux propos du premier ministre : « Il prépare une sérieuse reculade sur le dossier corse. »

Pendant trois jours, à Nice, la Corse a permis aux militants gaullistes de se trouver des raisons de s'opposer au gouvernement, alors que la perspective de devoir voter « oui », comme les socialistes, au référendum du 24 septembre sur la réduction du mandat présidentiel en embarras plus d'un. Dans son discours de samedi, la présidente du

RPR a accusé M. Jospin de « lâcheté » en expliquant que le « gouvernement cède aux surenchères de nationalistes qui, à chaque concession ou compromission, demandent encore plus dans le sens de l'indépendance ». Le lendemain, les jeunes du RPR ont eu droit à un discours enflammé de l'un des derniers gaullistes historiques, Jacques Baumel, pour s'entendre rappeler qu'il n'y a « pas de discussion possible avec les ennemis de la France ». La Corse, a encore affirmé le député des Hauts-de-Seine, est devenue « une zone de non-droit, un peu comme un Kosovo qui n'aurait pas M. Kouchner ».

Principal initiateur de la pétition sur la Corse, pour laquelle il escompte 500 000 signatures, Patrick Ollier, conseiller spécial chargé de la vie du mouvement, a accusé les socialistes de « courir derrière les nationalistes ». Porte-parole du RPR, Patrick Devedjian était chargé de développer l'argumentaire. « Nous avons conduit [en Corse] une politique qui n'a pas toujours été heureuse. Nous n'avons pas toujours su calmer ses turbulences », a d'abord reconnu le député des Hauts-de-Seine, mais pour ajouter aussitôt : « Nous n'avons jamais atteint le degré d'échec des socialistes. » Les accords de Matignon, approuvés par la ma-

jorité de l'Assemblée de Corse, ont en effet un point de départ que M. Devedjian résume par cette formule : « Un préfet assassiné, un préfet emprisonné. » Evoquant la double lecture que font le gouvernement et les nationalistes de ces accords, le député estime que ceux-ci constituent « un qui pro quo cynique » destiné à « gagner du temps ».

« LES BOMBES ET LE DÉSHONNEUR »

M. Devedjian est « d'accord avec Jean-Pierre Chevènement » lorsque l'ancien ministre de l'intérieur estime qu'il y a « une grande proximité entre les nationalistes corses et le Front national ». « Les accords de Matignon ne sont pas susceptibles de ramener la paix, martèle le porte-parole du RPR. Quand on veut la paix au prix du déshonneur, on n'a pas la paix. On a les bombes et le déshonneur ! » Quelques minutes seulement avant qu'à La Rochelle le premier ministre affirme qu'il n'avait pas lu, ni entendu de propositions alternatives au processus de Matignon, M. Devedjian dévoile enfin ce que serait l'attitude du RPR si celui-ci devait revenir au pouvoir. « Nous aussi, nous discuterons et nous rechercherons la paix. » Le RPR est favorable à un renforcement des pouvoirs locaux, mais dans le cadre

d'une décentralisation générale. Il n'a pas d'objection sur le plan de soutien à l'économie en Corse. Hostile à l'enseignement du corse tel qu'il est prévu par les accords, le RPR admet qu'il faut « protéger la culture corse ». Il propose un désen-

Dès cette semaine, si cela est possible, une délégation de la direction nationale du RPR se rendra en Corse pour rencontrer les deux comités départementaux du mouvement. Comme ne cesse de le rappeler Roland Francisci, député RPR de

Le RPR en campagne référendaire

Parallèlement à la pétition pour la Corse, le RPR doit mener une autre campagne de mobilisation pour le quinquennat. Quatre-vingt-sept réunions publiques sont actuellement prévues d'ici au référendum du 24 septembre. La première aura lieu, mercredi 6 septembre, en Corrèze, en présence de Michèle Alliot-Marie. La présidente du RPR animera une douzaine de ces réunions, dont une, le 10 septembre, dans les Bouches-du-Rhône, avec Alain Madelin, président de Démocratie libérale. Aucune manifestation commune n'est encore prévue avec le président de l'UDF, François Bayrou. En revanche, François Fillon animera plusieurs réunions avec Philippe Douste-Blazy. Pour se tenir à distance des querelles nées de la dissidence de Jean Tiberi, le dernier meeting, le 22 septembre, n'aura pas lieu à Paris, mais à Boulogne, dans les Hauts-de-Seine.

clavement de l'île et un renforcement de la présence policière. Sur-tout, « pour faire apparaître la volonté de la population », le RPR demande soit la dissolution de l'actuelle Assemblée de Corse pour provoquer de nouvelles élections, soit l'organisation d'un référendum local.

Corse-du-Sud, ceux-ci seraient très réservés sur les accords de Matignon et plus encore à l'égard des élus RPR de l'Assemblée de Corse qui les ont ratifiés. Bien que M. Devedjian n'en ait pas soufflé mot dans son discours, l'accord intervenu au mois de juillet a été rendu possible grâce au revirement de Jean Baggioni, président RPR du comité exécutif de Corse, et de ses amis. Une première clarification, interne, est donc nécessaire. Une seconde serait souhaitable pour dissiper le trouble d'une majorité de militants gaullistes. A l'instar de Charles Pasqua (lire page 16), nombre d'entre eux attendent, en effet, que le président de la République sorte de sa réserve.

Jacques Chirac « attend » le projet de loi

« J'attends de connaître avec précision le projet de loi sur la Corse pour m'exprimer. Alors, je dirai ce que je crois bon pour la Corse et pour la République. » C'est ce qu'a répété, tout au long du week-end, Jacques Chirac devant de petits groupes d'éditorialistes de la presse régionale et magazine reçus à l'Élysée. Répétant sa volonté de garder l'équilibre entre la nécessaire décentralisation et la préservation des valeurs de la République, le chef de l'Etat n'a pas voulu aller plus loin dans le jugement sur le processus entamé par Lionel Jospin. Manifestement sans illusion sur l'issue du référendum sur le quinquennat, le président a insisté sur la nécessité de « dédramatiser » l'enjeu et le résultat de la consultation du 24 septembre. Le chef de l'Etat devrait cependant encourager publiquement les Français à voter « oui » au quinquennat, notamment lors des deux déplacements qu'il fera, le 13 septembre à Issy-les-Moulineaux, dans les Hauts-de-Seine, et les 21 et 22 septembre, en Charente, à la veille du référendum.

François Bayrou demande un « moratoire » de six mois

RAMATUELLE (Var)

de notre envoyé spécial

Otez-moi cette épine du pied ! Telle est la traduction que l'on peut faire de la proposition formulée par François Bayrou, dimanche 3 septembre à Ramatuelle, d'un « moratoire de six mois » sur le dossier corse, tant ce débat empoisonne la vie des centristes. Difficile d'applaudir au processus de Matignon en étant dans l'opposition, a fortiori lorsque des sondages révèlent les doutes des Français. Mais comment s'opposer à ce processus, lorsque l'on est dans un parti qui a toujours prôné la décentralisation, sans pour autant joindre sa voix à celles des « républicains » ? Entre ces deux écueils, « on se retrouve coincés », a résumé, dimanche, le président des jeunes UDF, Jean-Christophe Lagarde, qui a dénoncé le « crime de Jospin contre la décentralisation » tout en notant que « Chevènement n'est pas le bon fer de lance pour dire non à ce qui se passe en Corse ».

Fin juillet, l'UDF disait plutôt « oui » : « Pour l'essentiel, la mé-

thode a été juste et les résultats aujourd'hui sont encourageants », notait alors M. Bayrou au sujet des propositions faites par le gouvernement aux élus corses. Début septembre, c'est plutôt « non ». Soulignant qu'« il y a une grande émotion nationale autour de la Corse », le président de l'UDF a affirmé que le processus de Matignon a « failli » sur trois points : « Parce qu'il n'a obtenu aucun abandon explicite de la violence (...); parce qu'il a laissé la place à une approche ethnique (...); enfin parce qu'il a voulu traiter par l'habileté juridique le lourd problème de la loi ».

« SAUVER LA DÉCENTRALISATION »

« Je vois naître, a poursuivi M. Bayrou, un de ces abcès qui, pour longtemps, tourmentent une nation. Et, peut-être, bien des malheurs. Je sais ce que dicteront de Jacobin et de primaire cette inflammation et ce rejet. » Le député européen a donc proposé au premier ministre de « réfléchir à l'idée d'un moratoire » de six mois pour le

processus en Corse, période au cours de laquelle « on pourrait aussi donner corps à un projet de loi sur le pouvoir local pour toutes les régions de France et pas seulement pour la Corse ». Fin juillet, M. Bayrou souhaitait que le dispositif prévu pour la Corse soit étendu à d'autres régions. Le président de l'UDF refuse aujourd'hui que l'île puisse faire figure de laboratoire de la décentralisation.

Partageant les mêmes inquiétudes, Philippe Douste-Blazy a appelé l'opposition à « sauver la décentralisation qui est dévoyée en Corse par un gouvernement aux abois, et qui est caricaturée par ceux qui voudraient confisquer le drapeau républicain ». Le président du groupe de l'Assemblée nationale a réclamé l'organisation d'un débat au Parlement sur la politique corse. Regrettant que la droite ait « laissé galvauder » le mot de décentralisation, Hervé de Charette, qui, le 23 août, avait adressé à Jacques Chirac une lettre ouverte lui demandant « d'agir » pour « dire non » au processus de Matignon, a

de nouveau invité le chef de l'Etat à intervenir : « Le peuple français regarde le président de la République comme sa référence. C'est à lui de parler, ce n'est pas à nous », a affirmé le président délégué de l'UDF, qui souhaite que les chefs de parti soient reçus à l'Élysée. Cette radi-

calisation du discours des dirigeants centristes a laissé de marbre François Léotard. Le député du Var a réaffirmé son soutien au processus de Matignon. A l'UDF, il est désormais bien seul sur cette ligne.

Jean-Baptiste de Montvalon

Jean-Louis Saux

Avis de concours International d'Architecture

A Lyon dans un environnement exceptionnel,

le futur musée des confluences recherche son architecte.

Novateur et unique, ce musée dédié à la Science et aux Sociétés est un projet d'envergure internationale initié par le Conseil général du Rhône. Axé sur la diffusion des savoirs, ce musée sera un véritable centre culturel et un espace de vie pour tous les publics.

Budget : 400 millions de francs

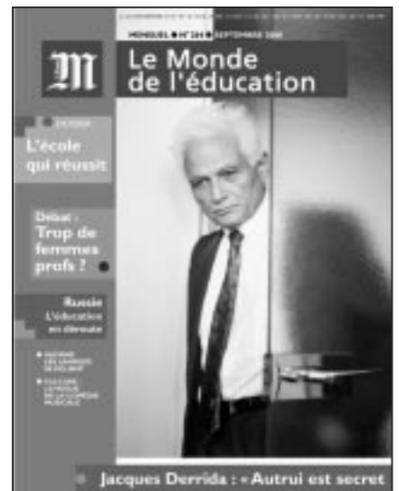
Date limite de réception des dossiers de candidature : le 2 octobre 2000

Le règlement est à demander à la SERL : Société d'Équipement du Rhône et de Lyon

Fax : 0033 4 78 62 96 93 - Email : ph.rambaud@serl.fr

COMITÉ FILS BERTON - LYON

L'école qui marche



En septembre

- Dossier : L'école qui marche. Des réponses originales aux problèmes de l'éducation...
- Entretien avec Jacques Derrida.
- Les livres sur l'éducation font la rentrée.
- Débat : Trop de femmes dans l'éducation ?
- Les élèves ont-ils besoin de leur mémoire ?
- Les comédies musicales ont trouvé leur public.

LE MAGAZINE DES ENSEIGNANTS QUI AVANCENT



Le Monde de l'éducation

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Lionel Jospin demande aux partenaires sociaux de renégocier l'accord sur l'assurance-chômage

Le Medef, la CFDT et la CFTC se concertent sur leur riposte

Le patronat, la CFDT et la CFTC, signataires de la nouvelle convention Unedic, se sont retrouvés, lundi 4 septembre, dans le but de faire de

nouvelles propositions au gouvernement. Samedi, à La Rochelle, Lionel Jospin a clairement réclamé une renégociation de l'accord,

tandis que les militants ont témoigné, devant le représentant de la CFDT, de leur hostilité au PARE, le plan d'aide au retour à l'emploi.

LA ROCHELLE

de notre envoyée spéciale

AU CAS où le Medef, la CFDT et la CFTC auraient eu un dernier doute sur la détermination du gouvernement à ne pas agréer le texte fondateur du PARE, le plan d'aide au retour à l'emploi, Lionel Jospin s'est chargé de le lever. Samedi 2 septembre à La Rochelle, soit quarante-huit heures avant la réunion des signataires de la convention Unedic, qui a débuté lundi 4 septembre au matin, le premier ministre a mis les points sur les « i », en réaffirmant la « prééminence de la Constitution sur la loi, de la loi sur le règlement et, de manière générale, de toutes ces normes sur le contrat ».

Pour le premier ministre, la convention présente « plusieurs graves dangers pour les chômeurs » sur les conditions d'indemnisation, les sanctions et son « financement incertain ». Il a ainsi clairement prévenu les signataires que les propositions que ceux-ci envisageaient de faire, lundi, concernant les relations financières entre l'Etat et l'Unedic et la répartition des rôles avec l'AN-

PE, ne suffiraient pas. « *Quoi qu'il arrive, le gouvernement assurera évidemment la continuité de l'assurance-chômage* », a-t-il averti.

Envoyé au front pour participer, à La Rochelle, à un débat sur la « Refondation sociale, mythes et réalités », le secrétaire confédéral de la CFDT Jean-Marie Toullisse, a également pu mesurer l'hostilité ambiante au PARE. D'emblée, dans le hall du centre des congrès, une affiche donnait le ton. Tout sourire sur la photo en noir et blanc, Ernest-Antoine Seillière, affublé des attributs du diable, avec cornes et bouc rouges, s'interroge sur qui veut « signer un pacte avec moi ? ». « *Seillière, patron des patrons, ta sœur l'intéresse* », conclut l'affiche destinée à animer, à partir de lundi, une campagne du Mouvement des jeunes socialistes.

« BLESSURE ET HUMILIATION »

Dans la salle, très clairement, comme si le sujet n'était plus tout à fait d'actualité, des militants ont pris soin, à plusieurs reprises, de se présenter comme des adhérents de la CFDT, pour faire part de leur in-

compréhension. « *C'est un peu lourd à assumer* », a lancé un participant en évoquant la signature de la CFDT.

Irrité, son représentant, a alors riposté en dressant la liste des griefs de la centrale syndicale contre le gouvernement, sur le manque de concertation concernant la baisse des impôts, notamment de la CSG, comme sur le dossier de l'Unedic pour lequel « *une double quarantaine* » a été décrétée « *par Aubry* » contre la CFDT. « *Ce n'est pas ma faute si l'Etat employeur ne sait pas refonder, ni même moderniser* », a-t-il lancé en exposant la « blessure », voire « l'humiliation » de la confédération dont la seule signature n'a pas été retenue pour l'accord sur les 35 heures dans la fonction publique. « *Il faut que le gouvernement apprenne que nous ne serons pas toujours là où il nous attend* », a tenté de se justifier M. Toullisse. « *Et inversement, camarade !* » l'a alors interrompu un militant. Tout en reconnaissant que les « rôles doivent être clarifiés », le député socialiste Claude Evin (Loire-Atlantique), plus conciliant, n'en a pas

moins jugé que les « *engueulades ne peuvent pas être à sens unique* ». Le président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, Jean Le Garrec, a ciblé ses critiques contre le « *projet politique, parfaitement théorisé* » du Medef.

Selon M. Toullisse, la CFDT est prête à faire des gestes pour trouver un accord, en renonçant, par exemple, aux sanctions prévues à l'encontre des chômeurs dans la convention. Mieux, elle fait des offres de bon service. « *Nous sommes tout à fait disposés également à nous mettre autour d'une table avec le gouvernement pour parler du RMI, de l'exclusion et des plans nationaux d'actions pour l'emploi* », a-t-il confié en aparté. Il reste pourtant un obstacle dont personne ne parle ouvertement. Le gouvernement tient à ce que les signataires retirent leur clause d'exclusion de la gestion de l'Unedic à l'encontre de la CGT, de FO et de la CGC. « *Il faut penser à la suite* », glisse-t-on dans l'entourage de M. Jospin.

Isabelle Mandraud

M. Vaillant est interpellé sur sa double fonction de maire et de ministre

Les questions de sécurité au centre du débat

LE DÉPART du gouvernement de Jean-Pierre Chevènement et son remplacement par Daniel Vaillant risquent de relancer la campagne des municipales à Paris par un biais inattendu. Sitôt installé Place Beauvau dans ses nouvelles fonctions de ministre de l'intérieur, M. Vaillant a été interpellé par Benoît Taffin, maire (divers droite) du 2^e arrondissement. Il n'a pas échappé à cette dernière que le remplaçant de M. Chevènement était aussi maire du 18^e et chef de file des socialistes dans cet arrondissement pour les élections de mars 2001.

« *Daniel Vaillant doit choisir* », a estimé le maire du 2^e dans l'édition de son bulletin hebdomadaire. Son argument repose sur une particularité parisienne qui, en matière de sécurité, donne au préfet de police des pouvoirs qui, partout ailleurs, relèvent de l'autorité des maires. En tant que ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant est devenu, estime M^{me} Taffin, « *le patron tout puissant des préfets en général et du préfet de police en particulier* », lequel est, selon elle, « *ni plus ni moins que le deuxième maire de Paris* ». Autrement dit, il y aurait, à ses yeux, conflit d'intérêt entre les deux fonctions de M. Vaillant.

RÉFORME DU STATUT DE PARIS

Interrogés par *Le Monde*, les élus socialistes parisiens ne voient pas « *où est le problème* ». Tous mettent en avant deux exemples fameux de conseillers de Paris devenus ministres de l'intérieur – Jean-Louis Debré, à droite, Pierre Joxe, à gauche –, et ils font observer qu'« *à l'époque, ça n'avait pas provoqué d'états d'âme* ». Les époques sont-elles tout à fait comparables ? La période qui s'ouvre devrait placer au cœur de la campagne pour les municipales le débat sur le statut de Paris. Ce n'était pas le cas entre 1995 et 1997, lorsque M. Debré était ministre de l'intérieur et, a fortiori, avant 1995, quand M. Joxe occupait ce poste. Aujourd'hui, tous les élus parisiens, de gauche comme de droite, disent souhaiter cette réforme, à commencer par deux des postulants à la Mairie de Paris, Bertrand Delanoë et Philippe Séguin. Le seul qui n'y soit pas favorable, Jean Tiberi, a dû, en avril, sous la pression des élus parisiens et à la suite d'un vœu exprimé par M. Delanoë, accepter d'organiser un débat sur le sujet lors d'une prochaine séance du conseil, programmée à l'automne.

Or la réforme du statut de Paris comporte deux volets distincts : la révision de la loi PML (Paris-Marseille-Lyon) qui, de l'avis général et dans l'état actuel, laisse une autonomie trop faible aux maires d'arrondissement, et le rééquilibrage

des pouvoirs respectifs du préfet de police et du maire de Paris.

Sur le second point, annexé, de puis des années, par les élus de Démocratie libérale (DL), qui veulent en faire la base de lancement de la création d'une police municipale, la gauche parisienne s'est montrée, jusque-là, plutôt embarrassée et assez partagée. Malgré les efforts de certains maires comme Roger Madec, dans le 19^e, Michel Charzat, dans le 20^e, ou Pierre Aidenbaum, dans le 3^e – tous trois engagés aux côtés de Jack Lang dans la première phase de la campagne parisienne –, le débat est resté dans les limbes. M. Delanoë annonce qu'il va faire, prochainement, sur ces questions, « *des propositions réalistes et ambitieuses* ».

Ce débat annoncé pourrait donc contraindre M. Vaillant à un exercice de jonglerie délicat entre ses deux casquettes de maire d'arrondissement et de ministre de l'intérieur. Le préfet de police, Philippe Massoni, qui se refuse à tout commentaire, est réputé opposé à une quelconque dévolution de ses pouvoirs. Or, comme le glisse un élu socialiste parisien, « *quand on est premier flic de France, on ne se met pas la préfecture et les syndicats de police à dos* ». En tant que maire d'un arrondissement très exposé aux problèmes de sécurité, M. Vaillant paraît, aux yeux de certains élus socialistes, plutôt enclin, lui-même, au statu quo. Or, sa double position risque de centrer la campagne parisienne sur les problèmes de sécurité et d'entraîner le gouvernement sur le terrain de prédilection des libéraux parisiens 8 qui souhaitent que les pouvoirs de police soient entièrement dévolus au maire de Paris.

Ainsi, Bernard Plasait, président de DL-Paris et « M. Sécurité » de son parti, interrogé par *Le Monde*, rappelle ce qu'il « *attend du gouvernement* » : l'élaboration d'« *un projet de loi* », à ses yeux « *indispensable* », sur les « *nouveaux pouvoirs de police* » du maire de Paris après mars 2001.

« *On va s'en prendre plein la tête, c'est sûr, tous les symboles sont réunis* », déplore un élu PS parisien. Dès dimanche, « *un collectif citoyen d'associations* » du 18^e arrondissement a lancé un appel « *solennel* » au maire, M. Vaillant. Ce collectif dénonce les « *trafics multiples* » dont serait victime leur arrondissement et « *refuse qu'il soit sacrifié et utilisé comme abcès de fixation de tous les problèmes de la capitale* ». Il demande que « *l'Etat, en la personne du ministre de l'intérieur, garantisse la sécurité et l'ordre public des habitants* ».

Christine Garin

Ils pensent à mon visa.
Moi je suis déjà là-bas.

le club le plus ouvert de la planète.

www.club-internet.fr

CLUB
internet

LES MEILLEURS EXPERTS de SVP Multi-Info répondent gratuitement à toutes vos questions de LOGEMENT, EMPLOI, VOITURE, CONSOMMATION, IMPÔTS, FAMILLE, FORMALITÉS ADMINISTRATIVES, LOISIRS... le tout sous 48 heures* et en exclusivité sur www.club-internet.fr.

*Conditions d'utilisation sur www.club-internet.fr



Photo: Steve Legros/afp

Quinquennat : les chasseurs appellent à voter blanc ou nul

RÉUNI à Carcans-Maubuissons (Gironde), dimanche 3 septembre, pour son assemblée générale de rentrée, le mouvement Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT) a appelé à voter blanc ou nul au référendum sur le quinquennat, qui a lieu le 24 septembre. « *Ce n'est pas une question prioritaire, il y a le chômage, l'éducation, les problèmes de la vie quotidienne. C'est un référendum pour rien* », a déclaré Jean Saint-Josse, président de CPNT. Ce parti, dont la liste avait recueilli 6,77 % des voix aux européennes de juin 1999, se prépare aux futures échéances électorales. « *Nous serons présents aux cantonales et prévoyons quelque 200 000 candidats aux municipales (...)* mais notre principal objectif reste les élections législatives », a annoncé M. Saint-Josse. CPNT, a-t-il précisé, souhaite présenter un candidat dans chacune des 577 circonscriptions.

DÉPÊCHES

■ **Soixante-six pour cent des Français se disent peu ou pas intéressés** par le référendum sur le quinquennat, dont la date est fixée au 24 septembre, selon un sondage CSA pour *Le Parisien* (daté 3 septembre), réalisé par téléphone, le 29 août, auprès de 1 000 personnes, selon la méthode des quotas. Par ailleurs, 57 % des personnes interrogées disent vouloir s'abstenir, voter blanc ou nul. Parmi les votants, le « oui » l'emporte (82 % de oui, 18 % de non).

■ **IMPÔTS : la baisse des impôts annoncée par le gouvernement** (*Le Monde* du 1^{er} septembre) est approuvée par 86 % des Français (92 % parmi les sympathisants de la gauche « plurielle », 82 % du côté de la droite modérée), selon un sondage IFOP – réalisé par téléphone, le 1^{er} septembre, auprès de 998 adultes selon la méthode des quotas – pour *Le Journal du Dimanche* (daté 3 septembre). La baisse de l'impôt sur le revenu est la mesure la plus populaire – 38 % des personnes interrogées jugent que sa baisse « correspond le plus » à leurs attentes – devant la suppression de la vignette (18 %), et la diminution progressive de la CSG pour les bas salaires (10 %).

L'île Seguin va accueillir la Fondation François Pinault

Après de multiples rebondissements, les anciens terrains Renault, au milieu de la Seine, à l'ouest de Paris, vont accueillir un centre d'art contemporain, édifié autour de l'essentiel de la collection réunie par l'homme d'affaires. Ce musée sera au centre d'une très importante opération

APRÈS DES MOIS de polémiques, il fallait un projet fort pour réaménager l'île Seguin, l'ancienne usine Renault, construite au milieu de la Seine, à l'ouest de Paris. Louis Schweitzer, patron de l'entreprise, et Jean-Pierre Fourcade, maire (UDF) de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), responsable de l'urbanisme dans la deuxième ville d'Ile-de-France après Paris, ont trouvé l'homme providentiel. Il s'appelle François Pinault, l'un des hommes d'affaires les plus riches et les plus puissants de France, également grand collectionneur (*lire ci-dessous*).

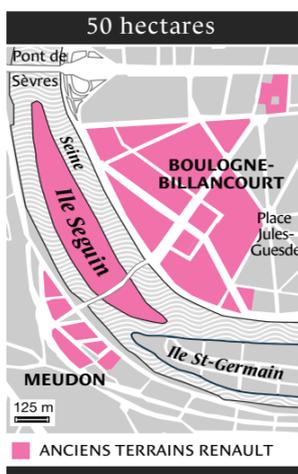
Après plusieurs semaines de discussions, alors que Jean Tiberi, maire de Paris, cherchait lui aussi à convaincre l'homme d'affaires d'installer sa collection d'art contemporain dans la capitale, Louis Schweitzer, Jean-Pierre Fourcade et François Pinault sont arrivés à un accord. Ils devaient aller présenter leur projet commun, lundi 4 septembre, dans la matinée, à Catherine Tasca, ministre de la culture. Il s'agit de construire très rapidement, sur une partie de l'ancien vaisseau de béton, ce qui devrait être un des plus grands

centres d'art contemporain de France et d'Europe, avec notamment une partie de la collection personnelle de François Pinault.

La Fondation Pinault va être édifée sur trois des 11 hectares de l'île Seguin. Entièrement financée par l'homme d'affaires, elle accueillera un musée, qui devrait être également un lieu de rencontres et d'échanges pour les artistes contemporains.

UN PROJET GLOBAL POUR L'ÎLE

Un concours d'architecture va être rapidement lancé pour cette Fondation, et tout laisse penser que François Pinault voudra faire de ce lieu et de ces bâtiments une aussi belle réussite que le Musée Guggenheim de Bilbao. L'arrivée de l'homme d'affaires va sans doute également permettre de débloquent le dossier d'aménagement de ce qui va rapidement devenir la plus grande opération d'urbanisme en cours dans la région parisienne. La Fondation Pinault va s'inscrire dans un nouveau projet global pour l'île Seguin, qui remet largement en cause celui de l'architecte Bruno Fortier. Celui-ci avait pourtant été retenu officiellement en 1998, mais il avait été



sévèrement critiqué pour son manque d'ambition, en particulier par l'architecte Jean Nouvel.

A côté de la Fondation Pinault, il s'agit maintenant de mettre en place un nouveau programme de logements, en partie sociaux, de bureaux et d'équipements publics. Un parc de 4 hectares est prévu. Un Musée Renault pourrait trouver sa place dans une partie des bâtiments industriels préservés à

l'extrémité de l'île. En tout, 160 000 mètres carrés au lieu des 250 000 initialement prévus.

Ils seront aussi en partie destinés à accueillir des étudiants et des chercheurs. Car, à côté du pôle culturel de la Fondation Pinault, l'île Seguin devrait avoir vocation à devenir un centre universitaire et de recherche. Des contacts sont déjà avancés avec les universités de l'Ouest parisien : Versailles-Saint-Quentin, Nanterre, Saclay. Paris-Dauphine aurait déjà donné son accord. Le cabinet G3A assiste la mairie de Boulogne pour les études d'architecture et un nouveau plan de desserte et de circulation dans l'île.

C'est toute l'opération des terrains Renault qui pourrait également être débloquée par le nouveau projet sur l'île Seguin. Huit ans après que la dernière voiture est sortie des chaînes, en 1992, seuls les 6 hectares des terrains Renault situés sur la commune de Meudon commencent à être aménagés, après l'adoption d'un nouveau plan d'occupation des sols (POS) par cette ville. Sur Boulogne-Billancourt, une succession de missions d'Etat, de projets de la ville, de schémas locaux d'urba-

nisme, et surtout de querelles intestines au sein de la municipalité, ont retardé l'avancée du dossier. Pendant plusieurs années, ces retards n'ont pas trop dérangé Renault : l'entreprise a ainsi pu laisser passer une crise de l'immobilier qui avait vu s'effondrer le prix du foncier.

RENAULT S'EST FAIT PRESSANT

Depuis que Jean-Pierre Fourcade, sénateur des Hauts-de-Seine, a été élu maire, en 1995, à la place du RPR Paul Graziani, la Régie s'est faite plus pressante pour réaliser une opération qui lui permet d'espérer de 4 milliards à 6 milliards de francs d'argent frais. Au point que, devant les bisbilles qui déchiraient l'équipe municipale de Boulogne, Renault a brandi la menace de trouver directement les partenaires privés nécessaires à la réussite de l'opération (*Le Monde* du 26 novembre 1999).

Le 2 mars, le nouveau POS de Boulogne-Billancourt, nécessaire au démarrage de l'opération, avait été rejeté, en raison de la dissidence du premier adjoint de Jean-Pierre Fourcade. Depuis, le maire a obtenu de l'état-major de l'UDF

la certitude de pouvoir se représenter en 2001 dans des conditions plus confortables. Il aura, d'ici là, présenté à la population un nouveau projet d'urbanisme, qu'il veut plus consensuel, pour l'ensemble des terrains Renault, sur l'île Seguin et en dehors.

Six cabinets d'architectes renommés travaillent actuellement à redessiner le nouveau quartier de la ville, sur le trapèze de 32 hectares que forment les anciens terrains Renault, en bord de Seine, face à l'île Seguin. La ville va ainsi gagner 1 million de mètres carrés de logements, de bureaux et d'équipements publics. La Fondation Pinault sur l'île Seguin permet de donner un « sens » - c'était l'une des critiques formulées par Jean Nouvel - à l'opération. Si celle-ci n'est plus officiellement d'« intérêt national », sa réussite n'en reste pas moins un enjeu important en terme d'équilibre de la région parisienne et d'aménagement du territoire. C'est pourquoi elle est regardée avec attention par tous les responsables politiques et économiques, et pas seulement en Ile-de-France.

Christophe de Chenay

La collection imposante d'un boulimique d'art contemporain

LE NOUVEAU symbole de l'île Seguin sera un monstre gentil, hybride de cheval à bascule et de dinosaure, couvert de fleurs, et mesurant 12 mètres de haut. C'est le *Split Rocker*, œuvre monumentale de la vedette de l'art américain contemporain Jeff Koons. Il a été acquis par François Pinault le 25 mai, le jour du vernissage de l'exposition « La Beauté », à Avignon, où elle est visible jusqu'au 1^{er} octobre (*Le Monde* du 24 mai et du 27 mai).

L'emplette donne la mesure des ambitions du futur musée de François Pinault : la seule autre œuvre comparable, le *Puppy*, un chien géant du même artiste, garde l'entrée du musée Guggenheim de Bilbao. L'installation d'un de ses clones est envisagée sur la Rockefeller Plaza, à deux pas des bureaux de Christie's à Manhattan. Leader mondial des ventes aux enchères, la société Christie's appartient également, depuis 1998, à François Pinault, devenu en dix ans un des hommes les plus puissants du monde de l'art contemporain.

Son premier achat d'importance date de 1990 : c'est un Mondrian de 1925, *Tableau losangique II*, obtenu aux enchères pour 8,1 millions de dollars (45,7 millions de francs de l'époque). Le double du budget annuel d'acquisition de Beaubourg. Il confie à Pierre Daix, son biographe autorisé : « *Ce jour-là, j'ai compris que je pouvais accéder aux sommets de l'art de mon*

temps. » Il n'est pourtant pas un acheteur facile, et discute souvent le prix, mais il ne veut que le meilleur : en 1995, il achète *Rebus*, une toile exceptionnelle peinte par Robert Rauschenberg à ses débuts, en 1955. Le montant de la transaction est inconnu, mais son précédent propriétaire l'avait payée 7,2 millions de dollars en 1991. En 1996, il pousse un Warhol aux enchères pour un peu plus de 6 millions de francs, quatre fois au-dessus de l'estimation : il s'agissait, il est vrai, d'un portrait de Mao. Il possède aussi une des très rares sculptures de Modigliani, et *L'Homme debout* de Miro. Il a également fait installer dans le parc de son château de Montfort-L'Amaury une sculpture de Picasso, une d'Henri Moore, et a passé commande à l'Espagnol Eduardo Chillida et à l'Américain Richard Serra.

Depuis quelque temps, ses achats dépassaient la norme : on peut aimer Rebeyrolle, mais vingt d'un coup, ce n'est pas pour décorer le salon. De même, il a recruté il y a deux ans une jeune critique, pour lui constituer une collection d'art vidéo, tendance à laquelle on le dit pourtant peu sensible. Il s'agissait déjà moins de goûts personnels que de réunir le témoignage de l'art de son temps, celui dont la France était jusque-là exclue, par manque de collectionneurs d'envergure internationale.

Harry Bellet

PROFIL

DE L'ENTREPRISE AU MÉCÉNAT

Soixante-dix ans après Louis Renault, un nouveau « tycoon » débarque sur l'île Seguin : François Pinault. Mais ce qui était une étape essentielle pour l'industriel de l'automobile, dans sa montée en puissance, est au contraire un aboutissement pour le patron du groupe Pinault Printemps Redoute (PPR).

A soixante-quatre ans, l'ancien commerçant en bois de Trévérien, en Bretagne, devenu en moins de quarante ans l'un des hommes les plus riches de France, n'aspire plus qu'à une chose : laisser sa trace. Son fils, François-Henri, quarante ans, récemment nommé à la direction générale de PPR, est désormais placé en orbite (*lire page 21*), en vue de lui succéder d'ici deux à trois ans à la tête d'un empire évalué autour de 90 milliards de francs. Un empire centré, pour sa partie la plus visible - PPR, qui a réalisé en 1999 un chiffre d'affaires de près de 124 milliards de francs (19 milliards d'euros) - sur la distribution spécialisée et le luxe, avec, entre

autres, la Fnac, La Redoute, le Printemps, Gucci, Yves Saint Laurent...

Depuis quelques temps déjà, M. Pinault multiplie les investissements de prestige ou de plaisir, plus proches du mécénat que de la logique d'entreprise. Il s'est offert ces dernières années le grand cru de Château-Latour, la maison d'enchères Christie's, le joaillier Boucheron, l'hebdomadaire *Le Point* et, tout récemment, il a investi dans TV Breizh, la télévision régionale bretonne. Son récent duel avec Bernard Arnault, autour du rachat de Gucci, contesté par ce dernier, et ses démêlés avec les justices française et américaine, qui cherchent à y voir clair dans d'anciennes opérations boursières ayant contribué à bâtir sa fortune, ont jeté une lumière un peu crue sur ce personnage qui aspire à rester dans l'ombre. Installer sa fondation pour l'art contemporain sur l'île Seguin, et rendre ainsi celle-ci à son ancienne vocation de lieu de villégiature - avant que le tanneur Armand Seguin, à la fin du dix-huitième siècle, n'y installe une première usine - est une façon, pour M. Pinault, de s'effacer derrière son « œuvre ».

Pascal Galinier

23100

ING DIRECT
LÀ OÙ VOTRE ARGENT EST HEUREUX

LE rituel s'ordonne, chaque jour qu'Allah fait, dès que vient l'heure promise d'ordinaire à la sieste. Dernières nêfles avalées, Khalil Wehbé abandonne la tablée sans mot dire et, d'un pas gourda, s'en va préparer le narguilé. Rien ni personne ne saurait troubler la liturgie de l'ancêtre. Najib, le petit-fils, verse l'eau dans la pipe et pose doucement les braises en équilibre instable sur la boule de *tombac*. Le vieux tourne dans la cour, cherchant où planter son fauteuil pour fuir le soleil qui brûle les ruelles d'Aïnata et, alentour, les terres rêches du Jabal Amel. Trois heures durant, et l'été jusque tard dans la nuit, « *Hajj* » Khalil – comme il convient de dire, respectueusement, de qui fit un jour le pèlerinage à La Mecque – va ainsi tenir salon dans sa cour, entre un muret de parpaing et la mesure usée où il nourrit ses hôtes. Du village, les hommes vont venir, s'installeront sur des chaises de cuisine disposées en cercle, tireront sur le narguilé et écouteront le temps passer. Comme hier, comme toujours...

La frontière est à deux pas, qu'on surplombe en grimpa la colline, du côté d'Aitaroun. Trois mois déjà que, de tout le Liban, on vient la voir, la toucher, le temps de jeter trois cailloux, de crier victoire et de mirer cette terre de Palestine, si plate, si verte, qui, entre les confins du Jabal Amel et les hauteurs du Golan, tend droit son doigt vers les sommets enneigés du Hermon. *Hajj* Khalil, lui, n'a pas bougé. Heureux, il l'est, bien sûr, que « *les juifs soient enfin partis, sans espoir de retour* ». Mais qu'aurait-il donc vu, mêlé à la foule, qu'il ne connaisse déjà, de ce côté, de l'autre ? Rien, sans doute, que le souvenir doux-amer d'un jadis éteint, où le barbelé ne piquait la campagne que pour faire sécher les feuilles du tabac, où son pursang galopait, se moquant comme d'une guigne de cette ligne que Français et Anglais, en mandataires pressés, avaient crayonnée sur leurs cartes pour se partager les dépouilles ottomanes.

« *Depuis 1920, cette terre n'a connu qu'une même et cruelle histoire de frontière et, Dieu le sait bien, elle n'est pas finie* », murmure le *Hajj*, plissant les yeux et creusant les joues pour ranimer sa pipe, où l'eau palpite doucement. 1920... Il avait trois ans et son père, Mohamad, qui tenait le semblant d'épicerie du village, était aussi *moukhtar* (maire). Il avait servi l'armée du sultan, du côté de Tibériade, acheté sa « retraite » 20 livres-or, avant la Grande Guerre, épousé trois femmes successivement et fait dix enfants avant de mourir... à cent quinze ans. De quoi léguer une bible d'histoires, memento vivant de ces collines desséchées de haute Galilée. Khalil, fils aîné, a soigné l'héritage. D'une jeunesse « *heureusement gâtée* », il se souvient des montures orgueilleuses des « *soixante cavaliers du village* ». Mais aussi, déjà, de ces gens venus se réfugier en hâte quand les Anglais mataient dans le sang la grande révolte qui soufflait en Palestine. « *Ils sont restés quelques mois, plus de cent rien qu'à Aïnata, en s'entassant dans nos maisons...* »

On est en 1936 et, ricanement de l'histoire, Wehbé père a dû fuir, lui... en Palestine ! En seize années, les Français ne se sont guère fait d'amis dans la région, sinon parmi les chrétiens, très minoritaires. Le vieux sud chiite du Liban a, en 1920, rêvé d'un avenir arabe dans le royaume de Fayçal. Au printemps, la révolte des Amélites a même tourné au massacre et Aïn Ebel, bourg chrétien proche d'Aïnata, a enterré plusieurs dizaines des siens. La puissance mandataire a rétabli l'ordre au prix fort, ratissant les villages coupables et les ruinant d'une amende de 100 000 livres-or. Toute résistance domptée, le temps n'a rien effacé des rancœurs. Aussi, quand Paris s'avise d'imposer le monopole de sa régie sur la récolte du tabac, le Jabal se remet à gronder. On embastille quatre notables à Bint-Jbeil, le chef-lieu. « *Un cavalier a parcouru les villages pour prévenir tout le monde*, raconte Khalil. *Les gens ont détruit le mur du commissariat, les Français ont tiré et fait trois morts, dont deux d'ici. Ils ont accusé mon père, le moukhtar, d'avoir excité le peuple. Alors il s'est enfui tout près, mais de l'autre côté, à Adass. Je suis*



Jours tranquilles dans le Jabal Amel

Au cœur de ce Liban du Sud restitué par Israël il y a trois mois, le vieux Khalil brasse des souvenirs doux-amers : révoltes, représailles, guerre civile... Cette terre a payé cher sa liberté

allé le chercher six mois plus tard. La nuit, les gendarmes sont venus et l'ont emmené à Beyrouth...

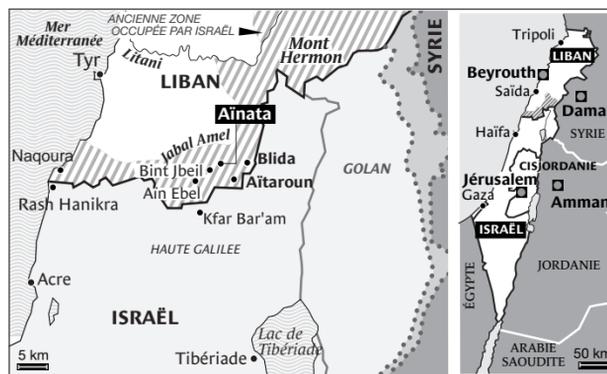
Jacquerie ici, révolte là, cette fois les barbelés, plantés par les Anglais, courent à travers champs. Rien encore de vraiment étanche, pourtant. Surtout que les mandataires avaient eu le crayon un peu lâche, jetant en Palestine un essaim de villages – trois maronites et sept chiites – que le bon sens invitait à laisser parmi leurs coreligionnaires, en terre libanaise. Qu'importe, chaque jeudi, les gendarmes ferment alors les yeux et tout le monde se retrouve au souk de Bint-Jbeil, où s'empilent oranges de Jaffa et vieux vêtements rachetés, là-bas, aux fripiers juifs.

KHALIL n'a pas oublié les poissons du lac de Houlé que les femmes transportaient sur leur tête. Ni les pèlerinages annuels à Beni Youchaa, sanctuaire vénéré des chiites, que le cartographe inculte avait aussi oublié de l'autre côté des barbelés... Il se souvient encore d'une nuit passée à Haïfa. « *Une ville normale, avec des juifs, des chrétiens et des musulmans... Avec une corniche aussi, comme à Beyrouth.* » Et de ces juifs que des paysans du coin emmenaient pour quelques dollars vers leur Terre promise quand les Britanniques bloquaient l'immigration, comme des trois autobus d'Abou Hassib, qui emmenaient les hommes d'un Jabal Amel trop pauvre pour nourrir les siens maçonner les lignes de défense que les Anglais allaient

bientôt abandonner aux sionistes... Et, au printemps de 1948, Israël est né, d'un plan de partage mort-né dans la première d'une litanie de guerres. *Hajj* Khalil n'a pas trente ans et tout n'est plus qu'amertume. Ces cohortes de réfugiés hagards, lourds seulement de l'illusion d'un proche retour, et ces armées arabes dépêchées là dans le plus grand désordre, plus prompts à la rapine qu'à la libération de la Terre sacrée. « *Ils venaient de partout, de Jordanie, de Syrie, du Yémen et d'ailleurs, maugrée Khalil. Chacun y avait mis sa pire racaille. Ils n'ont pas laissé une casserole, une couverture de toute la région...* » L'armistice venu, et les Palestiniens bientôt éloignés des abords de leur terre, le Jabal Amel, ancestral passage, à mi-chemin de Damas et de Jérusalem, n'est plus qu'un cul-de-sac aride, aussi tranquille qu'abandonné.

Ceux qui n'ont que leurs bras à louer, privés de pain au sud, s'en vont peupler les banlieues de Beyrouth. Ou rejoignent leurs frères qui, depuis longtemps, sont allés chercher fortune dans le Golfe, sur les côtes d'Afrique ou ont fait de Dearborn, cité-dortoir de Detroit, Michigan, une annexe lointaine du pays. Oublié, claquemuré sur sa frontière hostile, le Jabal Amel traîne misère quand Beyrouth joue la « Suisse » du Proche-Orient.

Khalil, lui, reste au village, homme du Sud et de nulle part ailleurs. Sans besoin, il est vrai, de ses bras pour vivre. Il est, tout jeune, « entré en politique », en respectant les usages du cru. Depuis la nuit des temps, les féodaux rythment la vie



comme le muezzin la prière. L'influence tient lieu de discours et l'aléageance, seule, autorise l'ambition. Ni puissant ni manant, Khalil Wehbé a gagné son rang : petit « *zaim* » (chef local), privé par la naissance du droit de devenir grand mais non de celui de choisir son clan. Alors, va pour les Khalil – un nom cette fois, pas un prénom – qui tiennent Tyr et s'opposent à la domination séculaire des Assaad sur la région. « *Un ami juge m'a conseillé. Il m'a dit que c'étaient les moins pingres. Ils ont vendu au moins quatre villages pour s'imposer en politique.* » Il fréquentera leurs salons, ils achèteront ses services et il sera leur obligé. A Aïnata, lui-même ouvrira sa cour, vendra ses services et comptera ses obligés. De toute la contrée, il ne manquera plus ni mariage ni deuil. Il sera « clé électorale », un vrai métier, pour le plus grand bonheur du « *zaim* » d'en haut...

Rien n'aurait pu troubler le bel ordonnancement du vieux Sud féodal, aussi pauvre que fidèle à ses maîtres. Sauf à raviver, sur cette frontière si bien verrouillée un feu encore mal éteint. Sauf aussi à convaincre le petit peuple chiite que s'émanciper n'est pas un plan du diable mais un désir de Dieu. Réveries ou cauchemars bien saugrenus en ces années 50, quand, à Aïnata, le père approche de son centenaire en regardant le fils faire salon dans la cour. Le feu couve, pourtant, jusque dans la maison où les petits-fils grandissent, s'instruisent et commencent à bien mal penser.

Tandis qu'à Tyr, puis à Beyrouth, un imam du nom de Moussa Sadr, venu d'Iran, visage patelin et verbe haut, galvanise les déshérités, rend fier à la plèbe et indispose les féodaux, en ce même milieu des années 60, les premiers fedayins élisent domicile, avec plus d'armes que de bagages, dans l'Arkoub. Le

« *Fatahland* » se dessine. Bientôt il sera peuplé de milliers de combattants chassés de Jordanie, en un Septembre noir, par les Bédouins du roi Hussein. Tout en est bouleversé. Dans les villages du Jabal Amel, comme dans tout le pays, une gauche s'ébroue, qui fait de la résistance palestinienne « *le cœur et l'avant-garde de la révolution qui vient* ». Mais ce temps-là, le vieux Khalil paraît l'avoir gommé de sa mémoire. A l'évoquer, l'œil devient sombre et le visage se ride. La gauche et ses partis ? « *Ils ne savent que détruire quand il faut bâtir...* » Les Palestiniens ? « *Les ongles leur ont poussé et ils n'ont su que griffer... Ils nous ont fait tant de mal. Dieu les maudisse !* »

« Depuis 1920, cette terre n'a connu qu'une même et cruelle histoire de frontière, et, Dieu le sait bien, elle n'est pas finie »

A-t-il donc oublié, le *Hajj*, ces années de braise à Aïnata, que l'aîné de ses fils, devenu neurologue, lui rappellerait volontiers ? Ces interminables réunions que les enfants tiennent alors dans les trois pièces de sa propre demeure, communistes dans l'une, partisans du Front populaire de libération de la Palestine dans l'autre, et qui sait encore dans la troisième... Et ces fedayins encerclés par l'armée libanaise, chez Nayfé, la baassiste, toujours en battle-dress, cette délégation de femmes et d'enfants que lui-même, Khalil, forme ce jour-là pour éviter le pire... Et cette nuit de février 1972, où pour la première fois, l'armée d'Israël investit le village, donnant à Aïnata son premier martyr, un communiste...

DIFFICILE aujourd'hui de dire ce que furent ces temps de fraternité. Tout s'est bientôt si violemment retourné. A s'incruster, les amis deviennent tous encombrants. Les voilà, ces Palestiniens, qui se mêlent des affaires de famille, se disputent pour une fille, s'installent dans une maison vide... Les représailles répétées d'Israël à chaque action des fedayins, contre des villages restés sans défense, achèveront de sceller le divorce. « *Les gens ont basculé quand le prix à payer est devenu trop lourd*, explique le fils aîné puisque le père se tait. *On faisait de beaux discours, à gauche, mais, à Aïnata, on n'a construit qu'un abri et il en fallait dix. Peu avant que les Israéliens n'entrent pour ne plus repartir, en 1978, il y avait des dizaines de maisons détruites et plus de Palestiniens que de Libanais dans le village.* » Faut-il donc s'étonner qu'ici comme ailleurs on les ait accueillis, bien souvent, avec riz et fleurs ?

Ce jour-là, *Hajj* Khalil est déjà parti, de guerre lasse. A Beyrouth où la guerre et, bientôt, les Israéliens le rejoindront. « *Il n'y avait plus qu'à rentrer, puisqu'ils étaient partout.* » Il retrouve sa maison, un soir de 1985. Le village est désert, presque mort, des patrouilles arme au poing, muettes, le parcourent en files indiennes. Là, dans cette maison qui l'a vu naître, il attendra quinze ans. Quinze ans à l'ombre encombrante des supplétifs de l'Armée du sud du Liban que ses amis paient, tant qu'ils le peuvent, pour épargner la conscription à leurs fils. Quinze ans à éviter les pièges d'une administration civile où l'occupant cherche à compromettre les anciens. Quinze ans à faire taire, dans la cour, qui s'avise de parler politique. Quinze ans à fermer les portes, à l'heure du couvre-feu, dès que le muezzin s'est tu. Quinze ans à vieillir, doucement, en attendant que le résistant l'emporte ou que l'occupant se lasse. Ou les deux à la fois. Cette heure-là est venue et le narguilé a retrouvé son goût. Restent trente ans à vivre pour égaler le père. Assez pour voir, un jour, Jérusalem ? Silence dans la cour. *Hajj* Khalil prend la pipe en bouche, aspire longuement, ferme les yeux. Et se tait.

Dominique Pouchin

Photo : Bruno Stevens pour « *Le Monde* »

Lutte contre l'effet de serre : non aux échappatoires

par Michael Meacher et Jürgen Trittin

LES changements climatiques constituent l'un des plus graves problèmes environnementaux auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée. Les phénomènes climatiques extrêmes, qui peuvent être observés dans de nombreuses parties du globe, sont sans précédent. Parmi les dix années les plus chaudes jamais enregistrées, sept se sont écoulées lors de la dernière décennie. Les changements climatiques sont certes déjà en cours, mais nous pouvons encore agir pour prévenir leurs retombées les plus dramatiques.

La communauté internationale a commencé à se pencher sur le problème du climat. Dans le protocole de Kyoto (1997), les pays industrialisés se sont engagés à réaliser des objectifs juridiquement valables afin de réduire globalement leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici la période 2008-2012 d'au moins 5 % par rapport au niveau de 1990. Depuis lors, toutefois, les négociations relatives à la mise en œuvre du protocole sont encore en cours, et ce dernier n'est toujours pas entré en vigueur.

Cet automne, deux importantes conférences internationales – à Lyon, du 4 au 15 septembre, et à La Haye, du 13 au 24 novembre – nous donneront l'occasion de clo-

re enfin ces négociations. En novembre à La Haye, les ministres devront manifester leur volonté politique de prendre les décisions permettant de ratifier le protocole et de préparer le terrain pour les plus amples réductions qui s'imposent à long terme. Le Royaume-Uni et l'Allemagne se sont fixé un objectif commun : l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto en 2002 – dix ans après le Sommet de la Terre de Rio.

Notre priorité est de parvenir à La Haye à un accord conduisant à une réduction réelle des émissions, et donc à la préservation de l'intégrité écologique et de la crédibilité du protocole de Kyoto. Nous devons veiller à ne pas affaiblir considérablement le protocole par la création d'échappatoires permettant à certains pays industrialisés d'éviter la prise de véritables mesures de réduction à l'intérieur de leurs frontières.

C'est pourquoi nous sommes convaincus que l'accord conclu à La Haye devra comprendre toute une série d'éléments-clés :

– **Les mesures de réduction des émissions à l'intérieur des frontières de chaque pays.** Le protocole permet aux pays industrialisés d'« acquérir » des réductions d'émissions à l'étranger, dans la mesure où cela leur revient moins cher que la réduction des

émissions à l'intérieur de leurs propres frontières. Les mécanismes de Kyoto prévoient : le négoce international des réductions d'émissions ; des projets de réduction des émissions dans les pays en voie de développement (mécanisme dit « pour un développement propre » ou « Clean Development Mechanism » [CDM]) ; ou la mise en œuvre conjointe de projets de réduction dans d'autres pays industrialisés (« Joint Implementation » [JI]).

La devise qui prévaut est :

« No pain, no gain »

(« On n'a rien sans rien »), quoique l'accent soit davantage sur « gain » que sur « pain »

La logique qui se cache derrière ces principes est simple : peu importe où les réductions d'émissions sont réalisées, le bénéfice pour l'environnement est le même. Dans le même temps cependant, le protocole perd toute crédibilité si les pays industrialisés parviennent à réaliser leurs objectifs sans réduction des émissions à l'intérieur de leurs propres frontières.

Pour cette raison, les ministres de l'Union européenne ont proposé l'instauration d'une « limite supé-

rieure » pour l'utilisation des mécanismes de Kyoto, afin d'obliger chaque pays à réaliser au moins la moitié de ses réductions d'émissions par le biais de mesures à l'intérieur de ses propres frontières. Alors que de nombreux pays en voie de développement nous soutiennent, d'autres pays comme les Etats-Unis, le Canada et le Japon refusent ne serait-ce que de négocier avec nous sur cette question. Nous les prions instamment de

revoir leur attitude et de faire des propositions constructives.

– **Des réglementations raisonnables concernant les « puits ».** Un « puits » est un procédé ou un mécanisme permettant de libérer l'atmosphère des gaz à effet de serre – les arbres, par exemple, absorbent du gaz carbonique. Le protocole permet d'utiliser les puits pour la réalisation des objectifs de réduction des émissions, ce qui n'est pas sans poser problème. De fait, alors que l'efficacité des

réductions d'émissions est permanente, les puits ne captent le gaz carbonique que provisoirement et ne font donc que différer les changements climatiques. Nombre de risques et d'incertitudes pèsent en outre sur leur utilisation ; les forêts peuvent déperir, brûler ou être détruites lors de tempêtes, laissant ainsi le gaz carbonique regagner l'atmosphère. Les récents incendies de forêt aux Etats-Unis en sont un exemple par trop probant.

C'est pourquoi il nous faut être prudents en ce qui concerne l'utilisation des puits – que ce soit par les Etats-Unis, l'Australie, le Japon ou l'Union européenne – au lieu de véritables réductions d'émissions, pour la réalisation des objectifs fixés dans le protocole de Kyoto. L'Union européenne a proposé diverses restrictions relatives aux types de puits à intégrer dans les calculs de ces objectifs. Néanmoins, nous ne croyons pas qu'il soit bon de considérer des activités supplémentaires en rapport avec les puits, dans la mesure où nos réticences sur ce point ne peuvent être balayées. Nous ne croyons pas non plus que des projets liés aux puits devraient être pris en compte pour le mécanisme CDM. Si nous commençons ici une erreur, les émissions pourraient augmenter de 20 % au lieu de diminuer de 5 %, tel que prévu dans le protocole.

– **Un « mécanisme pour un développement propre » basé sur des projets dénués de risques et respectueux de l'environnement.** L'objectif du « mécanisme pour un développement propre » (CDM) est double : d'une part, soutenir les pays en voie de développement sur le chemin du développement durable ; d'autre part, aider les pays industrialisés à respecter les engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto. A La Haye, nous devons définir en commun, pour le CDM, des réglementations qui permettront une mise en œuvre rapide des projets. Selon l'Union européenne, la meilleure façon d'atteindre cet objectif consiste à convenir d'une « liste positive » pour tous les projets envisageables dénués de risques et respectueux de l'environnement, basés sur les énergies renouvelables et les technologies peu consommatrices d'énergie,

sans rien », quoique l'accent soit davantage sur « gain » que sur « pain ».

Nous avons déjà mis en œuvre des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans nos pays. En Allemagne, les émissions de CO₂ ont été réduites de 15,3 % entre 1990 et 1999. Malgré la décision du gouvernement d'abandonner la filière nucléaire, l'objectif national, qui consiste à parvenir à une réduction de 25 % jusqu'en 2005, est à portée de main. Pour l'ensemble des six gaz considérés à Kyoto, les émissions ont diminué de 18,5 % par rapport à 1990 alors que l'objectif allemand fixé dans le protocole est de 21 % jusqu'en 2008-2012.

Au Royaume-Uni, les émissions de GES ont baissé de 8,5 % entre 1990 et 1998. Le gouvernement britannique a déjà mis de nouvelles mesures en œuvre afin de réaliser les objectifs de Kyoto et de se rapprocher de l'objectif national, qui prévoit une réduction de 20 % pour les émissions de CO₂. Selon les estimations du programme britannique de protection du climat, publié à l'état d'ébauche au début de l'année à des fins de consultation, ces nouvelles mesures pourraient permettre une réduction des émissions de 21,5 % entre 1990 et 2010 – dépassant donc de loin l'objectif britannique de Kyoto, fixé à 12,5 %.

Néanmoins, selon les statistiques de l'ONU publiées en 1999, les émissions de CO₂ ont continué d'augmenter dans de nombreux autres pays industrialisés, y compris aux Etats-Unis (+ 10,7 %), au Japon (+ 9,5 %) et en Australie (+ 12 %). Et pour ce qui est de l'Union européenne, elle n'a fait, globalement, que stabiliser ses émissions. Nos partenaires doivent absolument commencer à mettre en œuvre, à l'intérieur de leurs propres frontières, des mesures concrètes permettant d'inverser cette tendance à la hausse. Il est évident que tous les pays doivent participer à la résolution du problème climatique. Nous ne pouvons pas cependant exiger des pays en voie de développement qu'ils s'investissent davantage si les pays industrialisés ne prouvent pas qu'ils prennent leurs propres engagements au sérieux.

Nous ne pouvons pas exiger des pays en voie de développement qu'ils s'investissent davantage si les pays industrialisés ne prouvent pas qu'ils prennent leurs propres engagements au sérieux

mais également, du côté de la demande, sur des mesures de management adéquates dans le secteur de l'énergie et des transports.

– **Un système de contrôle efficace et persuasif.** Pour les pays industrialisés, nous devons prévoir des incitations qui les encouragent à réaliser les objectifs définis à Kyoto, et donc également des sanctions sévères en cas de non-exécution. Pour ce qui est du respect de leurs engagements, les pays industrialisés ne devraient pas être autorisés à « tricher ».

Les pays industrialisés doivent assumer un rôle de précurseur en prenant des mesures de réduction des émissions à l'intérieur de leurs propres frontières. Nous sommes convaincus que les mesures de protection du climat sont bénéfiques pour notre économie, nos entreprises et notre population. Nous savons qu'une demande croissante en produits et services respectueux du climat permettra la création de nouvelles opportunités commerciales dans de nombreuses branches industrielles. Nous publierons, en octobre, nos programmes nationaux de protection du climat, dans lesquels nous présentons les mesures que nous prévoyons pour la réalisation des objectifs de Kyoto – y compris la rationalisation de l'utilisation de l'énergie, la réduction des émissions issues du secteur des transports et l'exploitation de sources d'énergie renouvelable. La devise qui prévaut dans ce contexte est : « No pain, no gain » (« On n'a rien

Il nous faut intensifier le dialogue pour améliorer la coopération entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement dans le domaine de la protection du climat, et, dans le même temps, promouvoir le développement durable. L'une de nos priorités consiste à continuer de soutenir les pays en voie de développement, notamment les petits Etats insulaires et les pays les moins développés, grâce au renforcement de leurs capacités humaines et institutionnelles et au transfert de technologies ; et également à aider les pays les plus menacés à s'adapter aux conséquences des changements climatiques.

Les prochaines conférences de Lyon et de La Haye pourraient constituer un tournant dans les négociations sur la protection du climat. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir leur succès. Nous espérons que La Haye marquera le début d'une mutation à long terme vers une économie mondiale « anti-CO₂ », et prenons la revendication de nos citoyens au sérieux : « Don't be vague in The Hague ; Pas de promesses vagues à La Haye ! »

Michael Meacher est ministre de l'environnement de Grande-Bretagne.

Jürgen Trittin est ministre fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sécurité des réacteurs nucléaires d'Allemagne.

Ajoutez un rôle à votre répertoire : client éclairé.
 Votre banquier connaît son rôle par cœur alors que vous, vous bafouillez vos répliques, perdu par son jargon de spécialiste. Apprenez gratuitement à vous y retrouver dans le maquis des offres immobilières, faites vos propres simulations d'emprunt, vos propres tableaux d'amortissement, lisez tous les bons conseils rédigés par nos journalistes spécialisés et indépendants et la prochaine fois, c'est vous qui aurez le rôle principal.

mesfinances.fr
 OFFREZ-VOUS UN EXPERT À TOUT FAIRE

BUVC LesEchos
 Le coût des communications téléphoniques locales de votre opérateur vous sera facturé au tarif habituel.

Les difficultés de TV5 Amériques gênent la chaîne francophone

Le changement de responsable et les difficultés de la chaîne outre-Atlantique sont mis à profit par Jean Stock, président de TV5 Europe, pour poser le problème de la présidence unique, au risque de créer des tensions avec le partenaire canadien

JEAN STOCK ne sera pas, comme il l'espérait, le président commun de TV5 Europe et Amériques. La candidature du patron de Satellimages TV5 - la branche européenne de la chaîne francophone - ne sera même pas examinée par le Comité de sélection du Consortium Télévision Québec Canada (CTQC), l'opérateur de TV5-USA et Amérique latine - réuni mercredi 6 septembre à Montréal pour choisir un successeur à Pierre Lampron. Ce dernier avait créé la surprise, fin juin, en démissionnant de la présidence de CTQC, sept mois seulement après avoir pris ses fonctions, pour répondre aux sirènes privées de TVA, l'équivalent canadien de TF1.

Pour Jean Stock, dont le mandat à la tête de Satellimages TV5 venait d'être reconduit pour trois ans, l'occasion était belle de réunir sous sa houlette l'ensemble du réseau TV5 : outre le signal émis depuis Paris à destination de tous les continents sauf les Amériques, il aurait eu ainsi la responsabilité des programmes envoyés depuis Montréal aux Etats-Unis et en Amérique latine. La chaîne francophone aurait pu enfin « disposer d'un centre d'impulsion unique », avait-il plaidé dans sa lettre de candidature du 20 juillet. Habilement envoyée depuis sa résidence de Los Angeles, cette proposition de services a tout de même braqué les autorités canadiennes, qui y ont vu la menace d'une « prise de contrôle par les Européens ». Dans leur réponse, parvenue au bout d'un mois, il est seulement rappelé que le président de CTQC doit être de nationalité canadienne.

TV5 devrait donc rester biculturelle et, regrette-t-on à Paris, « à

deux vitesses ». En effet, si chacun s'accorde à penser que la grille des programmes envoyés depuis Paris s'est considérablement améliorée ces deux dernières années, tous soulignent la médiocrité de l'offre francophone aux Etats-Unis et en Amérique latine. En septembre 1999, Jacques Chirac, lors du sommet francophone de Moncton (Canada), tout en se félicitant de la « démarche résolument réformatrice » de TV5, avait estimé que la chaîne devait « transformer l'essai en adoptant une nouvelle approche sur le continent américain ».

ÉCHEC TOTAL

Simultanément, le Conseil supérieur des Français de l'étranger s'étonnait que « la gestion du signal Amériques n'ait pas participé au plan d'entreprise de janvier 1999 » et se demandait « comment une entreprise mondiale [...] s'offre le luxe d'avoir deux présidences ». En décembre, lors du débat sur le budget des Affaires étrangères, l'un des représentants de ces Français de l'étranger, le sénateur Robert-Denis Del Picchia (RPR), attirait l'attention du ministre sur « la gravité de la situation de TV5 Amériques. Les commentaires sont clairs : très mauvaise programmation, très mauvaise politique commerciale, très mauvaise communication. Echec total ! ».

L'analyse des Français est partagée par les autres actionnaires européens de TV5, les Suisses et les Belges, lassés que l'Europe contribue à hauteur de 70 % au budget de TV5 Amériques (la France verse 50 % à elle seule) sans avoir accès aux leviers de commandes. A Matignon comme au Quai d'Orsay, on qualifie cette distinction entre

TV5 Europe et TV5 Amériques d'« absurdité » qui conduit à « subir les inconvénients du multilatéralisme sans en avoir les avantages ». Toutefois, personne ne semble prêt dans l'immédiat à une épreuve de force politique avec les Canadiens pour imposer la candidature de Jean Stock. Même si elle est perçue avec bienveillance dans les chancelleries et les télévisions européennes, elle demeure « une initiative personnelle ».

Vers une logique de bouquet

La chaîne francophone multilatérale n'est plus considérée par les Européens comme la panacée pour toucher une audience mondiale. En France, TV5 et France Télévision ont décidé la création d'une filiale commune, détenue à 50-50, pour exploiter de nouvelles chaînes françaises à l'international dans une logique de bouquet opérée par TV5. Sous la houlette de Philippe Cayla, la holding France Télévision prépare pour 2001 « plusieurs projets de chaînes à destination de plusieurs zones géographiques ». Ce seront des programmes généralistes, adaptés aux bassins d'audience convoités.

Des réflexions similaires sont menées en Belgique et en Suisse. La Télévision suisse romande (TSR) exploite déjà une chaîne nationale sur Eutelsat, mais ce programme est pour l'instant crypté à l'usage exclusif des citoyens suisses de par le monde. La Radio-Télévision belge francophone (RTBF) réfléchit pour sa part à une chaîne satellitaire en clair nourrie par ses propres productions.

Les relations franco-canadiennes sur ce dossier viennent à peine de connaître un répit, après la visite à Paris, au printemps, du premier ministre québécois Lucien Bouchard. Le Canada s'est engagé à investir pour renforcer le siège opérationnel de CTQC et, sur le différend financier, la France a obtenu une modification des clés de répartition, ainsi que le paiement, par Montréal, de certains arriérés.

Cependant, le refus des Cana-

diens d'examiner la candidature de Jean Stock est interprété à Paris comme « un signe supplémentaire de la difficulté de faire vivre le multilatéralisme, dont il faudra à terme tirer les conséquences ». Un début d'harmonisation des stratégies avait été mis en place ces derniers mois grâce à la bonne entente entre Jean Stock et son homologue canadien Pierre Lampron. Une nouvelle grille pour les Etats-Unis, calquée sur le modèle européen, aurait dû

IMAGE DÉGRADÉE

TV5 est à un tournant sur le continent américain. Comment rester sur l'offre de base des câblodistributeurs et améliorer l'image fortement dégradée de TV5 en Amérique latine, comme en témoignent les commentaires consternés des rares téléspectateurs locaux. Comment redresser la situation commerciale de TV5 aux Etats-Unis où le nombre d'abonnés n'a jamais atteint 5 000 ? A plusieurs reprises, au cours de réunions entre les hauts fonctionnaires des Etats bailleurs de fonds, Jean Stock a fait part de son pessimisme pour l'avenir, sur le marché américain, d'une chaîne généraliste multilatérale francophone payante et isolée. Il a proposé, à la place, la déclinaison sur un même canal de chaînes thématiques et/ou nationales. Certains actionnaires (TVA, Radio Canada, France Télévision, etc.) encouragent en effet TV5 à jouer le rôle d'ensemblier ou d'opérateur de ces chaînes spécialement formatées pour l'export (lire ci-dessus). Encore faudrait-il qu'il n'y ait qu'un seul pilote dans l'avion.

Face au blocage actuel, certains militent pour que les Canadiens sursoient à la désignation du nouveau président de CTQC. Au moins jusqu'à la tenue, le 25 septembre,

Jean-Jacques Bozonnet

Corbis cherche à rassurer les photographes

LE GROUPE AMÉRICAIN Corbis, nouveau propriétaire de Sygma, s'efforce de rassurer les photographes de l'agence photo, choqués par les nouveaux contrats de travail que leur direction leur a proposés il y a quelques mois. Ces contrats, concoctés aux Etats-Unis, pays où le droit d'auteur n'existe pas, sont « illégaux au regard de la loi française », affirme Brigitte Richard, avocate de certains photographes.

Corbis se devait de réagir, d'autant que le groupe est sponsor du festival Visa pour l'image de Perpignan, rendez-vous mondial de la profession, qui a commencé samedi 2 septembre. Aussi, François Hébel, directeur de la photographie éditoriale pour l'Europe, a tenté de rassurer les photographes, mercredi 30 août, en expliquant que l'agence allait faire machine arrière. « Des erreurs ont été commises. Nous allons modifier la teneur des textes », déclare au Monde François Hébel. Le droit d'auteur et la convention collective des journalistes seront respectés.

Les photographes, réunis dans l'Association des journalistes reporters photographes de Sygma, restent sceptiques et attendent les nouveaux textes, rappelant, non sans raison, qu'ils sont refroidis par « les doubles discours vertigineux » de la direction de Corbis depuis quelques mois. Beaucoup pensent que le festival de Perpignan oblige la direction à « endormir » les photographes avant de revenir à « une ligne dure ». Brigitte Richard se dit « sensible aux efforts faits par la direction de Corbis à Paris, mais très sceptique, pour ne pas dire plus, sur la réelle volonté de la direction américaine de voir aboutir ces efforts ».

« DÉVELOPPER LA PRODUCTION »

François Hébel a également dévoilé, jeudi 31 août, les grandes lignes du projet éditorial de Sygma qu'il entend mettre en place dans les deux ans et alors même qu'un déménagement de l'agence est prévu, à l'automne, dans le quartier de Bercy. Ce plan vise à « réinstaller le photographe au centre de la machine », explique François Hébel. Nous voulons développer la production. Notre but n'est pas de perdre les photographes, mais d'en attirer de nouveaux ».

Pour le département actualité chaude, « nous avons une bonne équipe, mais nous devons internationaliser la production », dit François Hébel. Ce dernier veut développer le département magazine, en créant des secteurs spécialisés (société, sciences, économie...) : « Nous sommes trop absents de journaux spécialisés. » Ce plan rédactionnel, qui coûtera « 20 % de plus que le budget actuel des rédactions de Corbis Europe », vise à rétablir la santé économique de l'agence. La réorganisation des archives, un point central, est « en cours de réflexion ».

Christophe Vincent

Michel Guerrin

Le groupe suisse Edipresse lance « Tribune Mont-Blanc »

ANNECY

de notre correspondant

Le groupe suisse Edipresse a visé haut en baptisant son nouveau journal Tribune Mont-Blanc. Il a d'emblée annoncé la couleur, d'ailleurs omniprésente dans ses pages : faire différent et durer. Depuis samedi 2 septembre, 50 000 exemplaires de cet hebdomadaire doublé d'un supplément télé sont vendus en kiosques (9,50 francs) en Haute-Savoie et dans le pays de Gex (Ain), soit un bassin de population de 700 000 habitants. Très prospère, cette région frontalière qui ceinture Genève gagne 10 000 habitants par an. Or, si la Suisse voisine affiche un taux de pénétration de 45 % de la presse quotidienne et hebdomadaire, qui la place au cinquième rang mondial, la France est à la traîne avec un taux de 15 %. D'où la volonté d'Edipresse, également propriétaire de La Tribune de Genève, de combler ce fossé.

Tribune Mont-Blanc propose 48 pages de format berlinois, regroupées en quatre cahiers. L'essentiel est consacré à l'actualité d'un grand bassin lémanique élargi aux régions d'Annecy et de Chamonix. Des articles courts et parfois incisifs, des photos informatives et de qualité dans une maquette aérée en quadrichromie font son originalité. Même si l'ensemble manque encore d'unité.

Le ton voulu libre et indépendant est censé devenir la griffe de l'hebdomadaire « dans un paysage médiatique français décrié où la référence et la déférence l'emportent souvent sur le sens critique », comme le déplore le rédacteur en chef José Carron

dans son premier éditorial. Pour relever ce pari, Tribune Mont-Blanc a recruté huit journalistes français expérimentés dont trois sont issus du Messenger. Ils ont fait jouer la clause de cession après le rachat de leur propriétaire, La Voix du Nord, par le groupe belge Rosssel.

La principale garantie d'indépendance repose sur la prospérité d'Edipresse qui a autofinancé ce nouveau journal. L'éditeur délégué, Antoine Exchaquet, ne dément pas un investissement supérieur à 20 millions de francs. Les journaux en place feignent la sérénité et saluent en chœur l'arrivée d'un nouveau confrère, gage de pluralisme et de démocratie. Dans une région où le Dauphiné libéré et Le Progrès (groupe Hersant) sont en situation de monopole et où les hebdomadaires peinent à gagner de l'argent, l'expérience d'Edipresse sera suivie à la loupe. Directeur départemental du Dauphiné libéré sur la même zone de diffusion, Jean-Pierre Palagi parle de complémentarité plutôt que de concurrence. Mais il se montre agacé par « un manque d'humilité et de modestie » et finit par lâcher : « On n'a pas attendu les Suisses pour apprendre à lire ou à écrire ».

Tribune Mont-Blanc se donne trois ans pour dépasser un seuil de rentabilité fixé entre 20 000 et 25 000 exemplaires. On prête au groupe l'intention de transformer l'hebdomadaire en quotidien en cas de succès. « On fait nos gammes. Mais nous ne sommes pas là pour un coup d'essai », commente Antoine Exchaquet. Le message est assez clair.

DÉPÊCHES

■ **MÉDIAS** : le président de Suez-Lyonnaise des Eaux, Gérard Mestrallet, n'exclut pas une mise en Bourse du pôle communication. « Cela peut être Noos, cela peut être l'activité UMTS, ou alors un ensemble boucle locale radio, ou un ensemble large bande qui combinerait les trois, ou, pourquoi pas ?, la totalité du pôle communication », a indiqué M. Mestrallet samedi 2 septembre sur Radio Classique. Il a par ailleurs précisé qu'il ne souhaite pas être un « acteur global » dans les télécommunications.

■ **PRESSE** : Le groupe de presse et de radio britannique EMAP ainsi que les groupes américains Tribune, Primedia et Ziff Davis sont en compétition pour l'acquisition de l'éditeur américain Times Mirror Magazines, selon le Financial Times de lundi 4 septembre.

■ **Le tour de table du Groupe Marie-Claire**, fondé par Jean Prouvost, devrait être prochainement modifié. L'une des filles du fondateur, Donatienne Prouvost, a annoncé son intention de céder sa participation de 17 %. Trois sœurs, Evelynne - présidente du groupe -, Marie-Laure et Donatienne, qui détiennent ensemble 51 % (les 49 % restants sont aux mains de L'Oréal), sont liées par un droit de préemption.

■ **Hachette pourrait racheter Bonnier France**. Selon Le Figaro du lundi 4 septembre, Hachette Filipacchi Médias (HFM), qui a déjà racheté au groupe suédois le Journal de la maison, Mon jardin Ma maison, et Campagne décoration, négocierait l'acquisition de toute la filiale française du groupe.

■ **PHOTOGRAPHIE** : Jean-Pierre Laffont quitte la direction générale de l'agence Corbis-Sygma à New York pour rejoindre le groupe Hachette Filipacchi Médias (HFM), a-t-on appris, vendredi 1^{er} septembre. Jean-Pierre Laffont, un ancien photographe de Sygma - agence acquise par le groupe américain Corbis en 1999 - sera chargé d'installer et de diriger le bureau new-yorkais de l'agence photographique Gamma, elle-même achetée par HFM en novembre 1999 (Le Monde du 1^{er} septembre). Le départ de Jean-Pierre Laffont de Corbis fait suite à celui de Peter Howe, vice-président chargé des relations avec les photographes, ainsi que de trois photographes importants de Corbis-Sygma, Allan Tannenbaum, Les Stone et Andrew Lichtenstein.

JA
du nouveau
sur Voyage !

Détours du Monde :

Parce que chaque jour, le monde vaut bien un détour. Le magazine quotidien de la rédaction de Voyage présenté par Christophe Ruault. (du lundi au vendredi de 18h00 à 18h30).

Le Club :

Ne partez pas sans voir ! La nouvelle émission de services et de vente de voyages. Des offres sélectionnées, testées et filmées. (tous les jours à 20h00).

Les Émissions Spéciales :

Parce que le voyage pose de grandes questions. La nouvelle émission de découverte et de débat animée par Sylvain Augier.

voyage

La télé de tous les voyages

Une chaîne

PATHE!

Disponible sur LE CABLE ET CANALSATELLITE

www.voyage.fr

TABLEAU DE BORD

AGENDA

MARDI 5 SEPTEMBRE

■ FRANCE : rachat d'OAT.
■ JAPON : dépenses de consommation (juillet).
■ UNION EUROPÉENNE : indice des prix à la production. Taux de chômage (juillet).

MERCREDI 6 SEPTEMBRE

■ FRANCE : situation budgétaire (juillet).
■ ROYAUME-UNI : réunion de la Banque d'Angleterre. Production industrielle (juillet).

JEUDI 7 SEPTEMBRE

■ FRANCE : Insee : comptes nationaux trimestriels de l'Insee (2e trimestre).
■ ROYAUME-UNI : résultats de la réunion de la Banque d'Angleterre.

VENDREDI 8 SEPTEMBRE

■ PAYS BAS : inflation (août)
■ UNION EUROPÉENNE : début de l'Euro II, de l'Eurogroupe et du Conseil Ecofin (jusqu'au 10 septembre).

SAMEDI 9 SEPTEMBRE

■ UNION EUROPÉENNE : réunion informelle des ministres de l'économie et des finances, à Versailles.

AFFAIRES

INDUSTRIE

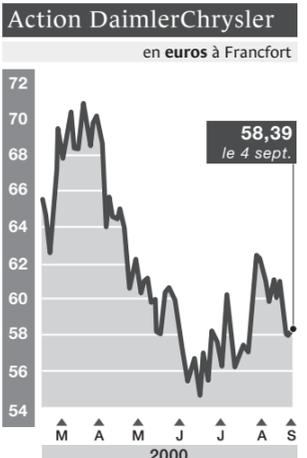
● TOTAL : un incendie s'est déclaré dimanche 3 septembre, vers 21 h 15, à la raffinerie du groupe français de Gonfreville l'Orcher et se poursuivait lundi matin, a indiqué à l'AFP la direction de l'établissement.

● TOYOTA : le numéro un japonais de l'automobile a fait part lundi de son intention d'accroître sa production de voitures particulières de modèle Corolla en Amérique latine, afin de répondre à une forte demande au Brésil, en Argentine et au Venezuela.

VALEUR DU JOUR

DaimlerChrysler victime des déboires de Mitsubishi

DAIMLERCHRYSLER cherche à renégocier sa prise de participation dans Mitsubishi Motors (MMC), qui s'effectuera cet automne, à la faveur d'une augmentation de capital. L'accord conclu entre les deux entreprises le 28 juillet prévoit une prise de contrôle de 34 % de Mitsubishi par DaimlerChrysler pour un coût de 2,1 milliards d'euros (225 milliards de yens à 450 yens l'action).



porter sa part de 34 à 40 % dans le capital de MMC et, dans le même temps, renégocier à la baisse le prix à payer pour chaque action Mitsubishi. Officiellement, le constructeur nippon a simplement déclaré dans un bref communiqué « mener actuellement des discussions avec Daimler concernant d'importants changements dans l'organisation de la société, dont des changements affectant les départements liés au contrôle de qualité, et affectant la coopération entre les deux sociétés ». La démission de M. Kawasoe semble acquise.

Joël Morio et Brice Pédroletti

ÉCONOMIE

Augmentation du taux de chômage aux Etats-Unis

LE TAUX de chômage aux Etats-Unis a augmenté de 0,1 point à 4,1 % en août contre 4 % le mois précédent, et l'économie a accusé une perte nette de 105 000 emplois, a annoncé vendredi le département du travail.

■ L'Association nationale des directeurs d'achats (NAPM) a annoncé, vendredi, une nette baisse de son indice de l'activité industrielle (PMI) à 49,5 pour le mois d'août contre 51,8 en juillet. Les analystes avaient au contraire tablé sur une hausse de cet indice à 51,9.

■ Les dépenses de construction ont baissé de 1,6 % en juillet par rapport au mois précédent, a annoncé vendredi le département du commerce. Les analystes tablaient généralement sur une hausse de 0,3 % des dépenses de construction en juillet après un recul de 1,3 % en juin.

■ ZONE EURO : la production industrielle a diminué de 0,4 % au mois de juin 2000 par rapport au mois précédent, selon les estimations publiées vendredi par Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne.

■ La zone euro devrait connaître une croissance de l'ordre de 3,5 % en 2000 puis de 3 à 3,5 % en 2001, a indiqué vendredi le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, dans le cadre d'un colloque à Cernobbio, près de Côme (nord de l'Italie).

■ Le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour la zone euro avec une progression du PIB de 3,4 % en 2000 et 2001, a affirmé vendredi l'agence italienne Ansa. De même pour les Etats-Unis, le FMI s'attend à une croissance de 4,9 % en 2000.

■ FRANCE : la baisse du marché automobile s'est poursuivie en

août sous l'effet persistant de la suppression du millésime automobile au 1er juillet qui avait déjà provoqué une forte baisse des ventes de voitures neuves en juillet. Les ventes de voitures particulières neuves en France ont chuté de 12,5 % en août par rapport au même mois de 1999, à 156 738 immatriculations, a annoncé vendredi le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA).

■ ALLEMAGNE : près de deux tiers de la population (63 %) préféreraient garder le mark plutôt que de voir introduit l'euro, selon un sondage de l'Institut Forsa réalisé jeudi et vendredi auprès de 1 006 personnes.

■ ITALIE : le déficit des comptes publics s'est établi à environ 15 milliards d'euros sur les huit premiers mois de l'année 2000, contre un déficit de 13 milliards d'euros à la même période de 1999, a annoncé vendredi le Trésor italien.

■ L'excédent de la balance commerciale en juin 2000 s'est établi à 91,9 millions d'euros (178 milliards de lires), a annoncé lundi l'Istat, l'Institut national des statistiques italien.

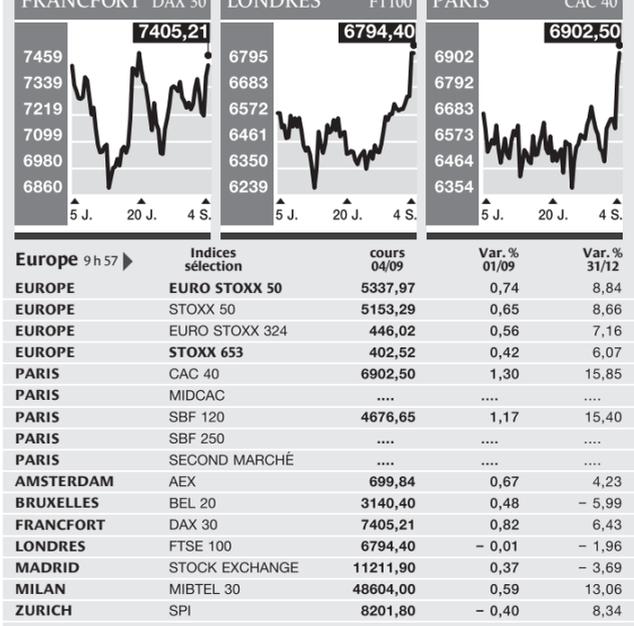
■ ESPAGNE : le taux de chômage au mois d'août a reculé à 8,86 % contre 8,90 % en juillet, a annoncé lundi le ministère du travail.

■ GRÈCE : le premier ministre grec Costas Simitis a souligné que sa politique économique sera désormais axée sur « l'objectif central de la croissance » en vue d'une « convergence réelle » avec les partenaires européens, dans son discours de rentrée économique à Salonique.

■ DANEMARK : les adversaires et partisans de l'euro sont au coude à coude à environ 3 semaines du référendum organisé le 28 septembre à ce sujet, selon un sondage Gallup publié lundi, montrant 43 % de « non », 42 % de « oui » et 14 % d'indécis.

■ PÉTROLE : l'OPPEP va intervenir « si les prix [du pétrole] restent au niveau actuel », a annoncé le secrétaire général de l'organisation, Rilwanu Lukman, dans une interview paraissant lundi dans l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, jugeant qu'« autour de 25 dollars le baril ou légèrement au-dessus serait juste ».

EUROPE



AMÉRIQUES



ASIE - PACIFIQUE



SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 a affiché un nouveau plus-haut historique à 6 869,45 points (+0,82 % de hausse), dans les premiers échanges, lundi 4 septembre, après avoir battu un record en clôture vendredi. L'indice CAC 40 avait terminé sur un gain de 2,84 % à 6 813,66 points, effaçant ainsi le précédent niveau historique du 16 août à 6 684,08 points.

FRANCFORT

À LA BOURSE de Francfort, l'indice de référence DAX s'inscrivait en hausse de 0,58 % à 7 387,42 points, en début de séance lundi. Le DAX avait clôturé en hausse de 1,78 % vendredi, dans le sillage des gains des Bourses américaines et après la publication de statistiques économiques aux Etats-Unis.

LONDRES

L'INDICE FOOTSIÉ de la Bourse de Londres était en hausse de 0,06 % à 6 799,40 points, quelques minutes après l'ouverture lundi. Vendredi, l'indice des cent principales valeurs avait terminé à 6 794 points, affichant une progression de 1,82 % par rapport à la veille.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a clôturé lundi en baisse de 0,3 %, l'indice Nikkei finissant à 16 688,21 points.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York a gagné 0,21 %, à 11 238,78 points en clôture de séance, vendredi 2 septembre, tandis que l'indice composite de la bourse électronique Nasdaq a progressé de 0,67 %, à 4 234,34 points. Enfin, l'indice Standard and Poor's 500 a affiché une hausse en clôture de 0,20 %, à 1 520,77 points.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens étaient en légère hausse, dans les premiers échanges, lundi 4 septembre. Evoluant en sens inverse du cours des titres, le taux de rendement de l'emprunt d'Etat à 10 ans en France était en baisse à 5,34 % et à 5,18 % en Allemagne.

MONNAIES

L'EURO restait stable contre le dollar en début de séance, lundi, après avoir franchi vendredi la barre des 0,90 dollar. La monnaie unique se négociait à 0,9016 dollar. Le billet vert s'échangeait à 105,76 yens.

Tableau des taux de change fixe zone euro et hors zone euro.

Tableau des cours de change croisés pour le dollar, l'euro, le franc, le yen, le livre, le dollar suisse et le franc suisse.

Taux d'intérêt (%)

Tableau des taux d'intérêt pour la France, l'Allemagne, le GDE-Bretagne, l'Italie, le Japon, les Etats-Unis, la Suisse et les Pays-Bas.

Matif

Tableau des cours, volumes, derniers et premiers prix pour les indices Notionnel 5,5, Euroibor 3 mois et Septembré 2000.

Matières premières

Tableau des cours et variations des métaux (Londres, New York) et grains (Chicago).

Pétrole

Tableau des cours et variations du Brent (Londres), WTI (New York) et Light Sweet Crude.

Or

Tableau des cours et variations de l'or fin kilo barre, l'once d'or (Londres) et les pièces de 20 et 50 dollars et 50 pesos mexicains.

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS FRANÇAISES

● L'action Air France gagnait 1,13 %, à 21,45 euros, au début de la séance, lundi 4 septembre, après la publication de son résultat net, en progression de 84,9 %, à 267 millions d'euros au cours du 1er trimestre de l'exercice 2000-2001.

● Le titre Ciments français reculait de 2,56 %, à 57 euros, lundi en début de matinée, après une hausse de 3,8 % en données pro-forma de son résultat net part du groupe au premier semestre, à 75,10 millions d'euros.

● Le cours de Vivendi était en hausse de 1,42 %, à 96,5 euros, lundi matin. La société serait en pourparlers pour racheter l'annuaire en ligne britannique Scoot.com, selon le journal britannique Sunday Telegraph.

● L'action Peugeot gagnait 1,83 %, à 211,5 euros, lundi matin, malgré le rappel de 40 962 modèles de 206, dont 11 710 en Allemagne, présentant un défaut sur un boîtier de commande d'Airbag latéral.

● Le titre Thomson-CSF gagnait 1,12 %, à 49,45 euros, lundi matin. Thomson-CSF, EADS et Alenia « ont engagé des discussions pour créer une entreprise conjointe dans les radars aéroportés », rapporte La Tribune.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 4 SEPTEMBRE Cours relevés à 9 h 57 Liquidation : 22 septembre

Table of French stock market data including columns for 'Précédent en euros', 'Cours en euros', 'Cours en francs', '% Var. veille', and '% Var. 31/12 (1)'. Lists various companies like BNP, Air France, Peugeot, etc.

Main table of stock market data with columns for company names, previous price, current price, change, and percentage change. Includes companies like IMERY, IMMOBILIERES, INGENICO, etc.

Table of international stock market data with columns for 'Précédent en euros', 'Cours en euros', 'Cours en francs', '% Var. veille', and '% Var. 31/12 (1)'. Lists companies like AMERICAN EXPRESS, BARRICK GOLD, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

VENREDI 1er SEPTEMBRE Cours relevés à 18 h 07

Table of new market data with columns for 'Cours en euros', 'Cours en francs', '% Var. veille'. Lists companies like ABEL GUILLEM, AB SOFT, ACCESS COMME, etc.

Advertisement for AOL.fr featuring a central graphic with 'HAUSSE' and 'BAISSE' arrows and the text 'Le palmarès des valeurs du jour gratuitement sur WWW.AOL.FR'. Includes a list of stock values.

SECOND MARCHÉ

LUNDI 4 SEPTEMBRE Une sélection. Cours relevés à 9 h 57

Table of second market data with columns for 'Cours en euros', 'Cours en francs', '% Var. veille'. Lists companies like ALTEIA, ARKOPHARMA, CNIM CA#, etc.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 1er septembre

Table of SICAV and FCP data with columns for 'Valeurs unitaires', 'Date cours', and 'Cours'. Lists various investment funds.

Table of various financial instruments and funds with columns for company names, values, and dates. Includes sections for 'Fonds communs de placements' and 'CREDIT AGRICOLE'.

Table of various financial instruments and funds with columns for company names, values, and dates. Includes sections for 'LEGAL & GENERAL BANK' and 'LA POSTE'.

L'équipe de France Espoirs a dominé Israël (3-0)

L'ÉQUIPE de France Espoirs a commencé les éliminatoires du championnat d'Europe 2002 par un succès (3-0) devant Israël, dimanche 3 septembre à Brest. Les buts ont été marqués par l'attaquant strasbourgeois Pegguy Luyindula (3^e et 50^e minutes) et le milieu de terrain lyonnais Steed Malbranque (73^e). Les « Bleuets » ont largement dominé la rencontre face à un adversaire extrêmement limité. « Ce fut un match spectaculaire, je suis satisfait mais il reste encore pas mal de choses à corriger », a commenté le sélectionneur Raymond Domenech. La France prend la tête du groupe 7 grâce à un meilleure différence de buts par rapport à l'Espagne qui l'a emporté en Bosnie-Herzégovine sur le score de 2-0. Le prochain match des Espoirs aura lieu le 6 octobre face à l'Autriche. « Il faudra enchaîner avec une nouvelle victoire », a prévenu Raymond Domenech. La première place de la poule se jouera entre nous et l'Espagne, ce qui interdit tout faux pas face aux autres sélections. »

Après onze années internationales, Laurent Blanc et Didier Deschamps ont disputé, samedi 2 septembre, leur dernier match avec l'équipe de France face à l'Angleterre (1-1). Avec respectivement 103 et 97 sélections,

ces deux joueurs ont largement contribué aux triomphes des Bleus depuis le Mondial 1998. Bernard Lama a été associé contraint et forcé aux festivités, ce qui n'a pas nui à sa performance. Le gardien de but du Stade

rennais fut particulièrement brillant en sauvant son équipe à cinq reprises. Emmanuel Petit avait ouvert le score à la 64^e minute, mais Michael Owen a rétabli l'équilibre à trois minutes de la fin. Le score de parité re-

flète fidèlement la physionomie d'une rencontre engagée. Le sélectionneur Roger Lemerre va désormais engager son équipe dans une évolution tactique pour conserver le titre mondial en 2002.



FOOTBALL

MÊME un champion du monde doublé d'un champion d'Europe n'est donc pas éternel. Triste constat partagé par les 77 000 spectateurs du Stade de France qui ont accompagné, samedi 2 septembre, l'ultime sortie internationale de Laurent Blanc et de Didier Deschamps.

L'émotion annoncée était bien réelle et le florilège de banderoles à la gloire des deux jeunes pré-traités témoignait du courant de sympathie qui unit le duo à leurs supporters. Seuls les Anglais, pressés d'engager leur opération de réhabilitation après un Euro 2000 calamiteux (élimination dès le premier tour), sont restés insensibles au climat festif qui sied si bien en ces lieux depuis l'inauguration du vaisseau lunaire en janvier 1998.

Peu importe puisque le résultat (1-1) relevait de l'anecdote. On n'en dira pas autant des gestes de

mauvaise humeur (coup de coude volontaire de Dennis Wise sur la tempe de Zinedine Zidane, bousculades dans le tunnel menant aux vestiaires) si peu en rapport avec le fair-play britannique. Malgré le contexte guère propice à une concentration de tous les instants, les deux partants se sont montrés à la hauteur de leur réputation, ce qui ne fera qu'aviver un peu plus les regrets. A trente-quatre ans, Laurent Blanc a trôné en expert au centre de sa défense. Une dernière fois, il a illustré sa science du placement, s'interposant de la tête sur les centres avant d'amorcer avec sobriété et précision les attaques tricolores. Une belle leçon de football pour son collègue adverse, Tony Adams.

Si, à bientôt trente-deux ans, Didier Deschamps ne manifeste plus la même efficacité dans la récupération du ballon, il demeure un précieux catalyseur d'énergie, le pôle qui rassure les partenaires. Quant à Bernard Lama, convié contre son gré aux réjouissances d'avant-match, il fut tout simple-

ment impérial en sauvant les siens à cinq reprises sur des essais de Nick Barmby et d'Andy Cole. Le gardien de but du Stade rennais reste, pour sa part, sélectionnable en cas de besoin impérieux en dépit de ses trente-sept ans.

AVERTISSEMENT

A en juger par l'insistance manifestée par Roger Lemerre pour faire revenir ses « généraux » sur leur décision, le sélectionneur aurait préféré poursuivre sa prochaine mission – la conservation du titre mondial en 2002 – avec ces précieux relais. Le voilà placé devant ses responsabilités. En succédant à Aimé Jacquet, qui avait bâti une équipe de conquérants sur un champ de ruines, l'ancien entraîneur du bataillon de Joinville a situé son action dans la continuité. L'éclosion d'une génération d'attaquants talentueux lui a même permis de poursuivre l'œuvre de son prédécesseur dans des conditions idéales.

Désormais, il lui incombera de préserver l'esprit qui anime la

troupe depuis le début de l'aventure en 1994. « Les joueurs ne devront pas oublier de mettre leurs qualités au service de la collectivité », a prévenu Laurent Blanc. « Je ne suis pas inquiet pour l'avenir de l'équipe de France, le talent est toujours là et la relève ne manque pas d'atouts », a commenté Didier Deschamps – qui aurait réglé des comptes personnels avec trois joueurs durant le stage de préparation.

L'égalisation anglaise signée Michael Owen à trois minutes de

Le programme revu de matches amicaux

Qualifiée d'office pour la Coupe du monde 2002, organisée par le Japon et la Corée du Sud, l'équipe de France va disputer une série de matches amicaux. La tournée en Amérique du Sud, prévue en mars 2001, a été annulée, les adversaires pressentis n'étant pas libres.

- **4 octobre 2000** : France-Cameroun au Stade de France.
- **7 octobre 2000** : Afrique du Sud - France, à Johannesburg.
- **15 novembre 2000** : Turquie-France, à Istanbul
- **27 ou 28 février 2001** : France-Allemagne, au Stade de France ou en province.
- **24 mars 2001** : France contre un adversaire européen à désigner au Stade de France.
- **25 avril 2001** : France-Portugal, au Stade de France.
- **28 mai au 10 juin** : tournée en Corée du Sud et au Japon avec participation à la Coupe des confédérations.

Elie Barth

Le Brésil renoue avec la confiance dans la course au Mondial 2002

L'ÉQUIPE nationale du Brésil a rassuré ses supporters. Dimanche 3 septembre à Rio de Janeiro, la Selecao a infligé un sévère 5 à 0 à la Bolivie lors de la huitième journée du tournoi qualificatif d'Amérique du Sud pour la Coupe du monde 2002. Trois des cinq buts brésiliens, dont un sur penalty, ont été marqués par l'attaquant Romario qui effectuait à trente-quatre ans son grand retour sous le maillot auriverde.

Le joueur de Vasco de Gama avait été rappelé à contre-cœur par le sélectionneur Wanderley Luxembourgo, après les déconvenues vécues par l'équipe nationale. Le Brésil qui, de toute son histoire, n'avait jamais connu la défaite en éliminatoire de Coupe du monde, s'était incliné au Paraguay (2-1) et avait connu un revers cinglant au Chili (3-0) lors de ces derniers mois. Pris dans la tourmente médiatique, Wanderley Luxembourgo n'avait eu d'autre choix que de convoquer Romario.

Cette victoire, cependant, ne permet pas au Brésil de décoller de la quatrième et dernière place qualificative du groupe sud-américain. La sélection aux quatre titres de champion du monde est à égalité de points avec l'Uruguay qui a pris le dessus sur l'Equateur (4-0) et le Paraguay qui s'est imposé face au Venezuela (3-0). Le leader, l'Argentine, l'a emporté au Pérou (2-1), grâce à des buts d'Hernan Crespo et de Juan Sebastian Veron, alors que la Colombie a conforté sa place de deuxième en gagnant au Chili (1-0).

En Europe, les éliminatoires à la Coupe du monde 2002 connaissent leur première journée. Si aucune surprise de taille n'a été enregistrée durant le week-end, certaines des équipes traditionnellement qualifiées de favorites ont connu des difficultés. Menés 2 à 0 à domicile après un peu plus d'une heure de jeu par l'Irlande, les Pays-Bas ont arraché le match nul (2-2) grâce à une frappe lointaine de Giovanni Van Bronckhorst à six minutes du coup de sif-

flet final. « Je ne suis pas heureux de ce résultat », a commenté l'entraîneur batave Louis Van Gaal, dont c'était le premier match à ce poste depuis son départ de Barcelone.

Giovanni Trapattoni étrennait également ses galons de sélectionneur pour la première fois de sa carrière. En déplacement en Hongrie, l'Italie n'a pu ramener mieux qu'un match nul (2-2), alors qu'elle mena longtemps au score grâce à un doublé de Filippo Inzaghi. L'Allemagne faisait également ses premiers pas dans la compétition avec un nouveau sélectionneur, en la personne de Rudi Völler. L'ancien attaquant du Werder Brême et de l'Olympique de Marseille peut être satisfait : à Hambourg, un mois et demi après leur traumatisante élimination au premier tour de l'Euro 2000, les Allemands ont logiquement battu la Grèce (2-0).

PERFORMANCES INSOLITES

L'Ukraine, dans le même temps, s'est fait surprendre, à domicile, par la Pologne (1-3). La Finlande a gagné dans la douleur face à l'Albanie (2-1). La Suède, qui se déplaçait en Azerbaïdjan, l'a emporté par le plus petit écart (0-1). Le match au sommet du groupe 6 entre la Belgique et la Croatie s'est terminé sur un score vierge (0-0). L'Espagne, qui figure dans le groupe le plus facile (en compagnie d'Israël, de la Bosnie-Herzégovine, de l'Autriche et du Liechtenstein), a parfaitement négocié son voyage à Sarajevo (1-2).

Les performances les plus insolites du week-end sont, en fait, venues de deux « petites » équipes. L'Arménie a obtenu un très honorable 0-0 en Norvège face à une sélection qui a participé aux deux dernières éditions de la Coupe du monde. Les îles Féroé – petit archipel danois de l'Atlantique Nord peuplé de 47 000 habitants – a tenu en échec (2-2) la Slovaquie, l'un des seize qualifiés de l'Euro 2000.

F. P.

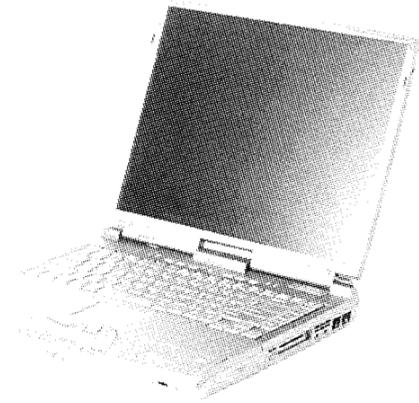
Rentrée 2000

INCROYABLE !

Il trouve une imprimante⁽²⁾ à 1 F !

Alors que M. Bernard était en train d'acheter un portable Compaq Presario⁽¹⁾ sur Rue du commerce.com, il tombe face à cette offre exceptionnelle.

Compaq Presario⁽¹⁾
Processeur Intel Celeron 566
9 690 F TTC



L'imprimante⁽²⁾
pour
1 F TTC
de plus



Prix total de l'offre 9 691 F TTC qui comprend :

- (1) Portable Compaq Presario 12-N1203 : processeur Celeron 566, écran 12,1" HPX, 32 Mo de mémoire vive, 5Go de disque dur, lecteur CD, Modem 56K, W98, garanti 1 an.
- (2) Imprimante Lexmark Z12 : jet d'encre couleur, 6 pages par minute, 1200x1200dpi, Prix de l'imprimante seule : 450 F TTC.



Page 2 sur 3

Les rubriques Rue du commerce :

Page 7

Page 8

Page 10

Page 12

Page 13

Page 15



Témoignages

"On n'avait jamais vu ça"

"Rien ne les arrête !"

- Conseil avant achat
- Assistance téléphonique de 1 an
- Crédit Cetelem possible
- Livraison à domicile*
- Installation et formation à domicile (service payant)

Page 6

www.rueducommerce.com

Un numéro : 0 811 222 222

(coût d'une communication locale)

A 32 ans, Nathalie Tauziat s'offre une nouvelle jeunesse

La Française s'est qualifiée pour les quarts de finale de l'US Open

Pour la première fois de sa longue carrière, la Française Nathalie Tauziat, tête de série n° 8, s'est qualifiée pour les quarts de finale des In-

ternationaux des Etats-Unis, dimanche 2 septembre, en battant l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario (n° 9) (6-3, 6-2). Lors d'une journée

ponctué par des orages, le Français Sébastien Grosjean s'est incliné face au Russe Marat Safin (n° 6) (6-4, 7-6 [7-3], 1-6, 3-6, 7-6 [8/6]).

IL Y A de la gourmandise dans l'air. Match après match, Nathalie Tauziat joue avec sérieux, précision et un bel appétit pour ses trente-deux ans. Dimanche 3 septembre, la Française, tête de série n° 8, s'est qualifiée pour les quarts de finale des Internationaux des Etats-Unis, pour la première fois en quinze participations. Pour ce faire, elle a éliminé (6-3, 6-2) l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario (n° 9)... qu'elle n'avait jamais battue lors de leurs onze précédentes confrontations : « J'ai fait un match parfait », a-t-elle simplement commenté.

Pour elle comme pour les observateurs, la performance a valeur de symbole. Bien que huitième joueuse mondiale aujourd'hui, elle n'a pas été sélectionnée pour les Jeux olympiques de Sydney (15 septembre au 1^{er} octobre). Elle avait bien tenté de faire appel auprès de la commission de conciliation du Comité national olympique et sportif français au début du mois d'août, mais en vain. La

Fédération française de tennis lui avait signifié qu'elle n'avait pas engrangé suffisamment de résultats en plein air et sur des surfaces proches du rebound ace sur lequel se disputera le tournoi olympique (*Le Monde* du 25 juillet).

Déboutée, Nathalie Tauziat est arrivée aux Internationaux des Etats-Unis avec détermination. Forte d'une amitié nouvelle avec la numéro un mondiale, Martina Hingis, avec qui elle a remporté le tournoi de double de l'Open du Canada en août, elle affiche une belle sérénité. Elle s'entraîne parfois avec Martina Hingis et peut également profiter, en prime, des conseils de Melanie Molitor, la mère-entraîneur de la Suisse. De plus, après avoir annoncé dans un premier temps qu'elle jouait sa dernière saison sur le circuit, elle a laissé entendre qu'elle ne décrocherait pas tout à fait en 2001, sans doute pour remettre quelques points sur des « i ».

A l'US Open, après un premier match un peu flou, Nathalie Tauziat a su affûter son jeu de service-volée et a malicieusement annoncé au fil des tours qu'elle s'estimait ravie de si bien jouer en plein air et sur une surface aussi voisine de celle du tournoi

olympique. Dimanche, face à Arantxa Sanchez-Vicario, qui a semblé fébrile mais toujours aussi combative, la Française n'a eu de cesse de filer vers la volée pour abrégier les échanges, privant ainsi son adversaire d'échanges laborieux au cours desquels l'Espagnole sait si bien user ses adversaires.

« JE N'AI PLUS RIEN À PERDRE »

En quarts de finale, Nathalie Tauziat rencontrera Venus Williams (tête de série n° 3), l'une des grandes favorites du tournoi, qui a disposé de l'Espagnole Magui Serna, dimanche (6-2, 6-2) : « Contre Venus, je n'ai plus rien à perdre, a expliqué Nathalie Tauziat. Je vais essayer de jouer comme je l'ai fait contre sa sœur Serena lorsque je l'avais battue en finale de l'Open de Paris en février. En tout cas, je vais essayer de m'éclater et de continuer à me faire plaisir. »

Lors d'une journée fortement perturbée par les orages, l'Américaine Monica Seles (n° 6) a par ailleurs battu sa compatriote Jennifer Capriati (n° 15) (6-3, 6-4). Elle devait attendre lundi pour connaître son adversaire : le match entre Martina Hingis et la

Française Sandrine Testud (n° 11) n'a pu aller à son terme. La Suisse meurt 6-2, 1-0.

L'autre performance du week-end revient à Justine Hémin. La joueuse belge de dix-huit ans a éliminé la Russe Anna Kournikova, tête de série n° 12 (6-4, 7-6 [7/5]), samedi 2 septembre au troisième tour, confirmant toutes les promesses amoncées sur elle depuis son arrivée sur le circuit, en 1999. Dotée d'un jeu opiniâtre et d'un revers protéiforme, Justine Hémin a su contenir les attaques de la Russe et a surtout montré qu'elle avait des nerfs plus solides que ceux de son adversaire. Malgré l'aura médiatique qui l'accompagne, Anna Kournikova ne parvient pas à briller. Depuis une demi-finale à Wimbledon, en 1997, elle ne s'est plus distinguée dans les rendez-vous du grand chelem et n'a toujours pas gagné de tournoi. Justine Hémin, elle, rencontrera Lindsay Davenport (n° 2) en huitième de finale. Accrochée par la jeune Belge, l'Américaine est cependant sortie victorieuse de leurs deux précédentes rencontres.

Bénédicte Mathieu

Moto : Olivier Jacque file vers le titre mondial des 250 cc

LE FRANÇAIS OLIVIER JACQUE (Yamaha) a fait un nouveau pas vers son premier titre mondial (250 cc) en prenant, dimanche 3 septembre, sur le circuit d'Estoril, la 2^e place du Grand Prix du Portugal, derrière le Japonais Daijro Katoh (Honda). A quatre courses du terme de la saison, le Lorrain a augmenté de 7 à 27 points son avance sur son partenaire d'écurie, le Japonais Shinya Nakano. Le Français Arnaud Vincent (Aprilia) a terminé 3^e en 125 cc et son compatriote Régis Laconi (Yamaha) a obtenu son meilleur résultat de la saison, en enlevant la 5^e place de l'épreuve des demi-litre. En 500 cc, l'Américain Kenny Roberts s'est rapproché du titre en prenant la 2^e place de la course, derrière l'Australien Garry McCoy. Il compte 46 points (194 contre 148) d'avance sur l'Italien Valentino Rossi, 3^e.

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME** : Manuela Montebrun a établi un nouveau record de France du lancer du marteau avec un jet de 71,18 m, samedi 2 septembre à Vittel.

■ **CYCLISME** : le Russe Dimitri Konychev (Fassa Bortolo) a gagné la 75^e édition du Tour de Romagne, dimanche 3 septembre.

■ **Le Français Miguel Martinez** a gagné la Coupe du monde de VTT cross-country, à l'issue de la 8^e et dernière manche, enlevée par le Belge Filip Meirhaeghe, dimanche 3 septembre, à Lausanne. Miguel Martinez, 4^e de la dernière manche, devance au classement final le Néerlandais Bas Van Dooren et son compatriote Christophe Dupouey.

■ **HANDBALL** : la Russie s'est adjugé l'Eurotournoi, en battant la France (26-23), lors de la 3^e et dernière journée, disputée, samedi 2 septembre, à Schiltigheim (Bas-Rhin). Les Tricolores ont pris la 3^e place, derrière l'Allemagne et devant le Portugal.

■ **TIR À L'ARC** : Bastien Larpenteur et Laure Barczynski ont été sacrés champions de France de l'arc classique, dimanche 3 septembre.

■ **VOILE** : le skipper français Franck Cammas a gagné, dimanche 3 septembre, au Cap-d'Agde (Hérault), le 11^e Trophée Clairefontaine, devant ses compatriotes Michel Desjoyaux et Bertrand Pacé.

■ **Le voilier français Cavale-Bleue**, skipper par Thierry Péponnet, a dominé la 78^e édition de la One Ton Cup, samedi 2 septembre, à Marseille, devançant le voilier grec *Atalanti-X*, barré par Ken Read, au terme de onze régates, dont neuf qualificatives.

Sébastien Grosjean échoue d'un rien

Au changement de côté, ses yeux disaient tout de sa détermination. Même distancé de deux sets par Marat Safin, tête de série n° 6, Sébastien Grosjean n'a pas voulu se déclarer battu. Fidèle à son habitude, le Français a résisté, attaqué et gagné les deux sets suivants contre le Russe agacé, décontenancé et désuni... les caprices de son jeu sont chez lui une mauvaise habitude. Les deux hommes se sont emmenés dans une belle cinquième manche deux fois interrompue par de violentes averses la deuxième s'est déversée sur le central alors que Marat Safin menait 5 points à 4 dans le tie-break. Une heure et demie après, le Russe s'est montré le plus prompt à repartir et s'est qualifié pour les quarts de finale (6-4 7-6 [7-3] 1-6 3-6 7-6 [7-5]). Cédric Pioline était mené deux manches à zéro contre Todd Martin quand la partie a été interrompue par la pluie. Samedi, Arnaud Clément s'était qualifié en huitième de finale à la grâce de l'abandon de Hicham Arazi (4-6, 6-2, 6-3, 4-6, 1-0).

La Vuelta se lance à l'assaut des Pyrénées avec un nouveau leader

EN ABORDANT les cols pyrénéens, la Vuelta Cyclista d'España devait entrer lundi 4 septembre dans sa deuxième partie. C'est sur les hauteurs de La Molina que le peloton devait se hisser pour la première arrivée en montagne de cette 55^e édition.

Avant d'entamer les premières ascensions inscrites au programme de cette épreuve, l'Espagnol Abraham Olano (Once) avait revêtu le maillot oro de leader au terme du contre la montre individuel distant de 37,6 kilomètres, disputé dimanche 3 septembre autour du port de Taragone.

« Je suis content. Je dédie cette victoire à Manolo Saiz et à mon équipe qui ont gardé leur confiance en moi après le Tour de France, mais rien n'est fait », a-t-il déclaré. Auteur d'un Tour de France désastreux, le coureur basque a préféré rester prudent quant à la suite des débats. « Je suis un mauvais grimpeur et le moindre petit sprint en montagne peut me coûter trente secondes par le jeu des bonifications, a-t-il analysé. Mais je me défendrai quand même. »

Avec sa surprenante victoire devant ses compatriotes Santos Gonzalez (Once) et Angel Casero (Festina), sur un circuit accidenté, Abraham Olano, vainqueur de l'épreuve en 1998, a détrôné le Suisse Alex Zülle (Banesto), de la

place de leader que celui-ci occupait depuis le départ de l'épreuve le 24 août, à Malaga. Relégué à cinquante-six secondes et à la troisième place du classement général, Alex Zülle a concédé plus de deux minutes sur ce parcours balisé par de nombreux virages à angles droits et coupé de voies ferrés, et n'a pu s'adjuger qu'une décevante 14^e place. « Je n'avais pas de force. Dès le matin je me suis senti tout bizarre », a-t-il commenté.

La contre-performance d'Alex Zülle masque l'autre grande déception de cette fin de première semaine de course. L'Allemand Jan Ullrich (Telekom), vainqueur de la précédente édition, est une fois de plus déçu dans une spécialité dont il est pourtant l'actuel champion du monde. Sixième à plus d'une minute d'Olano à l'issue du contre-la-montre, retardé par une crevaison, Jan Ullrich occupe la quatrième place du classement général à soixante-cinq secondes du leader.

« Sans cette crevaison, je suis sûr que je rentrais dans les trois premiers, a indiqué l'Allemand. J'ai eu un peu de mal à retrouver mon rythme. Mais à l'inverse de Malaga, le premier jour, j'avais de bonnes jambes et de la force pour le braquet. » Deuxième du Tour de France 2000 derrière l'Américain Lance Armstrong, Jan Ullrich a encore près de deux semaines avant l'arrivée dimanche 17 septembre à Madrid pour espérer un doublé espagnol.

Y. B. (avec AFP)

■ **LOTO** : résultats des tirages n° 71 effectués samedi 2 septembre. Premier tirage : 3, 6, 15, 20, 26, 41 ; numéro complémentaire : 44. Rapports pour 6 numéros : 4 582 520 F (698 600 €) ; pour 5 numéros et le complémentaire : 105 660 F (16 107 €) ; 5 numéros : 7 200 F (1 097 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 294 F (44,82 €) ; 4 numéros : 147 F (22,41 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 30 F (4,57 €) ; 3 numéros : 15 F (2,28 €). Second tirage : 11, 19, 23, 40, 41, 44 ; numéro complémentaire : 6. Rapports pour 6 numéros : 48 877 820 F (7 451 375 €) ; pour 5 numéros et le complémentaire : 56 360 F (8 592 €) ; 5 numéros : 7 370 F (1 123 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 316 F (48,17 €) ; 4 numéros : 158 F (24,08 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 30 F (4,57 €) ; 3 numéros : 15 F (2,28 €).

CAHIERS DU CINEMA

IL ÉTAIT UNE FOIS EASTWOOD

entretien exclusif

Kippour d'Amos Gitai : les sentiers de la guerre

Yi Yi d'Edward Yang : l'alchimie des sentiments

549 SEPTEMBRE 2000

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 35 F

MERCREDI

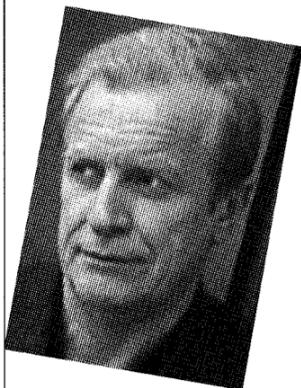
PIERRE GRISE PRODUCTIONS PRÉSENTE

Aie

AVEC

ANDRÉ
DUSSOLLIERHÉLÈNE
FILLIÈRESEMMANUELLE
DEVOS

“ Si vous voulez, je peux vous faire comprendre ce que c'est que l'amour ”



“ Pardon ? ”

Aie

UN FILM DE
SOPHIE
FILLIÈRES

REZOFILMS

Ombres de femmes et femmes de l'ombre

Une sévère dépression s'est installée dans les salles du Lido, où quelques soleils noirs permettent de passer ce cap

VENISE

de notre envoyé spécial

Une légère détérioration de l'humeur générale a été produite par l'accumulation, en compétition, de films décevants, parmi lesquels *Denti*, de Gabriele Salvatores, qui fait partie de la dizaine de films italiens sélectionnés à

MOSTRA
DE VENISE

Venise. *Fils de deux mères* ou *comédie de l'innocence*, de Raul Ruiz, est un exemple plus triste que les autres, puisqu'il vient d'un grand cinéaste. C'est l'histoire du jugement de Salomon réécrite de nos jours à la lumière du surréalisme, de la psychanalyse et de la vidéo digitale. L'idée peine cependant à prendre une forme, sinon crédible, du moins convaincante.

Alors, c'est au seul Claude Chabrol que la compétition doit, dans le creux de cette vague, d'avoir gardé la tête hors de l'eau. Le nouvel opus, adapté du roman éponyme

de Charlotte Armstrong, se nomme *Merci pour le chocolat*. Quand on connaîtra la recette dudit chocolat – fabriqué par Isabelle Huppert en épouse d'un pianiste au bout du rouleau (Jacques Dutronc) et héritière malade d'une grande famille de chocolatiers suisses –, on comprendra mieux de quel bois continue de se chauffer le cinéaste qui, déguisé depuis quatre décennies en gastronome débonnaire, dépêche la bourgeoisie comme une pièce de boucherie.

Entre la folie terrifiante du personnage incarné par Huppert et le rayonnement de la jeune actrice et révélation de ce film, Anna Mouglalis, les femmes sont à l'honneur chez Chabrol, comme dans les deux autres œuvres qui, hors compétition, ont empêché la Mostra de sombrer dans la torpeur.

DÉLICATESSE D'ESTAMPE

La première, venue paradoxalement d'un pays en pleine déliquescence cinématographique, est signée Alexandre Sokourov. Mais on sait que l'auteur de *La Mère* est à lui



Isabelle Huppert dans « Merci pour le chocolat », de Claude Chabrol.

seul un continent cinématographique, et que son œuvre incarne comme la quintessence de l'âme russe. Y compris lorsqu'il tourne en vidéo un film documentaire, au Japon, consacré à la veuve de l'écrivain Toshio Samao.

Dolce, dont l'image est encadrée de deux bandes noires qui le font ressembler à un album de photos funèbres, évoque en un très petit nombre de plans, avec une délicatesse d'estampe, la vie d'une femme frappée par une litanie de malheurs, et qui vit aujourd'hui avec sa fille, retardée mentale, dans une île perdue au milieu de l'océan. Le meilleur de Sokourov est là : l'épélégie de l'Histoire, la grandeur révolue, la détresse de l'homme écrasé par son destin, sa grandeur dans l'expiation, et le cinéma comme enregistrement de ce qui, sous nos yeux, a déjà commencé de disparaître.

D'une lagune à l'autre

Le cinéaste ivoirien Roger Gnoan Mbala a mis sept ans pour faire passer son film d'Abidjan à Venise

VENISE

de notre envoyé spécial

C'est devenu une part de la tradition orale africaine : le conte du cinéaste qui met aussi longtemps à mener un film à bon port qu'Ulysse à rentrer chez lui. Roger Gnoan Mbala est presque sexagénaire. Né sur la lagune de Grand Bassam, en Côte d'Ivoire, il a déjà réalisé trois longs métrages lorsque le quatrième, *Au nom du Christ*, remporte un prix et un succès certain au Festival panafricain de cinéma de Ouagadougou (Fespaco) en 1993. Le désir est alors de faire vite un autre film avec la même équipe (la productrice suisse Tiziana Soudani et le scénariste Jean-Marie Adiaffi, par ailleurs l'un des plus fameux romanciers ivoiriens). « *Nous avons envisagé de faire un film sur la démocratie, puis l'esclavage s'est imposé à nous* », raconte Roger Gnoan Mbala.

L'idée n'est pas de revenir sur l'image « ressassée » de l'esclavage mais de se demander si « *l'Afrique n'a pas offert un terreau propice à l'esclavage* », d'établir la responsabilité des monarques africains, qui, le long du golfe de Guinée ont détruit des milliers de villages pour vendre les captifs. Sur cette idée, il faut deux ans pour écrire un script épique et un an de plus pour en faire un projet plus raisonnable, qui reprend des éléments historiques tout en prenant le parti de la fiction. Ainsi naît *Adanggaman*, chronique de vies détruites pour satisfaire la soif de pouvoir et de richesse d'un roi et de sa clique. Pendant ce temps, en Europe, la pro-

ductrice obtient des aides. De quoi commencer à tourner sans avoir la certitude de pouvoir monter, mixer, étalonner. Deux semaines avant le début du tournage, en février 1998, la distribution des rôles n'est pas terminée.

Le film est tourné dans le parc naturel de la Marahoué, en Côte d'Ivoire, et à Niafoin, un des hauts lieux de la tradition sénoufo, au nord du pays. A chaque fois, il faut rencontrer les anciens, et faire les sacrifices rituels nécessaires pour obtenir l'autorisation de tourner. Les villageois sont embauchés pour incarner les captifs qui cheminent à travers la brousse. « *Ils n'avaient aucune mémoire de la traite* », dit Roger Gnoan Mbala. Le matériel technique a été prêté par le Burkina Faso et loué en France. L'équipe tourne sans voir les rushes, puisque la pellicule est envoyée en France pour être développée. En avril 1998, le tournage est terminé, il n'y pas d'argent pour monter et mixer le film. La course aux subventions et aux prêts recommence, jusqu'à ce que Fabrica, la structure mise en place par Benetton et dirigée par Marco Müller, qui vient de quitter la direction du Festival de Locarno, prenne le film sous son aile.

Ainsi, au bord de la lagune vénitienne, on a découvert *Adanggaman*, le roi qui dévore ses propres sujets, ancêtre de tous les tyrans africains, mais aussi métaphore de ce cinéma africain qui exige tout de ses créateurs – patience, ingéniosité – en niant leur vraie raison d'être, montrer leurs films à leur

public. L'instabilité politique en Côte d'Ivoire empêche pour l'instant la sortie du film. A Abidjan, depuis le coup d'Etat, la plus grande salle de la ville est fermée. Les autres montrent des films hollywoodiens doublés en français.

Thomas Sotinel

Jacques Mandelbaum

Dans le cadre des Z'AVANT-PREMIERES ZURBAN
MARDI 5 SEPTEMBRE au MAX LINDER PANORAMA à 20H00
AVANT-PREMIERE EXCEPTIONNELLE
en présence de l'équipe du film.

TOUT VA BIEN

SORTIE OCTOBRE 2000



MIDU MIDU SANDRINE KIBERLAIN NATACHA RÉGNIER MICHEL PICCOLI

UN FILM DE
CLAUDE MOURIÉRAS

ON S'EN VA

Tous vos livres sur un site qui fait école.

Tous les livres scolaires, parascolaires, universitaires, dictionnaires... directement chez vous.

Rentrez futé! Participez à la Bourse aux Livres sur Internet et gagnez une année de livres scolaires.

Tous les livres, même les introuvables: 75000 livres dont 35000 livres anciens ou épuisés.

www.chapitre.com
fax: 01 55 33 60 61
3615 Chapitre (0,8€/F0,25F/m)



Ne souriez pas !

par Pierre Georges

L'ANGOISSE de l'écran bleu, cousin informatique et lunaïque de la feuille blanche ! Terrible, pathétique ! Où sont les touches ? Et les idées censées aller avec ? Et le carburant alors ! La route du carburant est coupée. L'esprit frise la panne sèche. Détaxe la chronique, ou, alors, on bloque la sortie du journal !

Ce n'est pas humain. Pas même républicain ! Un plein baril de sueurs froides. Mais que dire, que faire, que penser ? Le Concorde ne vole plus. Les sous-marins russes ne sous-flottent plus. La Corse prend feu quand elle ne prend plus le large. Le sapeur Chevènement séquestre amoureuxment Marianne. La vignette 2001 aura disparu sans même que l'on en sache la couleur. Et MM. Blanc, Laurent, et Deschamps, Didier, ont fait leurs adieux à la scène. Déchirants adieux, en pleine gloire les bougres. Pas faire la rentrée de trop, surtout pas ! Coupe du monde, championnat d'Europe, qu'espérer de plus ? Gagner le premier France-Corse en 2004 ?

Ne plaisantons point avec les choses tragiques. Rentrer c'est mourir un peu. Et de mauvaise grâce en prime. Les partis politiques ont fait, ces jours derniers, leurs humanités d'été. En toutes sortes de lieux proprement insupportables, voyez leur Golgotha : Grasse, Nice, Ramatuelle, La Rochelle. La politique-les-flots-bleux, et la République aux bains de mer. Dur métier que celui de sauver la nation des sables mouvants et de ne point insulter ni l'avenir, ni son bronzage. Serait-ce que l'on pense mieux au soleil et à la plage ?

Voyez, d'entrée, comme cela tourne mal. Déjà en pleine ronchonerie, poujadiste de surcroît ! Et s'il plaît aux politiques

d'aimer le littoral, et de préférence pas mazouté - camionneurs, bloquez les marées noires tant que vous y êtes ! - c'est bien leur droit. Comme c'est parfaitement le nôtre, le vôtre d'être aux calendriers des marées, définitivement, odieusement mal lunés.

Ce droit imprescriptible à la rogne et à la grogne (du rentrant) a d'ailleurs été théorisé par une psychologue américaine, Barbara Held. Une vraie résistante celle-là, à la pensée dominante. Une héroïne de la lutte contre l'optimisme béat et confit ! Qu'affirme cette grandiose chercheuse, en effet ? Que nos sociétés exercent une véritable tyrannie de l'attitude positive. Qu'elles ont imposé la dictature de la gaieté et de l'optimisme comme la formule du succès, du dynamisme et d'une bonne santé. Que cette marche forcée et pour ainsi dire légionnaire à l'optimisme de façade, - souris ou crève ! - est d'un danger réel et constant, surtout à hautes doses de crétinerie sociale.

Souriez, vous êtes observé ! Eh bien, non ! Barbara Held le dit. Il y a des moments dans la vie où il faut savoir dire non. Non à l'obligation de feindre le plus vif entrain. Non au devoir social de ne voir que le bon côté des choses. Non à la nécessité de chanter sa joie, tout aussi fausse que sa voix, sous la douche. Ou d'afficher en permanence le sourire du ravi du village. Non à cette tendance qui voudrait que l'on puisse n'exister qu'avec un autocollant au front du genre « smile ! ».

Barbara Held nous est une muse très chère ce matin qui a théorisé, enfin, les vertus souveraines et par trop négligées de la négativité et du « pessimisme défensif ».

Le patronat du transport routier bloque des raffineries et des dépôts de carburants

Le ministère des transports cherche à désamorcer le conflit

COMME ils l'avaient annoncé, les patrons du transport routier bloquaient, lundi 4 septembre, de nombreux dépôts de carburants. De Dunkerque à Marseille, de Strasbourg à Bayonne, la plupart des raffineries et dépôts de carburants étaient paralysés par les adhérents de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), à l'origine du mouvement, rejoints par leurs collègues de l'Unotra et de la fédération des entreprises de Transport et de Logistique de France (TLF) ainsi que, par endroits, par des agriculteurs et des ambulanciers.

Ainsi, la raffinerie Elf de Donges (Loire-Atlantique) a été bloquée à partir de 4 heures lundi matin par six camions et une vingtaine de personnes adhérentes de la FNTR. Cette raffinerie approvisionne tout l'ouest de la France. Sur l'agglomération nantaise les dépôts pétroliers ont été bloqués par quinze tracteurs d'un groupement d'entrepreneurs de travaux agricoles et les dépôts de Saint-Herblain par des routiers de la FNTR. Dès samedi

les contacts avaient été pris entre les responsables locaux de la FNTR et la préfecture de Loire-Atlantique afin de négocier le passage des véhicules prioritaires approvisionnant les services d'urgence, comme cela avait été le cas en 1997 lors d'un blocage précédent organisé par ce syndicat.

UN ACCORD DES QUINZE

Dans le sud-est, Le TLF et l'Unotra ont bloqué dans la nuit de dimanche à lundi le dépôt pétrolier de Fos, qui ravitaille les grandes surfaces, la raffinerie BP de Lavéra et le dépôt Esso de Fos. Elles n'ont réussi à paralyser la raffinerie de Shell Berre qu'un peu plus tard dans la matinée. Une soixantaine de camions participaient à ces actions autour de l'étang de Berre (Bouches-du-Rhône). La raffinerie TotalFina de La Mède était, elle, protégée par la police. Les dépôts de Puget-sur-Argens et du Pontet dans le Var étaient eux aussi paralysés et un barrage filtrant de la FNTR était installé à l'aéroport de Nice-Côte-d'Azur. Les patrons trans-

porteurs, qui n'ont réquisitionné pour le mouvement qu'un ou deux camions qu'ils conduisent eux-mêmes, affirmaient pouvoir tenir longtemps car leurs entreprises continuent à tourner. Ils disent avoir plusieurs jours de réserve de fuel.

Alors que les marins-pêcheurs ont obtenu satisfaction, les routiers s'estiment les principaux oubliés du projet de budget 2001 présenté par Laurent Fabius, le ministre de l'économie et des finances, jeudi 31 août. Ils se plaignent en particulier de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) qui, sur le gazole, se monte à 2,57 francs par litre. « Une directive communautaire fixe son montant minimum à 1,61 franc. Il est appliqué au Portugal. En Europe, il est en moyenne à 2,27 francs, et hors Royaume-Uni à 2,07 francs », explique une porte-parole de la FNTR.

Le ministère des transports devait, lundi 4 septembre, formuler des propositions sous une forme qui, dans la matinée, restait à déterminer. Sa marge de manœuvre

est limitée. Diminuer la TIPP pour une seule profession nécessite un accord unanime des quinze pays européens. Seule possibilité : Dominique Voynet, ministre (Vert) de l'environnement, avait obtenu, début 1999, que la taxe sur le gazole augmente de 7 centimes par an pendant sept ans. Jean-Claude Gayssot, son collègue (communiste) des transports a accordé aux routiers une récupération représentant à peu près la moitié de cette somme (8,62 centimes par litre en 2000). S'il revient sur sa décision de 1999, Lionel Jospin dispose d'une marge de manœuvre d'environ 21 centimes. Mais, outre que cela est insuffisant aux yeux des transporteurs routiers qui par ailleurs se livrent à une certaine surenchère, une telle décision ne manquerait pas de poser des problèmes politiques au sein de la majorité plurielle.

Frédéric Lemaître
avec Dominique Luneau
(à Nantes) et Michel Samson
(à Marseille)

Quatre militants écologistes anti-OGM poursuivis

QUATRE MILITANTS anti-OGM devaient comparaître, mardi 5 septembre, devant le tribunal de Foix (Ariège), pour avoir détruit un champ de colza transgénique. Marc Bosson, président de la Confédération paysanne de l'Ariège, Françoise Matricon, porte-parole départementale des Verts, Fernand Odon et Bernard Voegli, militants écologistes, ont été mis en examen après avoir, le 2 juin, fauché et mis le feu à un champ de colza transgénique du Centre d'études technique interprofessionnel des oléagineux métropolitains (Cetiom). Les quatre militants affirment avoir accompli une « acte symbolique non violent et de désobéissance civile » pour marquer leur refus d'une technologie considérée comme un des leviers de la mondialisation. Ils seront soutenus, mardi, par un collectif « OGM danger » qui organisera le jour du procès à Foix une manifestation pour refuser « la logique marchande de la mondialisation libérale ». (Corresp. rég.)

L'uranium appauvri mis en cause dans le syndrome de la guerre du Golfe

INTERVENANT dimanche 3 septembre lors du congrès de médecine nucléaire qui se tenait à Paris, le professeur Asaph Durakovic a évoqué le rôle possible d'une exposition à l'uranium 236, une variété dite « appauvrie », dans la survenue du syndrome de la guerre du Golfe. Cet ancien expert auprès du Pentagone a retrouvé neuf ans après « une présence significative d'uranium appauvri », utilisé dans certains obus, dans les urines et les tissus de seize militaires ayant participé à ce conflit (huit Britanniques, six Américains et deux Canadiens). L'intervention a suscité une polémique, en raison du manque de données chiffrées susceptibles d'établir un lien de causalité entre la présence d'uranium 236 et les différentes manifestations (cancers, douleurs musculaires, fatigue chronique) d'un mal dont souffrent 100 000 anciens combattants du Golfe.

DÉPÊCHES

■ CONCORDE : une pièce métallique similaire à la lamelle suspecte, qui est à l'origine de l'éclatement d'un pneu du supersonique, manque sur un DC 10 de Continental Airlines ayant transité par l'aéroport parisien de Roissy peu avant l'accident, a indiqué la compagnie aérienne américaine dans un communiqué reçu lundi 4 septembre à Paris.

■ DROGUES : la police a mis en garde les utilisateurs potentiels de kétamine, un puissant anesthésiant consommé clandestinement lors des soirées techno, dont trente-six flacons ont été volés dans une clinique vétérinaire de Valence (Drôme) pendant la nuit du vendredi au samedi 2 septembre. Le dosage de la kétamine à usage vétérinaire est particulièrement élevé et présente des risques mortels pour l'être humain, a prévenu la police.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU BEAU VÊTEMENT

LEGRAND

Depuis 1894

Tailleur et Chemisier sur mesures

Collections Hommes & Dames

Grand choix de tissus et de prix

27, rue du 4-Septembre, Paris 2^e

Tél : 01.47.42.70.61

Tirage du Monde daté dimanche 3-lundi 4 sept. 2000 : 603 398 exemplaires. 1-3



Comment téléphoner de l'étranger

quand on se retrouve en carafe avec son portable ?

AVEC LA CARTE FRANCE TÉLÉCOM VOYAGE, VOUS POUVEZ TÉLÉPHONER SANS ARGENT DE N'IMPORTE QUEL TÉLÉPHONE FIXE* DEPLUS PLUS DE 90 PAYS. GRÂCE À UN CODE CONFIDENTIEL, VOS APPELS SONT FACTURÉS DIRECTEMENT SUR VOTRE LIGNE TÉLÉPHONIQUE. AINSI, VOUS POUVEZ FACILEMENT GARDER LE CONTACT AVEC VOS PROCHES TOUT EN PROFITANT DE PRIX ÉCONOMIQUES. POUR OBTENIR VOTRE CARTE, APPELEZ LE DEPUIS VOTRE DOMICILE OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE FRANCE TÉLÉCOM.

*SELON RESTRICTIONS TECHNIQUES LOCALES.

Carte France Télécom Voyage

france tele

www.francetele.com

Le Monde

ECONOMIE

LES ENJEUX ▲ LES INITIATIVES

MARDI 5 SEPTEMBRE 2000

EUROPE

Raoul Marc Jennar, l'homme-pivot des antimondialistes à Bruxelles,



veut mettre la pression sur la Commission pour obtenir davantage de transparence sur ses projets de libéralisation du commerce

international (page IV)

JAPON

0,25 % : c'est la hausse du loyer de l'argent au jour le jour décidée par la banque centrale nipponne en dépit de l'opposition gouvernementale. Ce revirement marque sans doute la fin de « l'effort de guerre » destiné à soutenir l'économie (page V)

LES RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI ET DU MANAGEMENT

- De part et d'autre de l'Atlantique, l'été a été marqué par d'importants conflits dans les entreprises. Nouvelle et ancienne économies se croisent sur le chemin de la lutte sociale, mais optent pour des stratégies différentes (page VIII)
- Comment aider les moins de 25 ans à créer leur entreprise ? L'Union des foyers de jeunes travailleurs et la Fondation Agir pour l'emploi ont élaboré un programme national de coopération (page IX)
- **1,06** milliard de francs : la direction des relations économiques extérieures s'est engagée jusqu'en 2002 à ne pas demander 1 franc de plus pour son budget annuel à Bercy, qui lui accorde en contrepartie une totale liberté de gestion. C'est une première au ministère des finances (page X)



ANNONCES CLASSÉES

De la page XII à la page XXXIV

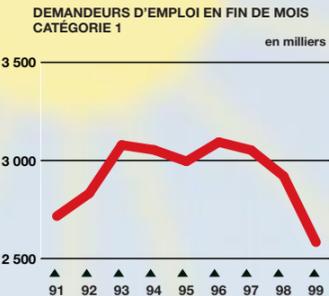
Le 6 septembre, les Quinze réaffirmeront leurs engagements chiffrés de Lisbonne. Maignon étudie la stratégie à suivre en France

Nouveau credo, le plein-emploi fait sa rentrée

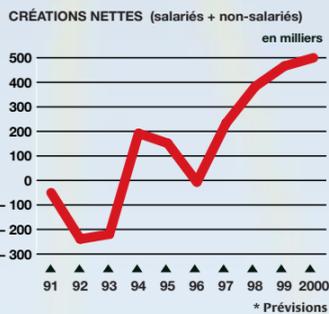
Soleil sur l'Hexagone, mais...

L'horizon s'éclaircit sur le marché de l'emploi...

▼ La baisse du chômage s'accroît...

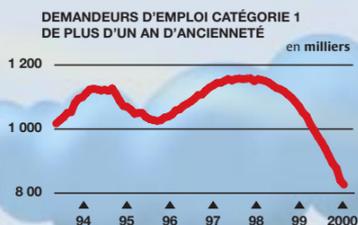


▼ ... et les créations d'emploi n'ont jamais été aussi élevées depuis 40 ans

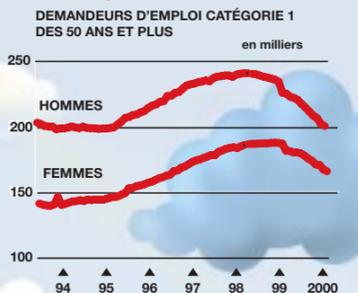


... mais des nuages menacent

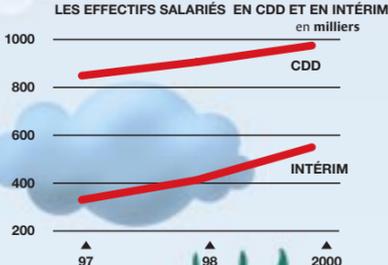
▼ En dépit d'une chute accélérée, le chômage de longue durée reste à un niveau élevé...



▼ ... les quinquagénaires sont les exclus de la reprise...



▼ ... et la précarité des emplois reste importante



A La Rochelle, au cours de l'été 1999, Lionel Jospin avait promis de parvenir au plein-emploi avant dix ans. Depuis, au vu des créations d'emplois, historiques, et de la baisse, rapide, des chiffres du chômage, les déclarations optimistes se multiplient. Ainsi, les commissaires européens ont pu affirmer que l'objectif était « réalisable grâce à la croissance économique ». Un couplet repris fin août par Laurent Fabius, le ministre de l'économie, qui pronostiquait un taux de chômage inférieur à 9 % avant la fin de 2001.

Pour en avoir le cœur net, le premier ministre a demandé à un membre du Conseil d'analyse économique, Jean Pisani-Ferry, de travailler sur le sujet. Celui-ci devrait donc lui rendre un rapport d'ici à la fin octobre sur la stratégie à mettre en œuvre pour revenir au plein-emploi. Avec une croissance soutenue, il apparaît possible que le chômage recule d'un point par an. Mais encore faut-il que la tendance se maintienne dans la durée.

Il ne s'agit pas de tempérer l'enthousiasme des uns et des autres, mais de savoir à quel niveau on met la barre. Le plein-emploi qu'on nous promet ne ressemblera pas à celui des « trente glorieuses », à contrat à durée indéterminée et à temps plein. Il sera beaucoup plus précaire, ainsi qu'en témoigne le développement des contrats à durée déterminée, de l'intérim et, jusqu'à une date toute récente, du travail à temps partiel.

Quel niveau de chômage est réaliste si l'on vise le plein-emploi ? Parle-t-on de l'idéal ? Dans ce cas, il faudrait viser un taux de chômage « frictionnel » qui serait compris entre 1 % et 3,5 %, correspondant aux inévitables délais d'ajustement entre deux emplois. Se situe-t-on à des niveaux plus élevés, de l'ordre de 7 à 9,5 %, proches de la situation actuelle (9,7 %) ? Ce serait alors choisir de rester au seuil du chômage structurel ou d'équilibre, en deçà duquel la proportion des sans-emploi est considérée comme incompressible, parce que aller plus loin réveille la menace de l'inflation et que les efforts pour y parvenir sont de plus en plus coûteux.

« Considérer qu'on serait au plein-emploi avec un chômage de 8 ou 9 % serait un aveu d'échec gravissime, estime Jean Pisani-Ferry. Des questions d'arbitrages entre qualité et volume de l'emploi peuvent en revanche se poser lorsqu'on atteint des taux de chômage beaucoup plus faibles. » Tout dépend en fait du degré d'acceptation sociale. Mais en fonction du chemin déjà parcouru et du niveau actuel du chômage, on bute très vite sur de vraies difficultés qui rendent la suite

du processus beaucoup plus aléatoire.

Certes, parmi les facteurs qui sont aujourd'hui favorables, la croissance paraît bien installée. Mais déjà le retour éventuel de l'inflation se précise. Elle a atteint 2,4 % dans la zone euro, entraînant pour la sixième fois depuis novembre 1999 une hausse des taux d'intérêt par la Banque centrale européenne. La coexistence de situations économiques différentes dans les pays de l'Union européenne et le prix élevé du pétrole au regard d'un euro faible peuvent fragiliser la croissance.

Pour que la marche vertueuse vers le plein-emploi se poursuive, il faudra aussi s'attaquer au noyau dur du chômage, ce que visait le Medef avec le plan d'aide de retour à l'emploi. Et c'est là que réside l'obstacle majeur, où se mêlent tout à la fois le sort des peu ou non-qualifiés, la question du coût du travail avec le SMIC et celle, pendante, des minima sociaux. Dans ce triangle à haut risque, il y a le double problème de ces « trappes à pauvreté », dans lesquelles tombent

les chômeurs qui ne gagneraient quasiment rien à travailler, et de capacités productives souvent insuffisantes au regard du salaire minimum. Mais alors que le pays connaît déjà des difficultés de recrutement, c'est là que se trouvent les réserves de main-d'œuvre auxquelles il faut ajouter les jeunes en scolarité prolongée, des femmes et les actifs âgés. Les réintroduire sur le marché du travail permettrait à la fois d'abaisser le seuil du chômage structurel et de se préparer au recul de la population active. Cela passe par des politiques efficaces en direction des bas salaires, dont certaines existent déjà et seraient parfois à compléter, comme les baisses de charges ou le cumul d'une aide avec un emploi. En décidant d'exonérer les smicards de la contribution sociale généralisée (CSG) de façon progressive, le gouvernement Jospin va dans ce sens tout en prenant le risque de cantonner davantage de salariés à de faibles rémunérations.

Martine Laronche et Alain Lebaube

ISM

INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT

www.ism-mba.edu

FULLY ACCREDITED*

Programmes accrédités* USA & Europe, exclusivement pour cadres et dirigeants. Séminaires en anglais avec professeurs américains compatibles avec votre vie professionnelle. Profil des participants : 30-45 ans, 24 nationalités, diplômés Enseignement Supérieur avec une moyenne de 10 années d'expérience professionnelle. Admissions : janvier, avril, octobre

ieMBA International Executive MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

■ «part-time» sur 12 mois : 10 ou 15 séminaires mensuels à Paris et 1 ou 2 mois à New York, 520 heures plus thèse

DBA DOCTORATE OF BUSINESS ADMINISTRATION

■ pour titulaires d'un MBA ou équivalent, «part-time» sur 24 mois : séminaires mensuels intensifs, 320 heures plus thèse

MBA MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION In International Management

■ «full-time» : 4 mois à Paris et 6 mois à New York, 520 heures plus thèse

et :

e-PROGRAMS

MBA - ieMBA - DOCTORATE OF BUSINESS ADMINISTRATION

International School of Management :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél : 33 1 45 51 09 09 - Fax : 33 1 45 51 09 08
e-mail : ism.paris@wanadoo.fr
http://www.ism-mba.edu

ISM

Mondialisation, un devoir d'ambition pour la société civile

par Pierre Calame

Mondialisation, le mot est dans toutes les bouches, pour désigner pêle-mêle l'effet de serre, Internet, les mégafusions financières... Mais il faut distinguer deux phénomènes, certes liés entre eux mais d'ordres différents : la mondialisation et la globalisation économique.

La mondialisation, qui se lit à travers une interdépendance croissante entre les hommes, les sociétés, les espaces, est un fait, et un fait irréversible. Les mutations scientifiques et techniques, la circulation instantanée de l'information et, surtout, l'impact des activités humaines sur le fonctionnement de la biosphère vouent l'humanité à un destin commun. Face à un fait irréversible, il ne s'agit pas d'être pour ou contre, mais de relever le défi. La globalisation économique, elle, n'est pas un fait, mais une idéologie : la croyance dans les avantages, partout et toujours, du libre marché à l'échelle mondiale. Les croyances, elles se discutent, se contestent et se corrigent.

Alors que s'ouvre à New York, en ce début septembre, l'Assemblée du millénaire des Nations unies, dont l'ambition affichée est de proposer aux chefs d'Etat de la planète un nouveau pacte de gouvernance mondiale en phase avec ces mutations, la société civile se doit de participer au débat. Les acteurs traditionnels du débat public - Etats, organisations internationales, syndicats, milieux économiques... - ont montré leur difficulté, sinon leur incapacité à dépasser des schémas de pensée et des structures institutionnelles qui relèvent désormais du passé. Car ils sont, en réalité, trop prisonniers de leurs logiques propres, trop dépendants des intérêts investis, trop enfermés dans leurs frontières géographiques ou de compétence pour prendre des initiatives à la mesure des nécessités.

Les systèmes de régulation publique restent ainsi principalement fixés à l'échelle de l'Etat-nation quand tout ce qui prépare notre avenir se situe en dehors de ce cadre. Ce déphasage croissant remet en cause la légitimité des institutions et des hommes qui les dirigent aux yeux d'une opinion publique de plus en plus inquiète sur le futur qui se dessine. Une part croissante de la population est ainsi sceptique sur la capacité de ses gouvernants à prendre la mesure des défis du monde d'aujourd'hui. Il est donc important que les chefs d'Etat présents à New York donnent à l'Assemblée du millénaire

un signal positif. Il en va de l'avenir à long terme de la démocratie.

La société civile mondiale en formation doit prendre une part active à ces mutations. Sa capacité à devenir une force de proposition et d'initiative doit constituer pour elle un enjeu majeur. Cette communauté internationale, malgré une rhétorique fertile, reste à construire. Les « citoyens du monde » de la fin des années 40 en avaient conscience, sans être pour autant capables d'imaginer d'autres formes d'expression que la citoyenneté politique et la démocratie représentative à l'échelle du monde. Nous en sommes encore loin, mais le développement rapide de nouvelles formes d'organisation de la société civile à l'échelle internationale ouvre la voie à une alternative. Au cours de ces vingt dernières années, les organisations non gouvernementales, plus souples que les grands systèmes hiérarchiques, habituées à travailler en réseau, ayant su rapidement tirer profit d'Internet, capables d'une mobilisation rapide, attentives par nature aux nouvelles aspirations des sociétés, ont joué un rôle croissant dans l'évolution des idées, des mœurs, des lois et même des institutions.

Ecologie, droits de l'homme, égalité des femmes et des hommes, solidarités internationales, droit au logement, commerce équitable, boycottage des multinationales transgressant les droits jugés élémentaires, comme celui des enfants face au travail. La plupart de ces thèmes portés par des ONG ont été d'abord regardés par les pouvoirs en place avec un mélange d'indulgence et d'exaspération, avant de devenir des questions centrales du débat politique.

Cela suffit-il ? Assurément non. La construction de la société civile mondiale entre aujourd'hui dans une troisième phase. La première, jusqu'au début des années 90, a été surtout une phase de dénonciation et de résistance. La seconde, typique des années 90 et des grandes conférences de l'ONU, inaugurée avec le Sommet de la Terre à Rio en 1992, voit les ONG engager le dialogue avec les Etats et les institutions internationales mais en collant à leur agenda. La troisième, qui s'ouvre, suppose une tout autre ambition. La société civile doit prendre l'initiative de l'agenda lui-même, définir les mutations à entreprendre et en proposer les perspectives. Les campagnes ponctuelles et ciblées demeurent certes un moyen de sensibiliser et de mobiliser les opinions publiques.

Mais elles ne peuvent en soi demeurer un objectif. Pour devenir des acteurs majeurs du dialogue des nations, les ONG doivent construire des alliances et démontrer leur aptitude à traiter les problèmes dans leur complexité.

C'est fort de cette nécessité qu'est née, en 1994, l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. Sur la base d'une plateforme qui en est le manifeste de départ et existe en 25 langues. Elle réunit maintenant 3 000 alliés, personnes ou mouvements de 115 pays, militants d'ONG, dirigeants paysans, universitaires, élus locaux, mouvements de jeunesse, religieux, chefs d'entreprise, syndicats ou chercheurs.

Notre ambition est la construction d'alternatives citoyennes. Rien de médiatique au quotidien, mais la volonté d'assumer sereinement la complexité des questions avec la conscience que les mutations à venir dans les prochaines décennies concerneront tous les domaines de l'activité humaine. C'est pour rendre visible cette société civile en marche, ce dialogue entre ses composantes, sa capacité à tracer des perspectives que nous préparons pour la fin 2001 une assemblée de citoyens de la Terre. L'un des chantiers de l'Alliance porte précisément sur la gouvernance mondiale. Nourri des réflexions de nombreux autres chantiers - sécurité, énergie, eau, environnement, commerce, finance -, il a élaboré des propositions et interpelle les chefs d'Etat sur la refondation du système international. Nous sommes arrivés à la conviction que le problème d'aujourd'hui n'est pas de modifier à la marge le système de l'ONU mais d'englober l'acquis des cinquante dernières années dans une nouvelle architecture. On ne peut continuer à faire de la souveraineté absolue de l'Etat-nation la base de la vie internationale. Cette dernière doit reposer sur de nouveaux fondements. La notion de bien commun doit ainsi être élargie et plus solidement justifiée, par opposition aux biens qui relèvent du marché.

Il faut en outre donner toute leur place aux pays du Sud, faute de quoi l'idée de gouvernance mondiale restera illégitime, renforcer le rôle de la société civile, des Parlements et des ensembles régionaux, ou encore assurer des ressources plus stables au système international lui-même. Voilà quelques-unes des perspectives que nous soumettons au débat public, en appelant l'Assemblée générale de l'ONU à définir le processus collectif de discussion permettant d'aboutir à cette nouvelle architecture.

Pierre Calame est directeur général de la Fondation Charles-Léopold-Mayer et membre fondateur de l'Alliance. Le texte adressé par l'Alliance aux chefs d'Etat est disponible sur Internet : www.echo.org

ARTICLES ET REVUES

par Daniel Cohen

Marché budgétaire pour l'eurozone

« Tradable deficit permits : efficient implementation of the Stability Pact in the European Monetary Union » *Economic Policy*, 1999, n° 29.

On connaît le marché monétaire : c'est le lieu (virtuel) où les banques placent leurs excédents de liquidités ou empruntent leurs déficits. Ces échanges se font à un prix, le taux du marché monétaire, qui gravite autour d'une référence qui est déterminée par le principal intervenant, la banque centrale. Sur le même modèle, Alessandra Casella propose la création d'un marché « budgétaire » de l'eurozone, qui fonctionnerait selon les mêmes principes, mais dont les acteurs seraient les trésors publics des pays de la zone.

Si l'on suit ses recommandations, les pays de l'eurozone décideraient collectivement, disons chaque année, de l'émission d'un quantum de « dette publique européenne » dont les pays membres recevraient une fraction. Fort de ces dotations, chaque pays pourrait ensuite vendre ou acheter ses excédents ou ses déficits à un cours qui serait fixé librement sur le marché « budgétaire » ainsi créé. A la manière de la banque centrale, l'eurozone pourrait stabiliser le marché, en fonction d'objectifs globaux, en augmentant ou en réduisant les liquidités qui alimentent le marché.

On tient ici un mécanisme qui se substituerait évidemment au critère de Maastricht, lequel impose pour chaque pays (et non pour l'ensemble de la zone) un solde budgétaire maximum. En quoi le mécanisme proposé améliorerait-il la situation présente ? Tout dépend de l'idée que l'on se fait des raisons pour lesquelles Maastricht a été rédigé. Si l'on suit les arguments mis en avant par les auteurs du traité lui-même, il s'agit avant tout d'éviter que des déficits importants n'obligent la politique monétaire à être un jour trop accommodante. Mais si tel est le risque, la plupart des économistes ont souligné que le traité de Maastricht n'avait pas la forme adéquate. Ce qui compte, en effet, est de surveiller le stock de dette publique (rapporté au PIB) plutôt que les flux de déficits. Il n'y a aucune raison de réguler le déficit d'un pays dont le stock de dette est bas.

Il existe toutefois un autre ordre d'arguments qui plaident en faveur d'une restriction budgétaire s'appliquant aux flux, mais dont la logique écarte radicalement des formulations de Maastricht. C'est la logique aussi vieille que la macroéconomie ouverte, qui remonte aux théories de Mundell-Fleming. En l'absence de coordination globale de leurs politiques budgétaires, les pays peuvent être chacun tentés de stabiliser tous les chocs qui menaceraient leur croissance économique. Un bon *policy mix* toutefois exigerait qu'ils ne stabilisent que les chocs idiosyncratiques (ceux qui n'affectent pas l'ensemble), et coordonnent leurs réponses aux chocs globaux, en fonction notamment du change et du taux d'intérêt souhaitables.

C'est dans cet esprit qu'il faut lire la proposition faite par Alessandra Casella. Le marché budgétaire qu'elle propose de créer permettrait en effet de définir de manière coopérative les déficits de l'ensemble de la zone, à charge pour chacun de faire mieux ou moins en fonction de ses vicissitudes propres. Il aurait par ailleurs le mérite de créer une « dette publique européenne », laquelle fait aujourd'hui défaut dans la panoplie des instruments financiers. Elle serait émise à l'unisson par les pays de la zone, ce qui laisserait évidemment entière la question de la solvabilité des pays membres et exigerait de fixer de nouvelles règles du jeu. Du moins celles-ci pourront-elles s'appuyer sur le stock de dette de chacun des pays, et non plus sur un seuil arbitraire portant sur les flux bruts.

SOUVENEZ-VOUS,
VOUS N'AVEZ JAMAIS AUTANT AVANCÉ
QUE LORSQU'ON VOUS A FAIT CONFIANCE



JEUNES DIPLOMÉS
D'ÉCOLES DE COMMERCE,
D'INGÉNIEUR, UNIVERSITAIRES...

Nous sommes convaincus que la confiance est le meilleur des stimulants. Impliquer chacun dans nos succès, c'est placer les hommes au cœur de notre évolution. Leur donner immédiatement des responsabilités avec une vraie liberté d'action et d'expression, c'est notre plus belle manière d'avancer. Les résultats sont là : le Groupe DANONE est aujourd'hui leader mondial des produits laitiers frais et biscuits sucrés et numéro deux mondial des eaux en bouteille. Présents dans plus de 120 pays, notre histoire ne fait que commencer. Venez rejoindre nos équipes dans tous nos métiers : production, logistique, recherche & développement, commercial, marketing, RSE, ressources humaines, contrôle de gestion, informatique... c'est maintenant que vous avez un rôle à jouer. Vous qui rêvez de participer à la croissance internationale de notre Groupe, nous serons fiers de vous associer à notre réussite. Parce que nous croyons en vous.

Groupe DANONE, Recrutement Jeunes Managers, référence JD7/LM,
7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 8.

www.careerline.danone.fr



**NOUS
CROYONS
EN VOUS.**

LE SOCIAL DANS L'UNION

par Francis Kessler

Du chômage à l'employabilité

On feint aujourd'hui de s'étonner, en France, d'un chômage « paradoxal » : alors que subsistent de nombreux demandeurs d'emploi, la pénurie de main-d'œuvre frappe certains secteurs, caractérisés soit par des conditions de travail difficiles et des bas salaires, soit par la nécessité d'employer des spécialistes.

Les péripéties liées aux négociations sur l'Unedic et sur le PARE cachent une lutte de pouvoir concernant les rôles respectifs des partenaires sociaux, du gouvernement et du législateur dans la création de normes à destination des demandeurs d'emploi.

En revanche, la discussion sur l'articulation des indemnisés de chômage et des aides au retour à l'emploi, l'un des points-clés de la controverse française, se retrouve dans la plupart des pays européens.

Emanant de la plus haute instance politique communautaire, les lignes directrices conduisent à une convergence accrue des politiques de l'emploi dont l'amélioration de la capacité d'insertion professionnelle.

Les mécanismes traditionnels de l'assurance-chômage ont été transformés partout en Europe. Plusieurs pays font appel à un financement complémentaire des pouvoirs publics

La France utilisant les deux cas de figures. Plus fondamentalement, on ne se contente plus de la seule indemnisation.

Plus fondamentalement, on ne se contente plus de la seule indemnisation. Dans nombre d'Etats de l'Union européenne, la période postérieure à la perte de l'emploi est de plus en plus utilisée comme un moment de formation ou de reconversion.

Plus fondamentalement, on ne se contente plus de la seule indemnisation. Dans nombre d'Etats de l'Union européenne, la période postérieure à la perte de l'emploi est de plus en plus utilisée comme un moment de formation ou de reconversion.

Des nuances sont toutefois perceptibles. Certains pays, au rang desquels le Royaume-Uni, inspirés par le « profiling » développé au début des années 90 aux Etats-Unis, assortissent les plans individualisés de sanctions sous forme de diminution ou de suppression d'allocations chômage.

Cette nouvelle approche s'est traduite par une remise en cause des formations initiales et continues, mais également de la collecte et de la diffusion de l'information sur le marché du travail.

Des questions demeurent en suspens. Il en est ainsi du sort des « inemployables », des « handicapés sociaux » selon la rude mais claire terminologie néerlandaise.

Francis Kessler est maître de conférences à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

A Bercy, la réforme entre par la petite porte

L'événement est presque passé inaperçu. Il faut dire que personne à Bercy n'a vraiment cherché à en faire la publicité. Et surtout pas l'un des principaux concernés, Jean-François Stoll, qui a réussi à faire passer la réforme de son administration, la Direction des relations économiques extérieures (DREE), alors que le ministre de l'économie vivait, au printemps, une de ses plus graves crises.

La direction des relations économiques extérieures (Dree) veut se gérer comme une entreprise

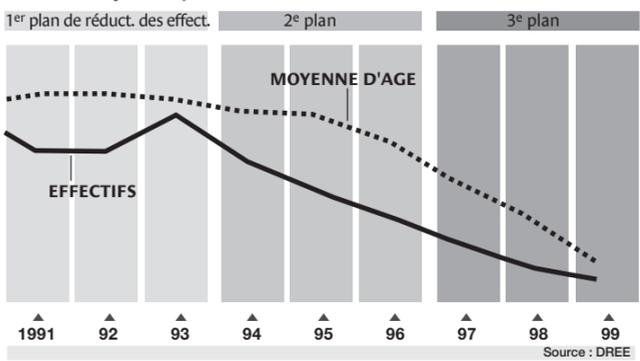
Cela signifie qu'il devra encaisser les augmentations salariales liées par exemple à l'ancienneté ou les hausses de prix sans demander de rallonge au budget. Avec une clause de sauvegarde cependant : quand les variations de change deviennent trop fortes, la DREE peut demander aux fonctionnaires du budget d'assouplir leur règle de fer.

Cela signifie qu'il devra encaisser les augmentations salariales liées par exemple à l'ancienneté ou les hausses de prix sans demander de rallonge au budget. Avec une clause de sauvegarde cependant : quand les variations de change deviennent trop fortes, la DREE peut demander aux fonctionnaires du budget d'assouplir leur règle de fer.

NOUVEAU ETAT D'ESPRIT

Ce n'est pas la seule innovation. La DREE vient de publier son premier « rapport d'activité », un document modeste, reconnaît-on à Bercy, mais il est le signe d'un nouvel état d'esprit.

Les étapes déjà franchies



Depuis quelques années, elle fait de plus en plus de surmesure pour les entreprises auprès de qui elle joue un véritable rôle de consultant, au même titre que des bureaux de conseil privés.

Quid des syndicats qui ailleurs dans le ministère s'étaient montrés si hostiles au changement ? Prudents, pour le moins. Ils relativisent « cette révolution » qui ne concerne qu'une administration particulière.

Laurence Caramel

Les apprentis français s'initient au « système dual » allemand, à la Deutsche Bahn

ARMELLE est une pionnière. A vingt-deux ans, cette Bourguignonne s'apprête à terminer son apprentissage d'agent service clientèle à la Deutsche Bahn, la compagnie ferroviaire allemande.

Le dispositif de formation en alternance a fait ses preuves outre-Rhin. Quelques entreprises et artisans offrent désormais cette possibilité à des étrangers

deux. Nous avons aussi des cours de comptabilité, de droit, d'économie dans une école professionnelle, et des séminaires au centre de formation de la Deutsche Bahn », explique Armelle : « Tous les cours et les examens sont en allemand ».

Même entre la France et l'Allemagne, qui se targuent pourtant d'être les locomotives de la construction européenne. En novembre 1999, les deux pays appelaient à « multiplier les échanges, [et à] accroître la mobilité dans le cadre de la formation professionnelle ».

BILAN NUANCÉ

Depuis quelques années, dans le cadre d'un programme intitulé « Qualifications sans frontières », Athena place avec un certain succès des jeunes Français dans les entreprises allemandes qui lui en font la demande.

jours facile. « Le recrutement dépend de la conjoncture dans les pays de provenance, mais il est parfois difficile de trouver des jeunes motivés, d'un bon niveau en allemand. Nous n'avons pas de problème pour la Pologne et la République tchèque, mais pour France, c'est plus compliqué », remarque Annette Voss.

Armelle n'a guère ce genre de soucis. Elle prépare les examens finaux qu'elle doit passer en novembre. Puis un oral clôturera, début 2001, sa formation à la Deutsche Bahn.

Philippe Ricard

Contact pour un apprentissage en Allemagne : Athena ; tél : 00 49 6131 61 66 55 ou, sur Internet : www.athenajob.de

Advertisement for 'Dépassez Internet' featuring 'ESIEE' and 'CSV' logos, with contact information for the Chamber of Commerce and Industry of Paris.

Advertisement for '2 Formations diplômantes' by CSV, detailing the curriculum and contact information for the 'La Fondamentale' preparatory course.